PARLEMENT WALLON

SESSION 2014-2015

COMPTE RENDU AVANCÉ

Séance publique de commission*

Commission des travaux publics, de l'action sociale et de la santé

Mardi 21 avril 2015

*Application de l'art. 152 du règlement

SOMMAIRE

<i>Ouverture de la séance</i>	1
<i>Organisation des travaux</i>	1
<i>Examen de l'arriéré</i>	1
<i>Interpellations et questions orales</i>	1
<i>Question orale de M. Bouchez à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « le nouvel incubateur « Le Manège de Sury » »</i>	1
<i>Question orale de M. Jeholet à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « le marché de la SOFICO relatif au petit éolien sur les sites de Strépy, Péronnes et Ronquières »</i>	
Intervenants : M. le Président, M. Jeholet, M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, Mme la Présidente.....	1
<i>Question orale de Mme Durenne à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « les mauvais résultats de la Belgique en matière de sécurité routière » ;</i>	
<i>Question orale de M. Knaepen à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « le nombre de tués sur les routes »</i>	
Intervenants : Mme la Présidente, Mme Durenne, M. Knaepen, M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine	2
<i>Question orale de Mme Salvi à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « la RN54 »</i>	
Intervenants : Mme la Présidente, Mme Salvi, M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine	5
<i>Organisation des travaux (Suite)</i>	6
<i>Interpellations et questions orales (Suite)</i>	6
<i>Question orale de Mme Salvi à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « la dégradation des boîtiers radar »</i>	
Intervenants : Mme la Présidente, Mme Salvi, M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine	6
<i>Question orale de Mme Lecomte à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « l'aménagement de la N4 Arlon/Sterpenich »</i>	
Intervenants : Mme la Présidente, Mme Lecomte, M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine	8

Question orale de M. Crucke à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « l'installation de piquets flexibles le long des voiries régionales »

Intervenants : Mme la Présidente, M. Crucke, M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine 9

Question orale de M. Jeholet à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « la régionalisation du Fonds de la sécurité routière et le financement des zones de police »

Intervenants : Mme la Présidente, M. Jeholet, M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine 10

Interpellation de M. Jeholet à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « l'avenir de la SOFICO »

Intervenants : Mme la Présidente, M. Jeholet, M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine 13

Organisation des travaux (Suite)..... 18

La situation financière, les défis et les perspectives de la SOFICO

Intervenants : Mme la Présidente, MM. Jeholet, Onkelinx..... 18

Interpellations et questions orales (Suite)..... 18

Question orale de Mme Baltus-Möres à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « les alternatives suite à la fermeture du « Thier de Villers » »

Intervenants : Mme la Présidente, Mme Baltus-Möres, M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine 18

Question orale de M. Henry à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « le développement éolien dans les zonings d'activité économique »..... 20

Question orale de Mme Leal Lopez à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « les liaisons manquantes du réseau routier »

Intervenants : Mme la Présidente, Mme Leal Lopez, M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine 20

Question orale de M. Onkelinx à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « la problématique des piétons qui traversent au feu rouge »

Intervenants : Mme la Présidente, M. Onkelinx, M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine 21

Question orale de Mme Schyns à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « les conséquences économiques de l'hiver doux »

Intervenants : Mme la Présidente, Mme Schyns, M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine 22

Question orale de Mme Leal Lopez à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « la sécurisation de la RN90 à Jemeppe-sur-Sambre »

Intervenants : Mme la Présidente, Mme Leal Lopez, M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine 23

Question orale de M. Bellot à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « le recours aux PPP pour les grands travaux publics » ;

Question orale de M. Dupont à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « la pénurie de grands chantiers de travaux »

Intervenants : Mme la Présidente, M. Dupont, M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine 24

Question orale de M. Destrebecq à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « l'avancement des travaux de l'échangeur de Familleureux »

Intervenants : Mme la Présidente, M. Destrebecq, M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine 27

Question orale de M. Destrebecq à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « l'utilisation du crowdfunding dans le financement du patrimoine wallon » ;

Question orale de M. Destrebecq à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « les dynamiques locales de préservation du patrimoine »

Intervenants : Mme la Présidente, M. Destrebecq, M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine 28

Question orale de M. Crucke à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « le classement des secteurs pavés »

Intervenants : Mme la Présidente, M. Crucke, M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine 30

Question orale de Mme Vienne à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « les travaux de restauration de la cathédrale de Tournai »

Intervenants : Mme la Présidente, Mme Vienne, M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine 31

Question orale de M. Bouchez à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « l'avenir du patrimoine industriel wallon »..... 32

Question orale de Mme Kapompole à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « l'urgence psychiatrique »

Intervenants : Mme la Présidente, Mme Kapompole, M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine 32

Question orale de Mme Kapompole à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « l'avenir des projets 107 » ;

Question orale de Mme Kapompole à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « le financement des centres de rééducation fonctionnelle dans le cadre des projets 107 relatifs à la santé mentale » ;

Question orale de Mme Trotta à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « la réforme des soins de santé mentale à destination des enfants et des adolescents »

Intervenants : Mme la Présidente, Mme Kapompole, M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine 33

Organisation des travaux (Suite)

Intervenants : Mme la Présidente, M. Daele..... 37

Interpellations et questions orales (Suite)..... 37

Question orale de M. Lefebvre à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « le renouvellement du Conseil supérieur de la promotion de la santé (CSPS) ».....37

Question orale de Mme Schyns à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « les jeunes et les jeux de hasard »

Intervenants : Mme la Présidente, Mme Schyns, M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine38

Question orale de M. Prévot à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « l'élaboration du nouveau programme quinquennal de promotion de la santé »

Intervenants : Mme la Présidente, M. Prévot, M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine 39

Question orale de Mme Durenne à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « la mise en garde du Système belge d'alerte précoce sur les drogues (BEWSD) »

Intervenants : Mme la Présidente, Mme Durenne, M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine40

Reprise de la séance..... 41

Interpellations et questions orales (Suite)..... 41

Question orale de Mme Defrang-Firket à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « le plan Handicap de grande dépendance et le plan Autisme »

Intervenants : Mme la Présidente, Mme Defrang-Firket, M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine 41

Question orale de M. Knaepen à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « la dangerosité des boissons dites « light » »..... 43

<i>Question orale de M. Bouchez à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « les conditions de travail dans le secteur hospitalier et médical »</i>	44
<i>Question orale de M. Daele à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « la pénurie de médecins généralistes en zone rurale »</i>	
Intervenants : Mme la Présidente, M. Daele, M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine	44
<i>Question orale de M. Stoffels à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « les appareils de résonance magnétique »</i>	
Intervenants : Mme la Présidente, M. Stoffels, M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine	45
<i>Question orale de Mme Pécriaux à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « la tuberculose en Wallonie »</i>	
Intervenants : Mme la Présidente, Mme Pécriaux, M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine	46
<i>Question orale de Mme Vienne à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « le burn-out des médecins généralistes »</i>	
Intervenants : Mme la Présidente, Mme Vienne, M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine	48
<i>Question orale de M. Daele à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « le saut d'index dans les maisons de repos »</i>	
Intervenants : Mme la Présidente, M. Daele, M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine	49
<i>Question orale de M. Courard à M. Prévot, Ministre des travaux publics, de la santé, de l'action sociale et du patrimoine, sur « le manque d'infrastructures pour accueillir et héberger les jeunes adultes en situation de handicap »</i>	50
<i>Question orale de Mme Lambelin à M. Prévot, Ministre des travaux publics, de la santé, de l'action sociale et du patrimoine, sur « l'avenir du projet tadam »</i>	50
<i>Question orale de M. Stoffels à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « la pénibilité du métier des aides familiales »</i>	
Intervenants : Mme la Présidente, M. Stoffels, M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine	50
<i>Question orale de M. Stoffels à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « l'octroi de lits supplémentaires à la maison de repos et de soins de Borgoumont »</i>	
Intervenants : Mme la Présidente, M. Stoffels, M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine	51

<i>Question orale de M. Dodrimont à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « les COFcubes »</i>	53
<i>Question orale de M. Daele à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « la vie en autonomie »</i>	
Intervenants : Mme la Présidente, M. Daele, M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine	53
<i>Question orale de Mme Salvi à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « les modalités de distribution de pilules contraceptives et de contraception d'urgence par les centres de planning familial » ;</i>	
<i>Question orale de Mme Pécriaux à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « l'accompagnement des plannings familiaux »</i>	54
<i>Question orale de Mme Trotta à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « la lutte contre la précarité des familles monoparentales »</i>	55
<i>Question orale de M. Bouchez à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « les dysfonctionnements dans la gestion de la maison de repos du CPAS de Saint-Ghislain » ;</i>	
<i>Question orale de M. Bouchez à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « la gestion de la maison de repos du CPAS de Saint-Ghislain »</i>	
Intervenants : Mme la Présidente, M. Bouchez, M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine	55
<i>Question orale de M. Bouchez à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « l'autonomisation des personnes âgées grâce aux outils technologiques »</i>	
Intervenants : Mme la Présidente, M. Bouchez, M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine	57
<i>Question orale de Mme Pécriaux à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « l'indexation des allocations familiales » ;</i>	
<i>Question orale de M. Drèze à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « la question de l'indexation des allocations familiales en Région wallonne » ;</i>	
<i>Question orale de M. Daele à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « l'indexation des allocations familiales »</i>	
Intervenants : Mme la Présidente, Mme Pécriaux, M. Drèze, M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine	59
<i>Question orale de M. Daele à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « la part du secteur privé dans l'offre de maisons de repos » ;</i>	
<i>Question orale de M. Bouchez à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « l'assouplissement des normes dans les maisons de repos »</i>	

Intervenants : Mme la Présidente, M. Daele, M. Bouchez, M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine	61
<i>Question orale de Mme Pécriaux à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « l'accueil des gens du voyage en Wallonie »</i>	
Intervenants : Mme la Présidente, Mme Pécriaux, M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine	65
<i>Question orale de Mme Morreale à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « le rôle de la Wallonie dans la mise en œuvre du Plan d'action national 2015-2019 de lutte contre la violence basée sur le genre »</i>	66
<i>Question orale de Mme Baltus-Möres à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « l'évaluation des politiques en matière d'égalité entre les femmes et les hommes »</i>	
Intervenants : Mme la Présidente, Mme Baltus-Möres, M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine	67
<i>Question orale de Mme De Bue à M. Maxime Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « la problématique de la pression des pneus »</i>	68
<i>Question orale de Mme Gonzalez Moyano à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « l'augmentation du nombre d'accidents impliquant les camions »</i>	68
<i>Question orale de Mme Bonni à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « les accidents dans les embouteillages »</i>	68
<i>Question orale de Mme Salvi à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « la possibilité technique d'éviter la suspension du Thalys wallon »</i>	68
<i>Question orale de M. Dodrimont à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « le bilan du principe de la tirette pour les usagers de la route »</i>	69
<i>Question orale de M. Bellot à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « l'utilisation des données GPS pour améliorer le trafic routier »</i>	69
<i>Question orale de Mme Dock à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « l'éclairage des autoroutes en Wallonie »</i>	69
<i>Question orale de Mme De Bue à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « les suites de la campagne de sensibilisation concernant les motards »</i>	69
Liste des intervenants.....	70
Abréviations courantes.....	71

Présidence de M. Knaepen, Vice-président

OUVERTURE DE LA SÉANCE

- La séance est ouverte à 9 heures 20 minutes.

M. le Président. - La séance est ouverte.

ORGANISATION DES TRAVAUX

Examen de l'arriéré

M. le Président. - La commission procédera ultérieurement à l'examen de son arriéré.

INTERPELLATIONS ET QUESTIONS ORALES

QUESTION ORALE DE M. BOUCHEZ À M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR « LE NOUVEL INCUBATEUR « LE MANÈGE DE SURY » »

M. le Président. - L'ordre du jour appelle la question orale de M. Bouchez à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « le nouvel incubateur « Le Manège de Sury » ».

La question est retirée.

QUESTION ORALE DE M. JEHOLET À M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR « LE MARCHÉ DE LA SOFICO RELATIF AU PETIT ÉOLIEN SUR LES SITES DE STRÉPY, PÉRONNES ET RONQUIÈRES »

M. le Président. - L'ordre du jour appelle la question orale de M. Jeholet à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « le marché de la SOFICO relatif au petit éolien sur les sites de Strépy, Péronnes et Ronquières ».

La parole est à M. Jeholet pour poser sa question.

M. Jeholet (MR). - M. le Président, je vous remercie de prendre le taureau par les cornes. Je pense que M. le Ministre a beaucoup de questions devant lui, et est donc également demandeur de commencer à l'heure.

Monsieur le Ministre, je me permets de revenir sur le marché de la SOFICO relatif au petit éolien sur trois sites : Strépy, Péronnes et Ronquières.

L'appel d'offres avait conduit à la remise d'une seule offre, ce qui avait pu interpellé certains, à savoir celle de la société Fairwind. Lors de la dernière question parlementaire sur le sujet, vous aviez précisé que le Gouvernement allait étudier l'offre, qui était analysée au sein des services, et que vous en tireriez certaines conclusions.

Ma question est assez simple. Qu'en est-il de cette analyse ? Est-elle déjà effectuée, partiellement ou totalement ? Que peut en conclure le Gouvernement ?

Pour rappel, les acteurs énergétiques wallons ont, à plusieurs reprises, manifesté un certain étonnement quant à la promotion, par le Gouvernement wallon, de la filière énergétique, qu'il trouve plus onéreuse et moins efficace que d'autres filières renouvelables.

L'analyse réalisée par la SOFICO conduit-elle également au même constat que les acteurs énergétiques wallons ? Qu'en pensez-vous, vous ainsi que le Gouvernement ?

M. le Président. - La parole est à M. le Ministre Prévot.

M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine. - Monsieur le Député, votre question n'est pas la dernière qui m'a été posée sur le sujet quand vous faites écho à celle-ci. La dernière, qui est quasi en tout point pareille à la vôtre, m'a été posée par M. Henry, le 24 mars dernier, et je lui ai répondu à cette occasion. Comme vous n'avez visiblement pas eu l'occasion de prendre connaissance de la réponse, je vais vous la livrer une nouvelle fois.

Il est exact qu'un marché conjoint Wallonie et SOFICO de promotion de travaux, par appel d'offres, en vue de l'installation de trois parcs d'éoliennes de petite puissance, de 50 à 100 kilowatts, à Strépy, Péronnes et Ronquières, a bien été lancé et qu'une seule offre était parvenue.

À l'analyse de cette offre, il est apparu que celle-ci n'était pas complète et que les éléments manquants affectaient l'offre d'une irrégularité substantielle, la rendant nulle au regard de la législation sur les marchés publics. Dès lors, la proposition qui a été faite pour mon administration, et que j'ai suivie, était une décision de non-attribution.

Je ne peux pas, à ce stade, confirmer, infirmer ou citer le nom de la société qui a déposé une offre dans le cadre de ce marché, puisque, eu égard à la législation sur les marchés publics, les noms des soumissionnaires ne peuvent pas être communiqués tant que la décision d'attribution ou de non-attribution ne leur aura pas été notifiée. Vous comprendrez, dès lors, que je ne puisse pas communiquer d'autres éléments tels que, par exemple, les prix qui ont été remis dans le cadre de ce dossier.

(Mme Kapompole, Présidente, prend place au fauteuil présidentiel)

Cependant, comme j'ai pu l'exprimer à l'époque, le Gouvernement reste favorable au développement, entre autres, du petit éolien. Ce n'est, évidemment, pas la seule filière que l'on regarde de manière monomaniaque. Un nouveau marché va, dès lors, être relancé pour pouvoir répondre adéquatement à ce souhait.

Mme la Présidente. - Je remercie M. le Vice-président pour sa présidence *ad interim*.

La parole est à M. Jeholet.

M. Jeholet (MR). - Merci, Madame la Présidente.

Monsieur le Ministre, je prendrai soin de lire attentivement la réponse que vous aviez formulée à M. Henry. Je pense que l'on aura l'occasion, que ce soit ici ou dans d'autres commissions, de reparler du petit éolien.

**QUESTION ORALE DE MME DURENNE À
M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX
PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION
SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR « LES
MAUVAIS RÉSULTATS DE LA BELGIQUE EN
MATIÈRE DE SÉCURITÉ ROUTIÈRE »**

**QUESTION ORALE DE M. KNAEPEN À
M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX
PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION
SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR « LE
NOMBRE DE TUÉS SUR LES ROUTES »**

Mme la Présidente. - L'ordre du jour appelle les questions orales à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine :

- de Mme Durenne, sur « les mauvais résultats de la Belgique en matière de sécurité routière » ;
- de M. Knaepen, sur « le nombre de tués sur les routes ».

La parole est à Mme Durenne pour poser sa question.

Mme Durenne (MR). - Monsieur le Ministre, selon un rapport publié par la Commission européenne le 24 mars dernier, la Belgique se trouve parmi les mauvais élèves en matière de sécurité routière. Le nombre de morts sur nos routes s'est élevé à 64 pour 1 million d'habitants, contre 28 pour les Pays-Bas ou le Royaume-Uni, par exemple.

Ce qui signifie que le niveau de dangerosité de nos routes est situé dans la même catégorie que les pays de l'Est, comme la Hongrie et la République tchèque, par exemple. Même si la Belgique avait fait des efforts en réduisant le nombre de tués de 15 % entre 2010 et 2013, force est de constater que cela n'est pas suffisant.

Dans toute l'Europe, ce ne sont pas moins de 25 000 personnes qui meurent, chaque année, dans des accidents de la route, un chiffre que l'Europe veut réduire de moitié d'ici 2020.

Comment M. le Ministre analyse-t-il ces chiffres et ce rapport ? Comment le Gouvernement compte-t-il renforcer la sensibilisation et les mesures pour s'inscrire dans la logique européenne ? Quels sont les objectifs que le Gouvernement se fixe, d'ici 2020, en termes de mortalité due aux accidents de la route ? Confirmez-vous les chiffres qui nous ont été donnés lors du budget au mois de décembre ?

Je vous remercie, Monsieur le Ministre, pour votre réponse.

Mme la Présidente. - La parole est à M. Knaepen pour poser sa question.

M. Knaepen (MR). - Monsieur le Ministre, après plusieurs années de recul important, comme le disait, il y a quelques secondes, ma collègue, le nombre de tués sur les routes européennes n'a que légèrement baissé l'an dernier.

Toujours selon le rapport – qui, à mon avis, est le même – publié par la Commission européenne, notre pays a rejoint, l'an dernier, les mauvais élèves de la classe européenne.

Le nombre de morts sur les routes belges s'est élevé à 64 pour 1 million d'habitants en 2014. Ce taux est bien supérieur à la moyenne européenne, qui est de 50.

Les usagers de la route risquent deux fois moins leur vie au Royaume-Uni et aux Pays-Bas qu'en Belgique. Les routes allemandes et françaises sont également plus

sûres que les nôtres. Comme le disait Mme Durenne, les routes belges se retrouvent, désormais, dans une catégorie de dangerosité où l'on retrouve les pays de l'Est.

La Commission note pourtant que la Belgique avait pourtant fait des efforts considérables entre 2010 et 2013, même conclusion, et le nombre de tués n'a baissé que de 1 % en 2014, pour la Belgique comme pour l'Europe.

Je vais m'arrêter ici, parce que je pense que ma collègue a déjà dit l'essentiel. Vous avez certainement pris connaissance de ce rapport et quelles sont les mesures concrètes que vous allez prendre, Monsieur le Ministre, pour atteindre cet objectif européen, pour revenir à 50 morts maximum sur nos routes belges ?

Mme la Présidente. - La parole est à M. le Ministre Prévot.

M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine. - Madame la Députée, Monsieur le Député, je vais, évidemment avec plaisir, répondre à cette même question du même groupe parlementaire. La situation n'est, effectivement, pas des plus brillantes en matière de victimes de la circulation routière. Toutefois, la Wallonie s'améliore : - 9 % en 2014, et cela succède à des réductions aussi favorables pour les années antérieures, - 9 % en 2013, - 13 % en 2012, et donc, globalement, entre 2010 et 2014, le nombre de tués a diminué de 25 % en Wallonie.

Notre objectif est de réduire de moitié le nombre de tués sur les routes wallonnes d'ici 2020, comme le souhaite, d'ailleurs, l'Union européenne, par rapport à l'année de référence 2011, et nous suivons actuellement cette tendance avec les différents repères intermédiaires.

Comme vous le savez, la sécurité routière est une compétence régionale depuis le 1er janvier dernier, et nous avons donc désormais entre nos mains les principaux leviers.

Au niveau de nos engagements et de nos actions, nous attaquons sur tous les fronts, si j'ose m'exprimer de la sorte : prévention, sensibilisation, contrôle, sanctions, infrastructures routières, formation à la conduite et éducation en milieu scolaire. Souvenez-vous, Mesdames et Messieurs les députés, des exposés que nous avons pu avoir, il y a quelques semaines encore, au sein de cette commission, qui faisaient l'étalage de la diversité des actions qui étaient entreprises par la Wallonie et ses différents services.

En termes de prévention, le Gouvernement a confié la mission de la communication et de la sensibilisation du grand public et des publics cibles à l'Agence wallonne pour la sécurité routière, créée assez récemment.

Les campagnes prennent place, vous l'avez remarqué : la dernière, avec un ton humoristique d'ailleurs, pour les motards, auxquels il faut prêter attention évidemment en cette période.

Et nous constatons, d'ailleurs, tout au long des routes régionales, ainsi qu'à travers les différents médias, que les messages de prévention sont bien diffusés.

D'autres actions de sensibilisation sont également à mettre en exergue. Je pense au label BackSafe, par exemple, au soutien des différentes ASBL actives sur le terrain. Il y a un positionnement volontariste, de la part de la Wallonie, qui consiste à faire confiance à ses opérateurs de terrain.

En termes de contrôle et de sanctions, l'amélioration des comportements des usagers passe par une politique de sensibilisation qui est combinée, pour être efficace, à une politique de contrôle et de sanctions, qui doit être menée de manière coordonnée.

Et vu les problèmes, au niveau fédéral, pour mettre les moyens nécessaires à la disposition de la justice, nous travaillons à l'établissement d'un système régional d'amendes administratives. Souvenez-vous, je n'ai pas caché que, dès lors que l'annonce avait été faite de ma volonté de multiplier le nombre de radars, aussitôt, dans les semaines qui ont suivi, l'ensemble des procureurs du Roi de Wallonie sont venus vers moi pour me faire part de leurs craintes, étant donné qu'ils ne parviennent déjà pas à suivre aujourd'hui, à défaut de moyens humains et de systèmes informatiques appropriés et adéquats. Cela est du ressort du ministère de la Justice, mais pour éviter quelconque sentiment d'impunité, je n'ai pas de difficulté à prendre ma part en voyant si la Région, au titre des amendes administratives, ne sait pas prendre en charge une partie des sanctions pour dépassement des limites de vitesse, sans quoi, si l'on ne fait rien et que je m'en frotte les mains en disant : « Ce n'est pas moi, c'est le Fédéral. », le pire sera que, sur le terrain, le sentiment d'impunité s'installe.

Nous envisageons également davantage de contrôles. D'une part, il y a l'automatisation des contrôles à travers les radars vitesse, les radars tronçons et les contrôles de franchissement de feux rouges. D'autre part, les contrôles de camions seront renforcés. En effet, complémentaires aux services de police fédéraux et locaux, la police domaniale de la Wallonie développe ses activités de contrôle de poids par essieu, de masse totale du camion, de l'arrimage des marchandises et de contrôle technique, qui s'opèrent sur le terrain.

En termes d'infrastructures, rappelons, d'une part, qu'il y a le budget nécessaire à l'entretien, à l'exploitation et à l'investissement de notre réseau régional, lequel vise largement à le sécuriser. D'autre part, il y a le décret de décembre 2010 relatif à la

gestion de la sécurité et des infrastructures et les mesures prises pour sa mise en application.

Une série de procédures et de démarches sont donc établies pour assurer la qualité du réseau en exploitation et des projets d'aménagements sur le plan de la sécurité routière.

Une réflexion sur la formation à la conduite est également en préparation afin d'assurer une formation optimale. C'est, désormais, un champ de compétence régionale et une attention particulière sera accordée à la perception des risques et à l'autoévaluation.

Un continuum pédagogique pour la mobilité et la sécurité routière se prépare actuellement, en concertation avec ma collègue ministre de l'Enseignement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, et se mettra progressivement en place dès la rentrée scolaire 2016.

Par ailleurs, je peux déjà vous annoncer la tenue des états généraux de la sécurité routière en 2017, soit cinq ans après ceux de juin 2012. Cela nous permettra, notamment, de faire le bilan de la mise en application des 76 recommandations du Conseil supérieur de la sécurité routière, qui ont été établies à cette date, et de voir aussi quels sont les ajustements et évaluations que l'on peut réaliser à partir du terrain, suite au transfert de compétences qui sera intervenu entre 2012 et 2017, et nul doute qu'il y aura certainement des corrections de tirs à effectuer.

Voilà, Madame la Députée, Monsieur le Député, ce que je souhaitais apporter à votre connaissance.

Mme la Présidente. - La parole est à Mme Durenne.

Mme Durenne (MR). - Merci, Monsieur le Ministre, pour votre réponse.

Comme vous l'avez dit, l'ambition de la Wallonie est, effectivement, de diminuer par deux le nombre de tués sur nos routes à l'horizon 2020. Seulement, en 2014, on a simplement eu une baisse de 0,4 %, ce qui est très très peu finalement.

M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine. - Au niveau belge, pas au niveau wallon.

Mme Durenne (MR). - Oui, tout à fait.

Je dirais, si je peux m'exprimer de la sorte, qu'il y a encore du travail.

Lors des auditions, on a, en effet, eu l'occasion d'entendre l'IBSR, avec les campagnes de sensibilisation, de prévention, comme vous le dites, avec les contrôles des radars. Six campagnes devraient encore se dérouler en Wallonie – c'est ce qui avait été dit

– si je ne m'abuse. Il y en a eu ici une dernière, comme vous venez de le citer. Il est très important d'insister sur ces campagnes.

Des radars, nous en avons parlé. Effectivement, la Région wallonne doit aussi prendre en charge les sanctions administratives, parce que, comme vous le dites, ce sentiment d'impunité ne peut pas s'installer. On sait que certains services sont débordés par la surcharge de travail.

Je voulais simplement signaler qu'au budget infrastructures, il y avait un budget de 250 millions d'euros annuels. On avait 100 millions d'euros pour le réseau structurant, 100 millions d'euros pour le réseau non structurant et 50 millions d'euros pour les voies fluviales. On avait, pour la législature – ce que j'appellerais – « un bonus » de 320 millions d'euros qui se présenterait et qui serait également utilisé pour la sécurisation. À l'égard de ces 320 millions d'euros, aujourd'hui, je me pose toujours la question parce qu'il s'agit de cette taxe kilométrique poids lourds. Là, on reviendra sur le sujet pour voir où nous en sommes.

De toute façon, nous resterons très vigilants parce qu'un mort par jour ou un mort par semaine, ou par mois, est toujours un mort, un tué de trop sur nos routes.

Je vous remercie, Monsieur le Ministre.

Mme la Présidente. - La parole est à M. Knaepen.

M. Knaepen (MR). - Monsieur le Ministre, je vous remercie pour votre réponse. Vous avez parlé de prévention, de répression, de contrôle, de sanctions, et vous avez également parlé de l'infrastructure. Vous avez un peu parlé du Fédéral, mais on commence tous à être un peu informés ; on parle souvent du Fédéral.

Ici, je voudrais en venir au niveau de l'infrastructure. On a tous utilisé nos routes et autoroutes ces dernières semaines, en revenant parfois de France, du Luxembourg, et on passe sur notre belle E411, et l'on ne peut que constater que, franchement, cela ne va pas.

Et les morts, ils sont aussi à imputer à une infrastructure qui n'est pas en ordre.

Quand on voit, aujourd'hui, du côté de Rochefort, par exemple, l'état de l'infrastructure, cela ne va pas !

Il faut, à mon sens, prendre des mesures, et ce, le plus rapidement possible.

Je me réjouis donc que vous organisiez, en 2017, les états généraux de la sécurité routière. Et là, nous pourrions distribuer le bulletin à l'élève Prévot, et ainsi déterminer s'il a réussi, s'il passe ou pas de catégorie.

Mme la Présidente. - La parole est à M. le Ministre Prévot.

M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine. - Je souhaiterais juste compléter ce qui vient d'être dit, mais pas par rapport à mon bulletin à venir. Je le dis avec beaucoup de sérénité : toutes les études démontrent que l'infrastructure est responsable des accidents dans, généralement, 3 à 4 % des cas.

Donc, c'est très relatif. Certes, c'est toujours de trop, mais c'est très relatif.

Je voudrais juste que l'on soit attentifs à ne pas entretenir nous-mêmes ce petit fond de sauce de message selon lequel l'infrastructure est responsable de tous les maux, parce que l'on constate que, finalement, c'est le premier réflexe des citoyens : critiquer l'infrastructure, plutôt que de remettre en cause leur propre comportement.

Je ne voudrais pas que cela serve de paravent à la responsabilité individuelle de chacun, dès lors qu'il est derrière un volant.

Soyons juste attentifs à cela.

Mme la Présidente. - La parole est à M. Knaepen

M. Knaepen (MR). - Je partage, bien évidemment, les paroles de M. le Ministre. Simplement, je voudrais dire que, demain, si vous avez une voirie où il y a un marquage, où elle n'est pas creusée – je vous l'ai déjà dit, mais je vous le répète – la technologie d'aujourd'hui permet au conducteur d'être informé lorsque la voiture dévie. Je pense donc que l'on a aussi cette responsabilité d'avoir des voiries en état.

**QUESTION ORALE DE MME SALVI À
M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX
PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION
SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR « LA
RN54 »**

Mme la Présidente. - L'ordre du jour appelle la question orale de Mme Salvi à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « la RN54 ».

La parole est à Mme Salvi pour poser sa question.

Mme Salvi (cdH). - Monsieur le Ministre, il y a de ces questions qui reviennent relativement régulièrement, tant l'attente sur le terrain est importante. Je souhaitais pouvoir faire le point avec vous sur l'état d'avancement du dossier de la RN54, dont la réalisation est attendue, avec impatience, par toute une région, et notamment par l'arrondissement de Thuin.

En effet, sur le terrain, les citoyens espèrent vivement que ce projet verra le jour dans les meilleurs

délais, afin de soulager les voiries locales de l'important trafic qui les marque de son empreinte.

En octobre dernier, lors d'un précédent échange sur ce sujet, vous m'aviez confirmé que le calendrier annoncé, soit une mise en service en 2020, demeurerait d'actualité. En est-il toujours de même aujourd'hui ?

Les levés topographiques du tracé central sont-ils terminés et disponibles ?

Les investigations géotechniques sont-elles, également, terminées ?

Les procédures de remembrements agricoles, de permis d'urbanisme et d'expropriation seront-elles bien lancées cette année ?

Enfin, le financement du projet qui constitue, comme vous l'indiquiez à l'automne dernier, l'enjeu principal du dossier est-il réglé ? Est-il prévu de l'intégrer dans le plan Infrastructures que vous élaborez actuellement ?

Voici l'ensemble de mes questions, et j'espère, Monsieur le Ministre, que vous pourrez répondre de façon favorable ce matin.

Mme la Présidente. - La parole est à M. le Ministre Prévot.

M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine. - Mon petit doigt me fait dire que je vais avoir beaucoup de sollicitations pour savoir si tel ou tel autre projet rentrera dans le plan Infrastructures, avant même qu'il n'ait été finalisé, mais c'est tout à fait logique.

Madame la Députée, j'espère que vous avez passé de bonnes vacances. Actuellement, le calendrier initial se poursuit normalement et ne subira pas de retard important, sauf circonstance imprévue, toujours possible dans un projet routier.

Concernant les levés topographiques, ceux-ci sont terminés, comme je l'avais déjà annoncé il y a deux mois. Les essais géotechniques, quant à eux, sont toujours en cours et le seront jusqu'en juillet. En effet, n'étant propriétaires d'aucun terrain, mes services font procéder aux essais au gré du bon vouloir et des plannings des propriétaires, notamment en fonction de l'exploitation de certains terrains agricoles.

Il faut savoir que le tracé précis ne pourra être défini qu'après réception des résultats des essais géotechniques. L'étude proprement dite de la N54 pourra alors débuter à la Direction des routes de Charleroi, et en concertation avec la SOFICO, qui devra financer le projet.

Ensuite, ce ne sera qu'une fois l'étude terminée que le permis pourra être demandé et les plans

d'expropriations définis. Enfin, la procédure de remboursement pourra être commencée.

Par ailleurs, l'intégration de ce projet, dans le plan Infrastructures 2016-2019, sera envisagée, en fonction de l'état d'avancement du dossier, du projet définitif et du budget à prévoir.

Dit autrement, on espère, d'ici la fin du mois de juillet, avoir eu l'opportunité de réaliser tous les relevés encore nécessaires, et sur cette base-là, s'atteler, dans les mois qui suivront, à tracer, de manière claire et définitive, ce que devrait être, alors, le tracé – je cherche un mot pour ne pas me répéter deux fois – de la N54, et sur cette base, procéder aux estimations budgétaires du coût lié non seulement à la réalisation, mais aussi aux expropriations.

Une fois cette donnée disponible – et j'espère qu'elle sera disponible avant la fin de cette année – il me sera alors possible, dans le cadre des arbitrages, de réserver une suite favorable ou non à l'inscription de ce projet dans le plan Infrastructures, ce qui sera plus compliqué s'il n'y a pas d'estimation financière.

Mme la Présidente. - La parole est à Mme Salvi.

Mme Salvi (cdH). - Je remercie M. le Ministre.

J'ai effectivement passé de bonnes vacances, et j'espère que vous aussi.

Je prends bien note que ce dossier, in fine, malgré les rumeurs, avance au rythme que vous aviez déjà indiqué il y a quelques mois. On restera attentifs à la deuxième partie de l'année, puisqu'après le mois de juillet une série de décisions importantes doivent être prises. Malgré le fait que je sois consciente que vous de votre agenda extrêmement chargé, je vous invite à pouvoir venir dans cette belle région de l'arrondissement de Thuin, afin de vous rendre compte, par vous-même, que la N54 est un élément ô combien fondamental et indispensable pour la mobilité de cet arrondissement, et pour que la manière dont vous envisagez votre politique sur les prochaines années intègre complètement le fait que cette N54 doit pouvoir, enfin, voir le jour. J'espère vivement qu'elle verra le jour, comme cela est prévu, pour 2020.

ORGANISATION DES TRAVAUX

(Suite)

Mme la Présidente. - Chers collègues, pour la bonne compréhension de nos travaux, je rappelle que chaque question est développée par les députés en fonction de l'ordre des questions.

S'il y a absence, je passe à la question suivante, jusqu'à la fin du chapitre concerné, où, là, je reprends l'ordre du jour.

Il s'agit, en fait, d'harmoniser les pratiques qui se font dans les différentes commissions.

INTERPELLATIONS ET QUESTIONS ORALES

(Suite)

QUESTION ORALE DE MME SALVI À M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR « LA DÉGRADATION DES BOÎTIERS RADAR »

Mme la Présidente. - L'ordre du jour appelle la question orale de Mme Salvi à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « la dégradation des boîtiers radar ».

La parole est à Mme Salvi pour poser sa question.

Mme Salvi (cdH). - Monsieur le Ministre, la politique de sécurité routière est un élément important de cette mandature. Vous venez d'en parler.

Outre l'aspect préventif à travers cette nouvelle campagne relativement humoristique relative aux motards, cette politique de sécurité routière comporte un volet répressif, qui semble difficilement acceptable pour certains de nos concitoyens.

En effet, quelques-uns n'hésitent pas à s'en prendre physiquement aux radars et à les endommager. Un événement récent semble cependant indiquer que nous sommes passés à un stade supérieur : début avril, des individus ont usé de moyens importants pour découper, à l'aide d'une disqueuse, un boîtier installé sur l'E42 à hauteur de Fleurus, et ensuite dérober le radar qui s'y trouvait. Les auteurs des faits, ayant visiblement un sens du commerce particulièrement développé, n'ont d'ailleurs pas hésité à mettre en vente sur Internet le fruit de leur vol, en prenant soin de préciser, en outre, qu'il était possible de commander d'autres radars.

Cette dernière affirmation laisse donc à penser que d'autres faits de ce type sont à craindre, et qu'il convient, par conséquent, de prendre toutes les mesures nécessaires afin de sécuriser les boîtiers, et ainsi dissuader de nouveaux faits de ce type.

Monsieur le Ministre, le préjudice pour la Région de cet acte de vandalisme a-t-il pu être évalué ? La presse évoque la somme de 40 000 euros, qu'en est-il ? Est-ce que, à ce jour, une enquête a été diligentée ? Les auteurs ont-ils pu être identifiés ? Dans l'affirmative, envisagez-vous de vous retourner contre eux ?

À combien s'élève, par année, le coût de ces dégradations ?

Vu les nouvelles techniques mises en place, estimez-vous qu'il est important, demain, de pouvoir systématiser la sécurisation de ces boîtiers ?

Enfin, concernant les radars de type « Lidars » qui sont installés sur les chantiers, on sait qu'eux aussi sont très souvent l'objet de dégradation. Je voulais savoir si, par rapport à ce type de radars plus particuliers, vous comptiez mettre en place une procédure particulière également.

Mme la Présidente. - La parole est à M. le Ministre Prévot.

M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine. - Madame la Députée, en réponse à votre question, concernant les moyens utilisés pour enlever le radar, je tiens à préciser qu'après examen, lors de l'évacuation des restes de ce boîtier radar, il semblerait que le compartiment supérieur ait été arraché à l'aide d'un engin équipé d'un grappin et qu'une tentative d'emporter le compartiment inférieur ait échoué. On s'en réjouit, il nous reste au moins cela.

Quoi qu'il en soit, les moyens utilisés peuvent être qualifiés d'exceptionnels, comme ce fut le cas pour un incendie volontaire en 2010 et des tirs d'armes à feu à deux reprises en 2013 bien loin des quelques tags ou dégradations de la fenêtre de visée qui sont, eux, plus fréquents.

Il convient de noter que ce boîtier radar était plus facilement accessible avec de tels moyens depuis le début du chantier Gosselies-Fleurus, puisqu'il se trouvait à hauteur du balisage de celui-ci.

Cet équipement venait en outre d'être remis en service après plusieurs mois d'inactivité et la vitesse limite à sa hauteur était fixée à 70 kilomètres par heure au lieu de 120 kilomètres par heure depuis le début des travaux une semaine plutôt.

On l'arrache quand il fonctionne et pas quand il ne fonctionnait plus.

En ce qui concerne la vente de ce radar, rien ne permet d'affirmer que cette soi-disant mise en œuvre sur un site Internet soit le fait du ou des auteurs, beaucoup de monde disposait des informations nécessaires.

Au niveau des dispositions à prendre pour sécuriser les radars et dissuader de nouveaux faits, notons qu'il y aura toujours, quelque soit les mesures prises, des individus assez inconscients, pour ne pas dire débiles, pour se lancer dans pareille entreprise, très dangereuse pour eux et pas seulement pour leur portefeuille.

Ceci dit, la moitié des sites de ces boîtiers radars sont déjà équipés de caméras de surveillance qui ont déjà permis d'identifier le ou les auteurs d'actes de dégradations volontaires ou éventuellement d'accidents.

Le site de Fleurus, plus ancien, n'en était pas encore équipé.

Plusieurs caméras de surveillance – 18 au total – doivent encore être installées de manière à couvrir l'ensemble des sites accueillant ces boîtiers radars. Ces nouvelles caméras seront installées dans le cadre d'un nouveau marché public.

Les services de Police mènent actuellement leur enquête et je ne dispose pas, à ce jour, de nouveaux éléments. Bien entendu, si le ou les auteurs sont identifiés et retrouvés, ils seront traduits en justice et condamnés à réparer leurs dégâts comme cela s'est déjà produit à plusieurs reprises.

Les dégradations volontaires sans auteur connu qui restent à charge de la Région sont assez exceptionnelles et cela n'a donc pas de sens de donner une moyenne annuelle.

Par contre, le coût des dégradations du boîtier radar de Fleurus, soit la partie fixe, comprenant le remplacement du boîtier, les raccordements aux réseaux d'alimentation et de télécommunication, l'homologation de l'installation et les mesures de sécurité inhérentes à ces interventions peut être estimé à environ 40 000 euros à charge de la Région.

Le remplacement du radar proprement dit, soit la partie amovible de l'installation, peut quant à lui être estimé aussi à 40 000 euros, mais à charge de la police fédérale de la route.

En ce qui concerne les Lidars installés sur les chantiers autoroutiers depuis le mois de mars 2014, ils ne sont pas particulièrement visés par les vandales, jusqu'à présent – et on s'en réjouira. En effet, hormis quelques tags, vite réparés, on n'a déploré qu'un seul acte de vandalisme ayant mis cet équipement hors service.

Je précise que les coûts de dépannage ou de remplacement en cas de panne, d'accident ou de vandalisme sont inclus dans les prix du marché de location de ces Lidars. La facture pour ce radar qui a été arraché s'élève à 80 000 euros au total. Je pense que les petits malins qui ont fait cela devraient en être conscients, parce que c'est 80 000 euros qui ne sont dès lors pas injectés soit dans d'autres défis de la sécurité routière, soit 80 000 euros que la Région wallonne ne peut pas mettre au service d'ASBL ou d'associations de terrain dont on a besoin.

Mme la Présidente. - La parole est à Mme Salvi.

Mme Salvi (cdH). - Je remercie M. le Ministre pour sa réponse complète sur cette question. C'est vrai que l'on peut en rire. Là, on a l'impression que c'est le genre de situation qui peut être risible. Je n'en ris pas, évidemment.

Outre le fait que c'est un coût, c'est de l'argent public à charge des citoyens, vous l'avez rappelé, ce sont des actes qui sont extrêmement dangereux pour les petits malins qui en sont responsables mais également pour l'ensemble des automobilistes qui, pendant les faits, continuent à emprunter nos routes wallonnes.

Monsieur le Ministre, je souhaiterais que vous puissiez avoir une position relativement ferme vis-à-vis de ce genre d'individus, de personnages. Les radars, vous l'avez dit tout à l'heure, cela fait partie de l'ensemble de la politique de prévention en matière de sécurité routière.

Si quelques petits malins estiment encore aujourd'hui qu'ils seront impunis parce qu'ils ont l'impression qu'ils sont tout puissants, je pense qu'il est important, demain, de rappeler que non. Il y aura des démarches qui seront entreprises. Non, ce genre d'attitude ne peut pas être admis. On attend de votre part – et vous venez, de toute façon, de le rappeler – une attitude relativement ferme vis-à-vis de ce genre de personnages qui continuent à mettre en danger la sécurité d'autrui.

**QUESTION ORALE DE MME LECOMTE À
M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX
PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION
SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR
« L'AMÉNAGEMENT DE LA N4
ARLON/STERPENICH »**

Mme la Présidente. - L'ordre du jour appelle la question orale de Mme Lecomte à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « l'aménagement de la N4 Arlon/Sterpenich ».

La parole est à Mme Lecomte pour poser sa question.

Mme Lecomte (MR). - Monsieur le Ministre, dans la commune d'Arlon, nous avons une voie reliant le Grand-Duché de Luxembourg, commune de Steinfort, à la ville d'Arlon. Il s'agit du tronçon de la route régionale N4 Arlon/Sterpenich.

Cette voie peut être considérée comme une route de « l'emploi », puisque utilisée de plus en plus comme voie de délestage de l'autoroute E411, engorgée aux heures de pointe par les navetteurs travaillant au Grand-Duché de Luxembourg.

Hélas, nous y déplorons de nombreux accidents, dont plusieurs mortels, et ce, encore tout récemment. En cause, la vitesse excessive et les manœuvres dangereuses lors de dépassements sur la partie à trois bandes.

Les statistiques des dix dernières années confirment la réelle dangerosité de cette route.

Des travaux ont été réalisés il y a quelques années sur la partie du tronçon entre Steinfort et le carrefour Barnich. La chaussée ne comporte plus que deux voies de circulation et la partie récupérée a été transformée en piste cyclable. Les carrefours, par ailleurs, y intègrent une bande de « tourné à gauche » protégée par des îlots et y sont éclairés – je parle des carrefours de Sterpenich et de Barnich.

Le reste du tronçon non aménagé s'étire du carrefour Barnich à Arlon. Il comporte un virage assez serré, au lieu-dit du « Wolberg » – tristement réputé meurtrier – et une piste cyclable impraticable.

Les travaux réalisés sur les 2,5 kilomètres à l'approche de la frontière prouvent à dessein la nécessité de sécuriser ce tronçon.

On peut néanmoins s'interroger sur le choix de cette partie du tronçon prioritairement aménagé. Rectiligne, en effet, on n'y recense aucun accident grave, a contrario de celle au départ d'Arlon.

Étiez-vous au courant, Monsieur le Ministre, du nombre et de la nature des accidents constatés ?

Eu égard à la réelle dangerosité de cette route, quelles mesures de sécurisation comptez-vous prendre ?

Je vous ai entendu répéter à mes collègues que les budgets 2015 étaient tous engagés. Le prolongement des aménagements consentis à proximité de la frontière pourrait-il être pris en compte dans les prochaines programmations, voire dans le plan Infrastructures, puisque les automobilistes l'empruntant sont pour l'essentiel des travailleurs frontaliers ?

Mme la Présidente. - La parole est à M. le Ministre Prévot.

M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine. - Madame la Députée, la situation de la N4 entre Arlon et Steinfort m'est bien connue. J'ai d'ailleurs pu vivre un petit peu à Steinfort, donc je connais bien le coin. J'ai encore très récemment rencontré le bourgmestre d'Arlon, notamment, à ce sujet.

Des aménagements ponctuels ou bien sa reconfiguration plus générale sont souhaitables. La réhabilitation de cette section de la N4 sera un projet candidat pour les investissements des prochaines années et du plan Infrastructures aussi.

Toutefois, j'ai déjà pu vous dire que les candidats sont nombreux à se bousculer au portillon. Prenez justement la N4 en Province de Luxembourg. Tenneville est à pérenniser, la fermeture de la berme centrale est encore à réaliser à divers endroits, le revêtement au sud

de Bastogne, à Remoifosse, est dégradé, des travaux sont à faire au sud de Martelange, l'entrée nord d'Arlon mérite d'être revue et corrigée, des projets se dessinent à Arlon même. Bref, il y aura beaucoup de projets candidats et il conviendra de les prioriser.

Actuellement en préparation, je ne vais pas vous parler plus longuement du plan Infrastructures. Il sera en tout cas finalisé et déposé sur la table du Gouvernement en décembre prochain.

Mme la Présidente. - La parole est à Mme Lecomte.

Mme Lecomte (MR). - Merci, Monsieur le Ministre. Je me réjouis d'abord que M. le Bourgmestre vous ait entretenu de la problématique. Plus on est nombreux à le faire, plus on a de chances que la candidature soit prise en compte le plus rapidement possible.

D'une manière générale, cette N4 a été sécurisée et doit l'être encore. C'est vrai que c'est une route meurtrière. La presse locale titrait, il y a peu : « Moins de tués sur les routes luxembourgeoises ». Mais le gouverneur interrogé disait qu'il fallait peut-être décortiquer et analyser les statistiques différemment. Là, c'est en Province de Luxembourg qu'il y a le plus de tués par rapport au reste du pays : six morts sont à déplorer depuis le début de l'année 2015, dont trois sur le tronçon incriminé, d'Arlon à Steinfort, contre cinq tués pour toute l'année 2014.

Je ne vais pas plagier mon éminent confrère d'Attert, que vous connaissez parfaitement bien, mais moins de 10 kilomètres à aménager pour sauver des vies, Monsieur le Ministre, je compte sur vous pour que la candidature soit retenue.

**QUESTION ORALE DE M. CRUCKE À
M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX
PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION
SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR
« L'INSTALLATION DE PIQUETS FLEXIBLES
LE LONG DES VOIRIES RÉGIONALES »**

Mme la Présidente. - L'ordre du jour appelle la question orale de M. Crucke à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « l'installation de piquets flexibles le long des voiries régionales ».

La parole est à M. Crucke pour poser sa question.

M. Crucke (MR). - Monsieur le Ministre, ces piquets sont parfois des arbres et font régulièrement débat, parce que, pour certains et en fonction de la mentalité que l'on a... On va en Angleterre et on voit que ces arbres sont considérés comme éléments stratégiques de la régulation de la circulation. Qui dit arbre dit

possibilité de danger, mais dit que l'on adapte sa vitesse. Idem pour un certain nombre d'obstacles de la route. Pour d'autres, ce sont des obstacles qui en deviennent mortels, parce que, lorsqu'il y a un choc, il y a souvent des dégâts importants.

C'est vrai pour les arbres, c'est vrai pour ces poteaux, que ce soient des feux de signalisation, des piquets d'éclairage ou autres. Il n'y a malheureusement pas un jour où l'on ne voit pas de manière spectaculaire un accident avec des dommages qui sont expliqués et les photographies qui amplifient ce qui est relaté.

Le débat est de se demander si l'on ne doit pas trouver des matériaux qui permettraient, en cas d'accident, en cas de confrontation entre un véhicule et un obstacle, d'éviter que le dommage soit le plus lourd possible ; en d'autres termes, d'éviter que le dommage soit causé par l'obstacle et pas par la défaillance du conducteur.

L'exemple que j'ai pris vient de Flandre, où ils ont introduit – j'ai du mal à trouver le pendant français, j'ai essayé, mais je ne vois pas – on appellerait cela les piquets accident *friendly* ou piquets pliables. Le tout est de se dire que, lorsque l'obstacle est là, s'il y a un accident, plutôt que d'avoir un obstacle qui bloque le véhicule avec les dégâts que j'ai énoncés, c'est un obstacle qui se plie, entoure le véhicule et ne provoque plus ces dommages.

Je lisais ce matin qu'en France, une ordonnance a été prise pour rendre ce type de matériau non pas obligatoire, mais pour en permettre l'expérimentation. C'est vrai que le système français est un peu différent du nôtre, on fonctionne souvent par expérimentation et certaines régions sont autorisées à mener une expérimentation. C'est ce qu'ils font en France sur ce type de matériau en disant que c'est peut-être une manière de sécuriser la route, en tout cas d'éviter que ce qui est là pour indiquer la route et les dangers ne devienne pas lui-même un danger.

Je voulais avoir votre position sur le sujet mais aussi le fait que vous pourriez l'introduire dans l'arsenal de la Wallonie. Y a-t-il matière à le faire, en partant de l'élément sécurité, puisque c'est celui qui m'intéresse en premier lieu ?

Mme la Présidente. - La parole est à M. le Ministre Prévot.

M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine. - Monsieur le Député, les structures supports d'équipements de la route à sécurité passive – c'est peut-être cela la traduction – tels que les poteaux fusibles ou déformables, existent bien en Wallonie. Pour exemple, je peux citer les supports des panneaux « Namur-Capitale » et de la signalisation des aires de repos le long des autoroutes et la signalisation des radars ou

encore le recours aux poteaux d'éclairage de ce type de plus en plus présents sur notre territoire.

Mon administration s'est engagée dans un processus de traitement des obstacles latéraux depuis plusieurs années. Un guide de référence intitulé *Obstacles latéraux : Pistes pour un traitement efficace* a été publié en 2011. Il est disponible sur le site Internet du département des routes. Complémentairement, des séances de formation et de sensibilisation ont été organisées en interne à mon administration. Il faut que ce soit un réflexe, lorsque les cahiers des charges sont rédigés au sein des différents districts.

J'ajoute que le sujet du traitement des obstacles latéraux est présent dans les recommandations du Conseil supérieur wallon pour la sécurité routière ainsi que dans la Déclaration de politique régionale.

Cela confirme l'importance attachée à ce sujet pour l'amélioration de l'infrastructure routière, mais plus fondamentalement de la sécurité routière, et, dans ce contexte, la sécurité passive des équipements de la route est naturellement devenue un standard de base en Wallonie, au fur et à mesure que les cahiers de charges sont rédigés.

Mme la Présidente. - La parole est à M. Crucke.

M. Crucke (MR). - Je remercie M. le Ministre pour sa réponse. Je ne peux que me réjouir du fait que la Wallonie ait enclenché la vitesse pour réduire les obstacles qui seraient victimes de la vitesse.

En termes de vocabulaire, je retiens bien « à sécurité passive ». En France, pour la petite histoire, ils appellent cela des supports de signalisation fusibles. Cela peut être passif et fusible en même temps.

**QUESTION ORALE DE M. JEHOLET À
M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX
PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION
SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR « LA
RÉGIONALISATION DU FONDS DE LA
SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET LE FINANCEMENT
DES ZONES DE POLICE »**

Mme la Présidente. - L'ordre du jour appelle la question orale de M. Jeholet à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « la régionalisation du Fonds de la sécurité routière et le financement des zones de police ».

La parole est à M. Jeholet pour poser sa question.

M. Jeholet (MR). - Monsieur le Ministre, quand on parle de sécurité routière, les infrastructures sont importantes, mais elles interviennent peu par rapport à d'autres volets. Vous avez cité le comportement individuel des automobilistes. On pourrait aussi ajouter

les politiques de prévention, qui sont terriblement importantes, de sensibilisation, notamment quand on voit le nombre d'accidents et de jeunes tués le week-end, mais aussi la répression.

La répression, parce qu'il n'y a parfois que cette solution qui fonctionne pour faire prendre conscience aux automobilistes, aux utilisateurs des routes de leur comportement dangereux.

La sixième réforme de l'État prévoit la régionalisation du Fonds pour la sécurité routière. Les modalités de régionalisation de ce fonds ne sont pas encore déterminées complètement. Des incertitudes demeurent quant à l'impact d'un tel transfert sur le financement des zones de police locale.

À ce jour, on n'a aucune garantie quant au fait que l'intégralité des montants qui sont transférés à la Région wallonne sera octroyée aux zones de police locale.

Je souhaiterais connaître votre position par rapport à ce dossier qui revêt une importance particulière pour les zones de police, donc nos policiers. On sait aussi, comme les différents niveaux de pouvoir, que les zones de police n'ont pas nécessairement facile financièrement à boucler leur budget, avec une volonté de maintenir le capital humain, c'est-à-dire les policiers, voire d'augmenter ce capital humain dans différentes zones. Pouvez-vous avancer un calendrier sur les modalités de régionalisation de ce fonds ?

En outre, votre prédécesseur avait déjà été interrogé sur le sujet. Sa réponse n'avait pas été de nature à me rassurer, notamment pour les zones de police. À ce jour, êtes-vous à même de garantir que l'ensemble des moyens transférés à la Région sera bien reversé aux zones de police. Voilà la question essentielle.

Lors de la précédente législature, le ministre compétent avait également entouvert les prémices d'un Fonds wallon de la sécurité routière afin de percevoir le produit des amendes des routes régionales.

En sachant qu'une part importante du Fonds pour la sécurité routière est perçue par la Région flamande, quel serait l'impact de la création de ce fonds par rapport au financement des zones de polices ? Pouvez-vous avancer des chiffres précis sur ce point ?

Enfin, il s'avérerait que la Région wallonne reçoit un montant inférieur à celui perçu avant la régionalisation. Des mesures seront-elles prises pour compenser ces pertes de financement pour les zones de police ?

Mme la Présidente. - La parole est à M. le Ministre Prévot.

M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine. - Monsieur le Député, j'ai déjà eu l'occasion de répondre aussi, de

manière assez complète, à ces questions en octobre et novembre dernier.

Vous m'aviez d'ailleurs vous-même posé une question écrite le 27 novembre, mais incontestablement, il y a matière à partager quelques éléments actualisés sur ce sujet.

Vous me demandez ce qu'il en est d'un Fonds wallon des infractions routières. Je peux vous dire qu'il est créé depuis décembre 2014 via un décret-programme du 12 décembre et paru au *Moniteur belge* le 29 décembre. La Wallonie est bel et bien prête, et même avant les deux autres Régions.

Par contre, quant à son alimentation, c'est le Fédéral qui doit répartir les recettes des amendes en fonction du lieu de l'infraction. Mais la mise en place de cette répartition effective prend du retard. À ce jour, les services du Fédéral, donc la Justice, l'Intérieur et les Finances qui sont tous trois concernés, éprouvent de grosses difficultés, semble-t-il, à régler les points techniques et à verser les amendes aux Régions. Ce dossier fait partie des litiges entre les entités fédérées et l'autorité fédérale.

Heureusement, cela n'a pas d'impact pour les zones de police. En effet, le Fédéral reste compétent pour le financement des zones de police et s'est garanti les ressources financières sur le Fonds fédéral de la sécurité routière à cet effet. Cela lui permet de répartir au moins le même montant aux zones de police que les dernières années.

Ce sont les Régions qui sont lésées dans cette histoire. La loi de financement a diminué la dotation d'autant pour assurer ce financement complémentaire des zones de police. Mais comme municipaliste, je ne vais pas dire que je trouve cela problématique.

Pour la Wallonie, cette diminution de dotation est de 43,95 millions d'euros. Dès lors, le Gouvernement wallon a décidé, pour équilibrer les recettes, de ne doter le Fonds wallon des infractions routières régionales que de ce qui excédera, le cas échéant, ce montant de 43,95 millions d'euros.

L'amélioration des comportements et de la sécurité routière passe par une politique de sensibilisation combinée à une politique de contrôle et de sanction menée de manière concertée, cela a déjà été rappelé tout à l'heure.

Bien sûr, une politique de contrôles et de verbalisations sera poursuivie et développée ces prochains mois, en concertation avec tous les acteurs et, notamment, le Département « Politique criminelle » de l'Agence wallonne pour la sécurité routière.

Ce Fonds des infractions routières servira notamment à cette politique de contrôles c'est-à-dire :

- à investir dans le placement des boîtiers, la connexion des radars aux réseaux et leur frais d'entretien et de fonctionnement ;
- à investir dans l'utilisation de nouvelles technologies et de procédures permettant d'automatiser les contrôles et de soulager le travail des services de police.

Rappelons que vu les problèmes des parquets judiciaires, nous planchons sur l'établissement d'un système régional d'amendes administratives ainsi que je viens de l'expliquer il y a quelques instants.

Le fonds servira également à développer les autres actions de sécurité routière notamment en matière de sensibilisation et de prévention.

Les actions des zones de police en ces matières ne seront pas oubliées.

Toutefois, ne sachant pas dépenser ce que l'on n'a pas, nous sommes contraints d'attendre que le Fédéral règle ses problèmes techniques et verse enfin les sommes perçues des amendes des infractions routières régionalisées.

Voilà, Monsieur le Député, pour répondre à votre question.

Mme la Présidente. - La parole est à M. Jeholet.

M. Jeholet (MR). - Je remercie M. le Ministre pour les différents éléments de réponse, même s'ils ne me rassurent pas complètement. Monsieur le Ministre, c'est vrai que – et je pense d'ailleurs que c'est une idée du procureur du Roi de Liège qui nous l'avait également expliqué lors d'une réunion avec les bourgmestres en Province de Liège, notamment ce que vous avez évoqué lors d'une précédente question – il nous revient aussi que la Région wallonne aurait peut-être l'intention, par rapport à tous les PV de vitesse sur les routes régionales, de s'approprier ces recettes.

À un moment donné, ce sera évidemment au détriment des zones de police. Là, c'est un véritable débat, parce qu'il faut savoir que – je peux vous donner l'exemple précis dans la zone de police qui me concerne – les procès-verbaux et les perceptions immédiates concernant la vitesse sur les routes régionales représentent un montant important des PV qui sont dressés. Quand on regarde, la vitesse – pour ma zone – représente 64 % des PV sur l'ensemble des PV dressés et pour les routes régionales c'est 55 %.

Ce sont des montants qui sont importants. Il ne faudrait pas que la Région s'approprie et perçoive ces recettes au détriment des zones de police, parce que, là, il va y avoir, à un moment donné, une démotivation, comme je l'ai dit, par rapport aux campagnes de sensibilisation et de répression qui sont menées au niveau des zones de police.

Je ne vous fais pas un procès d'intention. Je dis simplement que ce sont des bruits que j'ai entendus et ce serait au détriment des zones de police. Cela me semble un élément important. Je le dis, ce n'est pas un procès d'intention que je fais, ce sont simplement des bruits qui me reviennent et une inquiétude de différentes zones de police, parce que, vous savez quels sont les quotas de radars, les procès, mais les policiers n'ont pas besoin d'être démotivés dans des campagnes de prévention qui ont été effectuées et de répression, notamment par rapport à la vitesse dans les zones de police.

Mme la Présidente. - La parole est à M. le Ministre Prévot.

M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine. - Pour ne pas qu'il y ait de maladresse là-dessus, y compris sur l'intention de la Région, la volonté de la Région, a priori, c'est de ne pas s'occuper de cela. Soyons clair. C'est de permettre, comme c'est prévu actuellement par nos textes de loi, que cela reste pleinement une prérogative fédérale au travers du Ministère de la Justice.

Mais dès lors que les acteurs de ce ministère, les procureurs du Roi en l'occurrence, disent ne plus traiter parfois jusqu'à 70 % des PV qui sont adressés à leur parquet, on ne peut, comme responsable public, rester insensible à cette situation considérant que cela va nourrir et alimenter un sentiment d'impunité. « Roulez, roulez comme des fous, chers amis, vous savez que la probabilité de réellement payer une amende devient vraiment minime ». Ce n'est pas le message que l'on souhaite, évidemment, diffuser.

Pour pallier cette carence, c'est d'abord et avant tout le Ministère de la Justice qui doit donner les moyens humains et informatiques aux parquets pour fonctionner dans le cadre de leurs prérogatives. Pour les raisons que l'on connaît et notamment de difficultés budgétaires, le Ministère de la Justice n'en a pas les moyens aujourd'hui, pas plus qu'il y a deux ans, pour ne pas que l'on considère mon propos comme étant partisan.

Et donc, mon souhait est de dire que je ne m'en satisfais pas en me lavant les mains, en considérant que c'est au Fédéral d'agir. Je suis d'accord de répondre à la demande des parquets d'assumer en service de gestion régionale, une série d'excès de vitesse et les procureurs m'avaient suggéré entre zéro et 20 km/h au-delà de la balise fixée, en les traitant comme amendes administratives régionales. Mais il est évident que si pour pallier le déficit d'investissements dans le Ministère de la Justice du Fédéral, la Région met elle-même sur pied un dispositif pour lutter contre le sentiment d'impunité, engage du personnel pour le faire, développe des systèmes informatiques pour le faire, elle entend bien aussi conserver la recette des prestations qu'elle effectue. Il conviendra de voir, dans des protocoles d'accord qui devraient être convenus, si oui

ou non on parvient à atterrir sur un consensus, un terrain d'entente entre le Fédéral et la Région en la matière.

Mon souhait n'est pas de désargenter les zones de police, loin s'en faut, et il restera d'ailleurs tous les autres types d'amendes qui sont constatées qui iraient, le cas échéant, toujours directement auprès du Fédéral.

La Région ne va toutefois pas consentir à des coûts pour le seul plaisir de pallier les carences du Fédéral en la matière ou pour faire plaisir au procureur. Il est légitime que, au moins, l'on conserve les recettes liées aux prestations que l'on effectue.

Cela est, pour le moment, analysé au sein d'un groupe de travail, mais mon souhait n'est certainement pas de désargenter les zones de secours.

D'ailleurs, le solde de tout ce qui est perçu comme amende devrait, a priori, continuer de suffire pour financer, de manière équivalente à ce qu'elles perçoivent aujourd'hui, ces mêmes zones de police. C'est sur ce qui est réparti entre les Régions qu'il y aura peut-être une ventilation différente, dès lors que nous serons à la manœuvre.

Mme la Présidente. - La parole est à M. Jeholet.

M. Jeholet (MR). - Brièvement. Il s'agit de l'un de ces enjeux très concrets de la sixième réforme de l'État, parce que cela touche non seulement au fonctionnement des zones de police, mais aussi, évidemment, à la sécurité routière. On a parlé des infrastructures tout à l'heure, mais je l'ai dit et je le redis, la prévention et la répression font partie intégrante de la politique de sécurité routière.

Je partage l'avis de M. le Ministre. C'est comme les sanctions administratives aux communes : les communes, au départ, ne sont pas demanderesse d'appliquer ce type de sanction, mais, à un moment donné, quand on nous dit qu'il y a toute une série d'incivilités qui ne sont plus poursuivies, je pense qu'il nous appartient de prendre nos responsabilités.

Je prends note de ce que M. le Ministre dit par rapport au surplus qu'il y aurait en matière de PV de vitesse, parce que vous le savez aussi, avec les perceptions immédiates, on n'est pas dans des procès-verbaux, et cela représente, d'ailleurs, un large pourcentage des problèmes de vitesses qui sont traités à travers des perceptions immédiates, et non pas par des PV.

Je resterai évidemment attentif, Monsieur le Ministre. Si l'on met en œuvre – et je ne pense pas que cela sera simple – les sanctions régionales, il faut en tout cas explorer toutes les pistes.

Je le dis aussi, je pense que je peux comprendre, sur le fond, le message des procureurs par rapport au capital humain dont il dispose, mais je ne pense pas que le

message ait été heureux dans sa forme, dans la manière dont il est passé dans l'opinion publique. Je partage, là, le sentiment de M. le Ministre.

**INTERPELLATION DE M. JEHOLET À
M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX
PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION
SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR
« L'AVENIR DE LA SOFICO »**

Mme la Présidente. - L'ordre du jour appelle l'interpellation de M. Jeholet à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « l'avenir de la SOFICO ».

La parole est à M. Jeholet pour développer son interpellation.

M. Jeholet (MR). - Monsieur le Ministre, le Gouvernement wallon a différents dossiers sur le feu qui concernent une structure, en l'occurrence la SOFICO.

Vous avez abordé le plan Infrastructures, j'y reviendrai.

Tout à l'heure, on a abordé ensemble le petit éolien, que j'aborderais de façon plus générale.

Il est également question de la taxe kilométrique et la mise en concession dans le cadre de ce dossier, mais aussi, notamment, l'exploitation du réseau de fibres optiques.

Ces dossiers ont un point commun : la SOFICO.

Je ne vais pas vous rappeler – je le fais dans mon texte – l'historique de la SOFICO et les besoins de financement complémentaire pour financer les infrastructures wallonnes, et notamment routières, avec cette capacité de ce que l'on appelait, à l'époque, la débudétisation, cette capacité de mobiliser aussi des moyens.

Puis, il y a eu les exigences de la Commission européenne, et les actionnaires privés de la SOFICO ont dû se retirer du capital et céder leurs parts à la Région wallonne, avec le système que l'on connaît aujourd'hui.

Brièvement, je vais venir, dans le détail, sur les quatre points.

Concernant l'état des routes, le plan Routes initial se composait de 575 dossiers, pour un montant de près de 800 millions d'euros. Sur l'ensemble des 575 chantiers retenus initialement dans le plan Routes, 267 ont été retirés. L'enveloppe budgétaire réduite du nouveau plan n'aura donc pas permis de réaliser tous les projets nécessaires à la réhabilitation complète du réseau structurant.

Tout ceci nous amène au nouveau plan Routes, qui est nommé le plan Infrastructures, comme vous l'avez dit, qui est en cours de réflexion aujourd'hui.

Il faut savoir qu'il octroie la part la plus substantielle de son enveloppe au réseau non structurant.

Par rapport à ce plan Routes, ce plan Infrastructures, et par rapport au choix que vous posez, que le Gouvernement pose, on peut s'inquiéter de la situation future du réseau structurant et, surtout, des moyens et de la marge de manœuvre dont disposera la SOFICO pour remplir cette tâche, à l'avenir.

Deuxième dossier : le réseau de fibres optiques, qui n'est pas sans importance. Ce sont 3 000 kilomètres de câbles qui couvrent les bords des autoroutes, mais aussi des zonings économiques, soit 45 zonings économiques en Wallonie, et les villes de la région. Là, il y a eu – on l'avait dit à l'époque – une certaine incohérence du précédent Gouvernement wallon, puisque, pour des raisons budgétaires, on avait découvert entre 63 et 65 millions d'euros, et dit : « Voilà, la Région wallonne va vendre le réseau de fibres optiques. »

À l'époque, on avait été un peu surpris, parce que l'on croyait en ce réseau, et l'on s'est dit : « C'est bien de vendre son patrimoine, mais, quelque sorte, c'est peut-être dangereux par rapport au potentiel, par rapport aux opportunités qu'offre ce patrimoine optique. » Revirement de situation : on n'en a plus entendu parler, que du contraire, on a présenté un plan Marshall 4.0, dont on doit bien vous avouer que l'on ne sait pas encore grand-chose, si ce n'est le nom, en disant : « Le numérique est vraiment l'avenir de la Wallonie. »

Pour le constat, on peut, évidemment, se rejoindre, mais on est quand même un peu surpris que, en l'espace de quelque mois, l'on ait un précédent Gouvernement qui avait décidé de vendre ce réseau, et puis, à un moment donné, que l'on ait décidé de le maintenir, parce que le numérique, comme si l'on venait de le découvrir, c'est un secteur porteur d'avenir.

Voilà pour la petite histoire.

Quel rôle pourrait jouer, Monsieur le Ministre, la SOFICO en tant que gestionnaire de ce réseau de fibres optiques ? Quel avenir réservez-vous à cette responsabilité de la SOFICO ?

La SOFICO devra-t-elle assumer des investissements nouveaux ? Sous quelle(s) forme(s) de financement dans ce dossier ? Avec des emprunts à la clé ou pas ?

Quelles sont vos positions, la vôtre et celle du Gouvernement wallon, à ce sujet ?

Troisième élément : le projet pilote du petit éolien. Quel rôle la SOFICO va-t-elle jouer dans le petit éolien ?

Parce que pas très avantageux et plus aventureux qu'autre chose, est-ce qu'il est pertinent, pour la SOFICO, de diversifier ainsi ses activités, d'être porteur de ce dossier petit éolien ?

Quatrième élément : il a-t-il été évoqué hier, en Commission du budget, au travers d'une proposition de résolution sur la taxe kilométrique, la mise en concession du réseau autoroutier, qui est un sujet interpellant.

On a parlé des recettes, notamment hier avec M. Ministre Lacroix. Je m'interroge sur l'affectation des recettes, mais aussi de la mise en concession du réseau structurant au privé. Cela ne risque-t-il pas de remettre en cause la raison d'être de la SOFICO ?

De quelle marge de manœuvre bénéficierait la SOFICO au regard de sa situation financière ?

Qu'en est-il de l'affectation des recettes ?

On sait que la Région a des difficultés budgétaires, comme tous les niveaux de pouvoir, et donc la tentation, pour certains, d'utiliser peut-être ces recettes à d'autres fins, à d'autres politiques que l'entretien des structures routières et autoroutières.

Par rapport à tous ces défis pour la SOFICO, surtout sa situation financière aujourd'hui. Je pense qu'il est un peu simple de dire : « Oui, cela va mal, mais avec les recettes dont nous allons bénéficier par rapport à la taxation kilométrique, cela ira mieux, et la SOFICO va s'en sortir. » On connaît, évidemment, les déboires entre la SOFICO et la Région wallonne à propos d'arriérés de paiement.

La SOFICO, a, aujourd'hui, toujours des problèmes de trésorerie par rapport aux paiements de toute une série d'entreprises wallonnes. Ce n'est pas neuf ! Quand on regarde le rapport de la Cour des comptes 2012, on évoquait déjà ces craintes et ces dangers.

Qu'en est-il aujourd'hui, Monsieur le Ministre, de la situation financière de la SOFICO ? Qu'en est-il de la trésorerie et de la gestion financière opérationnelle ?

Pouvez-vous nous assurer et nous rassurer que la situation financière de la SOFICO est sous contrôle ?

Je m'adresse aussi à Mme la Présidente, parce que je pense que c'est un débat important, un enjeu important pour la Région wallonne, et souligne que, à nouveau, le ton de l'interpellation est plus de venir aux informations et vise à ce que le ministre puisse tenter de nous rassurer, mais ne serait-il pas judicieux d'auditionner les représentants de la SOFICO afin qu'ils puissent nous exposer, d'une part, leur avis sur la situation financière et, d'autre part, leur appréciation des dossiers que je viens d'aborder ?

Monsieur le Ministre, à l'heure de tous ces choix, ces enjeux, ces défis, la SOFICO a-t-elle les moyens de ses ambitions ? Comment la SOFICO peut-elle s'organiser face à ces grands défis wallons ?

Je vous remercie.

Mme la Présidente. - Je souhaiterais juste demander qu'il y ait peut-être une proposition officielle par rapport à l'audition de la SOFICO. On pourra à la fois la présenter aux collègues ici et la transmettre à la Conférence des présidents. Cela sera fait rapidement.

La parole est à M. le Ministre Prévot.

M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine. - Je pense que cela sera une audition de bon aloi. Incontestablement, les défis sont importants, essentiels aussi pour l'avenir de l'institution, mais aussi pour l'avenir d'une série de projets qui, jusqu'à présent, ont utilisé, comme courroie de transmission, la SOFICO. Donc, cela est tout sauf anodin.

Merci, Monsieur Jeholet, pour votre longue interpellation, qui met en exergue une série d'enjeux clés.

Vous avez eu l'occasion de rappeler qu'au fil du temps, au fil des années, il y a eu une évolution claire de la SOFICO et des tâches qui lui ont été confiées. Sa configuration est, bien entendu, encore appelée à évoluer pour rencontrer efficacement les objectifs assignés et s'adapter aux changements qui apparaissent, qui apparaîtront peut-être encore aussi demain.

On pense, d'emblée, à l'introduction de la redevance kilométrique pour les poids lourds, l'année prochaine et au rôle de percepteur du péage que la SOFICO remplira à cette occasion.

Comme vous le savez, les textes législatifs en cette matière suivent actuellement leur cours.

On a aussi, je vais y revenir, les questions connexes qui se posent et s'imposent à la lumière de la manière dont l'ICN considère l'outil. Cela n'est pas neutre. Les objectifs poursuivis, assignés et la capacité de concrétisation de projets sont aussi intimement liés au fait de savoir si, oui ou non, il y aura maintien de la consolidation, ou au contraire, déconsolidation de l'outil. Le champ des possibles n'est plus le même.

La volonté gouvernementale étant, avant tout, de permettre une déconsolidation pérenne, et pas juste une interruption de quelques mois, sachant que cela n'est pas le souhait premier de l'ICN à ce stade, il nous faudra aussi oser ouvrir la fenêtre et réfléchir à toute une série de modalités, y compris, pourquoi pas, la vente d'actifs pour voir dans quelle mesure on peut se remettre dans les rails d'un outil performant au service de la Région, ce que la SOFICO est, et ce que je souhaite qu'elle

continue d'être, à la lumière des projets d'ampleur que nous souhaitons encore développer.

Il est certain que vous avez peut-être déjà entendu parler de ce fameux projet des autoroutes intelligentes. En gros, il est question d'une remise à niveau, et plus que cela, une mise en œuvre assez avant-gardiste en matière d'électromécanique de l'ensemble des autoroutes et routes structurantes de Wallonie.

Mais les quelque 700 millions d'euros qui seraient nécessaires pour ce faire ne vont pas se trouver sous le sabot d'un cheval. Il conviendra donc d'être à nouveau créatif. Les modèles éprouvés jusqu'à présent ne sont pas ceux nécessairement que l'on est incapable de répliquer depuis que, si pas l'ICN, Eurostat ont une analyse différente sur les choses.

Je note, d'ailleurs, si vous me permettez une petite digression, que la décision qu'Eurostat a prise, malgré l'avis favorable de l'ICN, à l'encontre du dossier du tram de Liège, n'est pas sans poser de nombreuses questions. Non seulement quant au modèle lui-même, et donc la faculté qui est encore celle d'une Région ou d'un État de pouvoir mettre sur pied des mécanismes de partenariat public-privé de cette nature, si, systématiquement, ils sont battus en brèche. Je suis même inquiet pour l'opérateur bancaire, qui est Belfius, pour ne pas le citer, puisque l'un des arguments, c'est notamment qu'il s'agissait du partenaire financier et qu'étant détenu à 100 % par le public, il est assimilé à un opérateur public.

Quel handicap de compétitivité désormais pour Belfius, dès lors que le fait de s'associer à cette institution bancaire ne constitue plus un avantage, mais même un inconvénient à la lumière des analyses d'Eurostat ! Ce qui, vous me le concéderez, m'apparaît quand même particulièrement paradoxal, dès lors que cette même Europe, il y a quelques années, a incité les États, pour éviter l'écroulement des secteurs financiers bancaires, à investir et à ce que les pouvoirs publics reprennent la main.

On ne peut même plus maintenant en tirer avantages d'avoir consenti ces investissements à coût de milliards, puisque, désormais, le fait d'être en association avec l'opérateur bancaire public sauvé par les deniers publics est un handicap pour mener à bien des projets publics. Je trouve que l'on a quand même atteint le sommet de l'incompréhension et du non-sens.

S'agissant du plan Routes, pour revenir à vos questions, il était bien évident que, depuis le début, l'enveloppe des 500 millions d'euros qui y a été consacrée ne permettrait pas de remettre en parfait état la totalité du réseau structurant. Il est évident que je n'ai pas non plus cette folie de penser que, sous ma législature, tout le réseau autoroutier structurant wallon va être remis intégralement à niveau.

Il n'en reste pas moins que l'on doit bien reconnaître que le niveau de qualité, de confort et de sécurité de notre réseau structurant aujourd'hui est de loin meilleur que ce qu'il n'a pu être il y a dix ans. Pour autant, je ne dis pas : « Tout va très bien, Madame la Marquise. » En effet, on sait qu'il y a encore une série de tronçons sur lesquels des situations problématiques sont encore à constater, sur pas mal de bretelles d'autoroutes aussi. On est bien conscient que le chemin doit encore se poursuivre.

C'est l'une des raisons pour lesquelles cela constituera l'un des quatre piliers du futur plan Infrastructures. Je n'ai pas caché souhaiter mettre un accent prioritaire sur le réseau secondaire, qui est celui qui, proportionnellement, est le plus utilisé par le trafic, mais aussi celui sur lequel on doit déceler le plus grand nombre d'accidents et de décès.

Je pense que les Wallons et les Wallonnes attendaient aussi que l'on s'occupe davantage de ce réseau de voiries régionales qui constitue le maillage sur notre territoire, au travers de nos différentes communes et bourgades.

La dynamique qui a été lancée par mes prédécesseurs avec ce plan Routes sera donc bien poursuivie. Nous continuerons à résorber le retard à travers le futur plan Infrastructures. L'affectation des moyens aux différents réseaux sera réalisée fin de cette année, comme je l'ai dit, sur base des besoins recensés et suivant la méthodologie de comparaison et de choix qui a déjà pu être exposée, notamment à l'occasion de votre récente question sur le sujet.

Vous m'interrogez pas mal sur le réseau de fibres optiques géré par la SOFICO. Cela constitue, effectivement, un enjeu et un défi, mais dans le cadre de la répartition des compétences, c'est mon collègue en charge de l'Économie et du numérique, Jean-Claude Marcourt, qui a la tutelle sur ce dossier. Vous me permettrez de vous renvoyer à lui pour avoir davantage de détails sur les intentions qui sont les siennes à l'égard de la gestion de ce réseau de fibre optique et de son éventuelle vente à des tiers.

Quant au petit éolien, il est vrai que la problématique du dossier, qui n'a pas pu aboutir, n'est en aucun cas liée avec la rentabilité du projet. Ce sont des questions de forme qui n'ont pas permis l'attribution du marché, et non pas un défaut de rentabilité du projet.

Rappelons aussi qu'il existe un cadre européen visant à augmenter les proportions d'énergies renouvelables. Dans ce cadre, la Wallonie a l'obligation d'atteindre, au minimum, les 13 % de sources d'énergie renouvelable de l'objectif belge. J'ai pour habitude de ne pas souhaiter être dans une démarche où l'on cherche systématiquement à être le meilleur élève de la classe européenne, au détriment de la propre dynamique entrepreneuriale de notre Région.

Rencontrons notre objectif, tout notre objectif, rien que notre objectif, sans vouloir, systématiquement, aller nécessairement plus loin, plus haut.

Compte tenu des objectifs de diversification et de valorisation économiques qui ont été confiés à la SOFICO, il est clair que le projet de routes du vent s'y inscrit complètement. C'est dans cet esprit que l'implantation des éoliennes le long du réseau structurant a été imaginée.

Le Gouvernement a mis en place un groupe de travail visant à développer ce projet, qui a, d'ailleurs, permis de valider les modèles théoriques développés, en testant, dans un premier temps, des parcs d'éoliennes de petite puissance en situation réelle.

Le groupe de travail a validé le concept sur les plans techniques, sur les capacités d'autoconsommation, au regard des exigences de la CWaPE.

La partie économique, elle-même aussi validée, permet d'assurer, à terme, une rentabilité positive en fonction des sites.

Ce projet s'inscrit comme un projet-pilote, c'est vrai, dans une filière naissante, c'est vrai. Ce n'est donc pas, à notre estime, un projet aventureux qui n'aboutit pas et qui est loin de manquer de clarté. Il fait figure de projet visionnaire pour les intérêts des citoyens wallons, mais on ne peut réduire le projet, et notamment le développement du renouvelable, à ce seul dossier.

En effet, en s'engageant dans cette voie, on participe à l'effort wallon exigé par l'Europe en matière de renouvelable, on participe à la création d'une filière industrielle, on permet aux pouvoirs publics d'impulser un projet innovant et rentable financièrement à terme, mais comme je le dis, ce n'est pas le seul créneau de promotion du renouvelable.

Je vous annonce, Monsieur Jeholet, que j'ai prévu avec mon collègue Di Antonio, en charge de l'Aménagement du territoire, de me rendre prochainement en visite exploratoire auprès de nos voisins du nord, puisqu'ils ont, depuis plus longtemps que nous, développé le principe d'installation de grands mâts éoliens au sein de zones d'activités économiques saturées. Je dis bien « saturée », l'objectif n'étant pas que ces mâts prennent de l'espace à des zonings, dès lors que l'on sait déjà que ces espaces sont précieux, et que les entreprises ne doivent pas en être privées.

Entre les entreprises, au cœur des zonings, contrairement à ce que peut-être le précédent Gouvernement avait esquissé ou imaginé, il n'apparaît pas inopportun de développer du grand éolien, dès lors que sur certains de ces zonings, d'ailleurs, les entreprises qui y sont abritées se sont greffées sur ces mâts et ont pu réduire de 30 % leurs coûts énergétiques. On sait aujourd'hui que l'énergie, singulièrement en Wallonie, est l'un des principaux handicaps de compétitivité pour

nos PME et TPE. Il y a, là, probablement, matière à faire preuve de davantage d'innovation qu'antérieurement.

En ce qui concerne votre question sur la réflexion de l'évolution à moyen et long termes de la SOFICO et du réseau autoroutier, comme j'ai déjà pu le dire de manière globale, je ne ferme la porte à aucun scénario d'office. Je ne vous cache pas déjà avoir pris les contacts, d'ailleurs, avec des opérateurs français, qui sont concessionnaires de parties du réseau autoroutier français, non pas pour faire un copier-coller – je ne pense pas que cela s'impose – mais parce qu'il y a certainement matière à, au moins, ouvrir la réflexion, quitte à ce que cela nous amène à fermer l'une ou l'autre porte.

Je ne veux pas rester dans une posture principielle visant à évacuer tout apport d'opérateurs privés dans la dimension de gestion de notre réseau autoroutier, dès lors qu'il va représenter, dans le sac à dos de la Wallonie, un coût d'entretien et d'investissement qui est quand même non négligeable. J'ai donc déjà pu rencontrer l'un des ces opérateurs, j'en rencontre un autre prochainement, pour évaluer, avec eux, le champ des possibles, sachant que ce ne sont pas des mécènes, qu'ils devront aussi s'y retrouver, mais qu'il y a peut-être moyen à évoluer vers des projets qui convergent entre l'intérêt public et le rendement privé. Si cela n'est pas le cas, les portes se refermeront, mais elles auront au moins été analysées.

La réalisation du plan Routes touchant à sa fin, il s'agira, vous avez raison, de dresser un bilan financier précis. Pour l'heure, la SOFICO s'attache à le clôturer en contrôlant la situation financière.

La situation et les perspectives futures sont, par ailleurs, bien intégrées, en particulier via les rentrées financières, dès l'an prochain, à travers une autre redevance, à savoir cette redevance poids lourds.

Il est évident que les objectifs qui sont assignés à la SOFICO se font au regard des éléments financiers à disposition. On ne pourra pas donner les mêmes objectifs si, demain, les rentrées ne sont plus les mêmes.

Bien évidemment, je ne promets pas que, à l'issue de mon plan Infrastructures, toutes les voies de communication que nous gérons seront dans un état impeccable. Je m'engage, par contre, à continuer et à amplifier la dynamique initiée et à continuer à résorber le retard que nos réseaux routiers et hydrauliques ont subi.

À l'instar de ce qui a déjà été fait, je le redis une nouvelle fois, Madame la Présidente, je n'ai aucun inconvénient à ce que les représentants de la SOFICO viennent au Parlement exposer les différents enjeux auprès de notre commission. Je pense même que ce serait une excellente chose afin de nourrir le débat sur

un opérateur qui est quand même central par rapport à la politique des infrastructures wallonnes.

Mme la Présidente. - La parole est à M. Jeholet.

M. Jeholet (MR). - Monsieur le Ministre, je vous remercie pour votre longue réponse, peut-être aussi longue que l'interpellation, ce qui démontre l'intérêt de ce dossier et, comme vous l'avez dit, l'avenir de cet opérateur central pour la Région wallonne, dont l'avenir reste, néanmoins, incertain

Vous l'avez dit, la configuration a évolué, elle peut encore évoluer, mais l'avenir de cet outil est incertain. Cela fait du bien, cela change un peu ; ce n'est pas le Fédéral qui est responsable, mais c'est plutôt l'Europe, si je vous entends bien. Cela change un peu du ton des différentes réponses que nous avons souvent, et je peux partager un certain nombre de remarques et de critiques à l'égard de l'institution européenne. Je pense que l'on ne peut pas, à un moment donné, dire qu'il faut encourager le partenariat public-privé et y mettre tous les freins pour que ce soit compliqué, et que cela empêche toute une série d'investissements importants.

Par rapport à l'ICN et à Eurostat, il ne faut pas se réjouir trop vite. Je pense que certains membres du Gouvernement se sont réjouis un peu tôt d'une décision ou d'une annonce qui avait été faite. Je pense que, là, on reste encore dans l'incertitude, et vous avez raison, la configuration de la SOFICO dépendra de positions des institutions européennes et de l'Institut des comptes nationaux.

Dans les différents éléments de réponse – et c'est là que vous ne me rassurez guère – par rapport à la situation actuelle, vous dites que la situation financière actuelle de la SOFICO est maîtrisée, mais, que je sache, les réviseurs ont émis des réserves sur la situation financière et les comptes. Je pense que pas plus tard que cette semaine, il y a une réunion qui est d'ailleurs prévue avec les réviseurs, les représentants de la Cour des comptes et les responsables de la SOFICO. C'est bien la preuve que la situation reste compliquée et tendue.

Concernant le projet d'autoroutes intelligentes, projet qui vient s'ajouter à ceux que j'ai déjà expliqués, la route du vent, tout cela, ce sont des projets, et cela mérite d'exister, mais comme vous le dites vous-même, il ne faut pas que l'on en reste à des effets d'annonce par rapport aux moyens budgétaires qui seraient insuffisants.

Par rapport aux routes, vous vous engagez, avec votre plan Infrastructures, que vous présenterez d'ici la fin de l'année, si j'ai bien compris.

Par rapport à l'éolien, permettez-moi, quand vous dites que tout est d'une grande clarté, de souligner que les positions ont quand même fortement évolué.

J'ai toujours l'impression que quand on parle de l'énergie renouvelable ou de l'éolien, ou quand on parle d'aménagement du territoire, on remet en cause le bilan d'un parti qui a fait partie de votre majorité sous la précédente législature – Ecolo, pour ne pas le citer – mais il faut bien dire que, par rapport à l'éolien, le petit éolien et le grand éolien, les positions ont quand même été très différentes et ont évolué fortement au fil du temps. Que je sache, vous étiez, comme le Parti socialiste également, dans la majorité sous le précédent Gouvernement, et l'on ne peut pas dire qu'il y a eu une cohérence, une clarté sur l'éolien.

Vous me reparlez du grand éolien. Jean-Luc Crucke intervient, d'ailleurs, souvent sur le sujet, et je ne pense pas qu'il s'est opposé au grand éolien. À mon sens, il faut, en effet, par rapport à l'énergie durable et renouvelable, explorer toutes les pistes. On n'a aucun souci par rapport à cela, que du contraire !

Par rapport au petit éolien, et je reviens sur ce que je disais lors de ma question sur le projet pilote, certains émettent beaucoup de doutes, les spécialistes, sur la rentabilité du petit éolien. C'est un autre débat. À nouveau, tout projet, c'est le rôle de la SOFICO – c'est cela aussi le sens de mon interpellation – dans ce type de dossier. Comme la fibre optique, le numérique, c'est la compétence du ministre de l'Économie. Quel est le rôle de la SOFICO ?

Je suis un petit peu surpris. Vous me dites : « Interrogez-le pour voir si l'on va vendre ou pas ». Moi, j'avais cru comprendre que l'on n'allait pas vendre. Je suppose que vous n'êtes pas en train de me dire qu'il y a encore une réflexion au sein du Gouvernement de vendre la fibre optique. Je suppose que vous l'aviez décidé sous la précédente législature. Je l'ai dit, vous avez découvert toutes les vertus du numérique, c'est très bien. On garde le réseau de la fibre optique. Je l'interrogerai, mais je suppose qu'il n'est pas prévu aujourd'hui à nouveau de vendre tout ou partie du réseau optique. À nouveau, là, c'était le rôle de la SOFICO. Je suppose que vous parlez au ministre de l'Économie et que vous avez aussi, outre le réseau tel qu'il existe aujourd'hui, mais le développement du réseau, les investissements en matière optique, de dire : « Quelles sont les intérêts pour la Wallonie et quelles sont les ambitions pour la Wallonie ? ».

Je l'interrogerai, je vous rassure, mais je souhaiterais savoir quel rôle jouera ou pourrait jouer la SOFICO. Je me doute aussi qu'un opérateur aussi central – je ne dis pas qu'il y a des divergences de vues, mais – il y a probablement des divergences d'appréciation, y compris au sein du Gouvernement pour voir quel rôle demain jouera la SOFICO dans toute une série de dossiers.

Voilà, Monsieur le Ministre, je ne veux pas polémiquer parce que le sujet me semble important. C'est pour cela que je voulais le mettre en interpellation pour me réserver le droit de déposer une motion. Je ne

le ferai pas, parce que vous avez donné des éléments de réponse, mais je vous demanderai, Madame la Présidente, je vous enverrai un courrier officiel, parce que je pense qu'il serait vraiment intéressant – et le moment est opportun – de pouvoir interroger les responsables de la SOFICO en commission par rapport à la situation financière, mais plus généralement par rapport aux enjeux que cet opérateur central pourrait jouer dans le développement wallon.

Mme la Présidente. - L'incident est clos.

ORGANISATION DES TRAVAUX

(Suite)

La situation financière, les défis et les perspectives de la SOFICO

Mme la Présidente. - Si les collègues sont d'accord, étant donné que tous les groupes sont représentés et que nous sommes en nombre, on pourrait même décider d'ores et déjà de cette audition sur la base de votre proposition par rapport à une audition sur la situation financière. Il faut déterminer les choses avec précisions pour pouvoir le présenter à la Conférence des présidents.

Audition sur la situation financière...

M. Jeholet (MR). - J'insiste, et sur la vision aussi et le rôle de l'opérateur, parce que c'est dépendant de la situation financière, des moyens financiers.

Soyons clairs, je ne veux pas, aujourd'hui, faire des auditions pour faire le procès de la SOFICO et de la situation financière qui est difficile. On le sait qu'elle est difficile.

Mme la Présidente. - Non, ce n'est pas comme cela que je l'ai ressenti.

M. Jeholet (MR). - À un moment donné, je pense qu'il est intéressant de faire le point sur la situation financière et les moyens financiers disponibles, en fonction évidemment de la configuration que pourra demain avoir l'opérateur et les défis que l'on a cités, que j'ai cités, que le ministre a même ajoutés. Je pense que c'est vraiment intéressant dans ce sens-là. Notre but en tout cas n'est pas de polémiquer sur la situation financière. C'est plus la vision d'avenir.

Mme la Présidente. - D'accord. Audition sur la situation financière et sur les perspectives face aux défis de la SOFICO, on pourrait aller avec cette proposition-là. Êtes-vous d'accord, toutes et tous ?

On présente cela tout à fait officiellement comme décision de la commission, comme cela on peut avancer sans doute plus rapidement sur ce dossier.

La parole est à M. Onkelinx.

M. Onkelinx (PS). - Tant qu'à faire, il faudrait peut-être déterminer qui de la SOFICO on pourrait inviter.

(Réaction de Mme la Présidente)

Non, je ne pense pas.

Mme la Présidente. - Le directeur général, M. Dehalu, cela vous semble-t-il la personne la plus adéquate ?

M. Jeholet (MR). - Je pense qu'il y a deux formules. Je pense que le directeur général s'impose, c'est clair. Puis, il y a peut-être au niveau de l'instance, le président de la SOFICO.

Mme la Présidente. - On invite le président et le directeur général, avec cette précision-là. On fait comme cela.

INTERPELLATIONS ET QUESTIONS ORALES

(Suite)

QUESTION ORALE DE MME BALTUS-MÖRES À M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR « LES ALTERNATIVES SUITE À LA FERMETURE DU « THIER DE VILLERS » »

Mme la Présidente. - L'ordre du jour appelle la question orale de Mme Baltus-Möres à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « les alternatives suite à la fermeture du « Thier de Villers » ».

La parole est à Mme Baltus-Möres pour poser sa question.

Mme Baltus-Möres (MR). - Monsieur le Ministre, il s'agit du Thier de Villers, en effet.

Ce n'est pas la première fois que je vous interpelle sur la situation suite à la fermeture de la route du Thier de Villers dans la Commune de Limbourg. Ce ne sera pas la dernière fois, car la situation actuelle ne peut pas rester telle quelle. Le secteur économique de la commune en souffre réellement et, si une alternative n'est pas trouvée sous peu, certaines entreprises de la région seront contraintes à délocaliser.

Dans votre réponse à ma question écrite du 13 mars dernier vous m'avez informée que la liaison entre la zone d'activité économique d'Eupen et la N61 au niveau du Garnstock reste le projet le plus avancé. Vous m'avez dit que ce dossier est suivi par les services techniques de la SPI et ressort des concertations menées entre celle-ci, les communes concernées, et le Service public de la

Wallonie. Quel est l'état d'avancement de ces concertations ?

De plus, vous mentionnez avoir signé une subvention de plus de 14 000 euros à la SPI, qui permettrait ainsi de définir des mesures d'accompagnement liées à la fermeture au trafic poids lourds. Quelles sont ces mesures d'accompagnements ?

Finalement, je voudrais demander à Mme « l'huissière-messagère » de transmettre cette carte à M. le Ministre comme soutien d'explication. Je vais attendre un peu que vous ayez la carte sous vos yeux.

J'aimerais insister sur le fait qu'il existe bel et bien une alternative pour la construction d'une nouvelle route qui relierait la Commune de Limbourg avec l'autoroute E40 aux environs de l'échangeur des Plénesses qui ne traverserait pas la Vesdre et dont la longueur ne serait pas de 4 kilomètres, mais entre 2,5 et 3 kilomètres, comme le démontre le matériel cartographique relatif à cette matière.

La route alternative est marquée avec le point d'interrogation sur votre carte.

Je ne sais pas si vous étiez déjà informé sur cette alternative aussi. Pour cette raison, je voudrais vous demander comment vous vous positionnez concernant cette proposition-ci.

Mme la Présidente. - La parole est à M. le Ministre Prévot.

M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine. - Madame la Députée, ce n'est effectivement pas la première fois que vous m'interpellez sur le sujet. Je vous remercie déjà de m'informer que ce ne sera pas la dernière. Il est vrai que la situation pour les poids lourds est délicate.

Je voudrais rappeler que la fermeture de cette voirie communale est la conséquence d'une décision de la Commune de Limbourg et que c'est cette situation qui perturbe le secteur économique local.

J'ai rencontré la bourgmestre. Elle est sympathique. Elle m'a exposé ses difficultés. Qu'une autorité communale prenne une décision de fermeture sur ses propres réseaux et puis n'arrête pas, en parallèle, de dire : « Que fait la Région ? » ; je trouve que l'exercice a ses limites. Si toutes les communes, en Wallonie, commencent, à chaque fois, à prendre des mesures qui concernent leur propre prérogative et puis de considérer que c'est à la Région d'amener la solution sur tout, on ne va jamais s'en sortir.

Je pense que la première des choses qui devrait être envisagée, c'est que la Commune de Limbourg elle-même rénove tout simplement sa propre voirie communale de Thiers de Villers. Je suis bien conscient que ce ne serait pas élégant de ma part, au regard des

faibles ressources budgétaires de la commune, de l'importance du coût que cette rénovation, cette réfection de voirie représenterait – et la bourgmestre est d'ailleurs venue me l'expliquer récemment, en étant d'ailleurs très bien accompagnée... Mais on veille à ce qu'il y ait différents scénarios pour résoudre cette problématique.

Concernant la liaison entre la zone d'activité économique et la N61 au niveau de Garnstock, afin d'activer le dossier, j'ai décidé de prendre complètement à charge de mon département la construction des 140 premiers mètres de cette liaison. Ce premier tronçon permettra de rejoindre, par les routes existantes, la N61.

Je signale au passage que cette première partie sera nécessaire pour les déviations envisagées lors des travaux de la route de Herbesthal et, pour la suite de cette liaison de 400 mètres, le dossier est actuellement à l'étude au sein de la SPI.

Pour le projet de jalonnement, il me revient que celui-ci n'est pas encore finalisé auprès de la SPI. Une réunion se tiendra fin de ce mois d'avril lors de laquelle l'intercommunale présentera les tenants et aboutissants de ces études.

Quant à votre souhait d'effectuer la liaison entre la N61 et l'Est de Verviers et l'autoroute E40 aux environs de l'échangeur des Plénesses, je rappelle que, suite aux nombreuses contraintes rencontrées – zone Natura 2000, zone d'habitat, les fortes déclivités, et cetera – et au coût important incontournable, ce grand projet ne peut constituer une solution à court, voire à moyen terme.

Comme convenu, et vous le constaterez, je reste attentif à cette situation pour essayer de la faire évoluer raisonnablement, aussi rapidement que possible en ayant une gestion parcimonieuse des deniers publics régionaux dès lors que c'est d'abord et avant tout une décision locale qui en est à l'origine.

Mme la Présidente. - La parole est à Mme Baltus-Möres.

Mme Baltus-Möres (MR). - Merci, Monsieur le Ministre, pour cette réponse. Vous m'expliquez que c'est la commune qui est compétente pour la route concernée qui est barrée. Vous savez que cela fait 13 mois maintenant que cette route concernée est interdite pour les véhicules de plus de 5 tonnes. Il faut voir la réalité, les dégâts financiers pour les entreprises et il s'agit d'environ 20 entreprises et beaucoup d'emplois aussi.

M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine. - Qu'elle lève son interdiction alors.

Mme Baltus-Möres (MR). - Oui, peut-être, si elle veut, oui. Le problème est que personne ne se voit compétent ici. Avec les alternatives présentées, la Région wallonne a aussi des possibilités de changer la

situation et d'améliorer la vie pour la commune, cela veut dire pour les citoyens mais aussi pour les entreprises, pour l'économie. Je déplore que personne ne se voie compétent pour changer la situation. Cela fait 13 mois maintenant que l'on n'avance pas dans ce dossier.

Pour la petite route Garnstock, vous dites que cette piste est toujours à l'étude et il y a une réunion fin du mois d'avril. C'est bien. J'espère que l'on avance aussi avec ce dossier, parce qu'il s'agit d'environ 300 mètres et je pense que c'est dommage qu'il faille une étude depuis presque une demi-année pour débattre de si l'on pourra faire ces 300 mètres ou pas.

Je déplore aussi que vous n'ayez pas répondu à mes questions concernant les mesures d'accompagnement. Je vous demandais comment les 14 000 euros liés à la fermeture au trafic poids lourds sont utilisés. Je n'ai pas encore entendu et je pense que je devrai vous interpellier encore une fois, comme je l'ai dit au début de ma question. Merci quand même.

M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine. - C'est pour avoir ce plaisir que je ne réponds pas à tout.

**QUESTION ORALE DE M. HENRY À
M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX
PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION
SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR « LE
DÉVELOPPEMENT ÉOLIEN DANS LES
ZONINGS D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE »**

Mme la Présidente. - L'ordre du jour appelle la question orale de M. Henry à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « le développement éolien dans les zonings d'activité économique ».

La question est retirée.

**QUESTION ORALE DE MME LEAL LOPEZ À
M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX
PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION
SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR « LES
LIAISONS MANQUANTES DU RÉSEAU
ROUTIER »**

Mme la Présidente. - L'ordre du jour appelle la question orale de Mme Leal Lopez à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « les liaisons manquantes du réseau routier ».

La parole est à Mme Leal Lopez pour poser sa question.

Mme Leal Lopez (cdH). - Monsieur le Ministre, la Road Federation Belgium a réalisé une étude sur les liaisons manquantes sur le réseau routier belge. Cette étude identifie un ensemble de points où des aménagements sont nécessaires afin de fluidifier le réseau routier soit par la création de voiries, soit par l'extension de celles existantes.

Si les auteurs soulignent les efforts réalisés par les autorités régionales, l'étude relève cependant que le nombre de « points noirs » a tendance à augmenter. Il serait passé de 153 en 2002 à 162 aujourd'hui et au rythme actuel des travaux, il faudrait patienter 55 ans pour obtenir un réseau routier optimal. Pour ce qui concerne la Wallonie, les auteurs relèvent 83 liaisons manquantes.

Si ce chiffre peut paraître, au premier abord, impressionnant, il convient de le tempérer et d'apporter quelques nuances :

- la majorité des chantiers prioritaires se trouvent en Flandre ou à Bruxelles ;
- les auteurs ont effectué une photographie de la situation à un moment donné sans tenir compte, dans leur relevé, des travaux actuellement en cours ou annoncés dans un futur proche. Ainsi le chantier de la N5 et le contournement de Couvin sont-ils repris dans la liste et il en est de même pour d'autres dossiers annoncés comme la N56 ou la N60.

On le voit l'exercice est intéressant, mais à ne pas prendre pour argent comptant.

Monsieur le Ministre, avez-vous pu prendre connaissance de cette étude ?

Les tronçons identifiés par cette dernière sont-ils également identifiés par la DGO1 comme des dossiers prioritaires ?

Envisagez-vous de tenir compte de ce document dans le cadre de l'élaboration du volet routier du plan Infrastructures ?

Mme la Présidente. - La parole est à M. le Ministre Prévot.

M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine. - Madame la Députée, cette étude est effectivement bien connue de mon administration qui suit attentivement ses mises à jour depuis sa publication en 2006.

Les tronçons prioritaires qui ont été identifiés par la Road Federation Belgium sont la liaison Cerexhe-Heuseux-Beaufays, la liaison Haut Ittre-Rebecq, l'A28 entre Sterpenich et Athus, l'autoroute E420 Charleroi Somzée communément appelée sortie sud de Charleroi, l'élargissement de la E411 entre Habay et Sterpenich et l'autoroute E420 Couvin Brûly et le contournement de Couvin.

Ces tronçons sont connus de longue date par mon administration, certains sont même en voie de réalisation comme le contournement de Couvin ou à l'étude comme la E420. Les autres, qui constituent autant de dossiers extrêmement complexes, délicats et très coûteux, restent actuellement à l'état de projet.

Pour donner une illustration, sur les six dossiers, si je n'en prends qu'un, le premier, la liaison Cerexhe-Heuseux-Beaufays, ce sont 500 millions d'euros qui sont nécessaires pour la seule concrétisation de ce projet. L'équivalent à lui seul de tout le plan Routes qui vient de se terminer. Autant dire que ce sont des projets intéressants. On remercie la fédération pour son étude, mais en tout état de cause, on n'a pas la capacité de pouvoir financer, dans l'état actuel des choses, ces différents tronçons.

Certains des points de vue de la fédération, de plus, peuvent être, certes, partagés par mon administration, mais nous devons être les garants d'une approche beaucoup plus globale qui tient compte de tous les acteurs concernés et aussi de toutes les contraintes qui nous sont rapportées par les acteurs et pas uniquement celles mises en exergue par la fédération elle-même.

En vue d'alimenter le plan Infrastructures avec les projets les plus pertinents la DGO1 et la SOFICO développent, à ma demande, un processus de sélection et de gestion des projets routiers qui vise à identifier très précisément les sections et les tronçons du réseau sur lequel devoir agir en priorité, de manière à utiliser opportunément, de manière efficace et efficiente les moyens publics qui lui seront octroyés.

On sera attentifs à ces différents dossiers puisqu'on les connaît de longue date, mais je crains que la fédération ait encore l'occasion de réaliser pas mal d'études les années à venir.

Mme la Présidente. - La parole est à Mme Leal Lopez.

Mme Leal Lopez (cdH). - Merci Monsieur le Ministre pour les informations et je comprends bien que vous n'êtes pas en capacité financière de réaliser tous les travaux, mais j'entends bien que l'administration est appelée à vérifier et à analyser ce qui peut être fait au niveau de la sélection des tronçons, prochainement.

**QUESTION ORALE DE M. ONKELINX À
M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX
PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION
SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR « LA
PROBLÉMATIQUE DES PIÉTONS QUI
TRAVERSENT AU FEU ROUGE »**

Mme la Présidente. - L'ordre du jour appelle la question orale de M. Onkelinx à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du

Patrimoine, sur « la problématique des piétons qui traversent au feu rouge ».

La parole est à M. Onkelinx pour poser sa question.

M. Onkelinx (PS). - Monsieur le Ministre...

M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine. - Quand c'est rouge, on avance.

M. Onkelinx (PS). - En général, c'est ce que je fais.

Monsieur le Ministre, malgré une baisse générale du nombre de victimes de la route – on l'a rappelé tout à l'heure lors de questions orales – la part des piétons dans les statistiques est en hausse par contre. Elle est passée de 10,5 % en 2008 à 13 % en 2014 dans les neuf villes les plus peuplées du pays. C'est une augmentation significative.

Selon une enquête de l'IBSR, plus d'un piéton sur cinq traverse alors que le feu est rouge. Ce qui, vous le rappelez, n'est pas bien.

Dans un environnement urbain, c'est un chiffre qui pose un problème majeur en matière de sécurité routière.

Après études et observations, l'IBSR a formulé un certain nombre de recommandations liées essentiellement à l'infrastructure.

Parmi les pistes dégagées pour renforcer la sécurité, l'installation d'un décompte-secondes, il suffit d'avoir un peu voyagé dans d'autres pays pour se rendre compte qu'un certain nombre de villes et de pays ont adopté ce dispositif. Je pense, entre autres, au Canada, à la Thaïlande, au Danemark, au Maroc et à la Russie, au Vietnam. Pas mal de pays l'ont adopté, ce qui me fait penser que cela a une certaine efficacité.

Parmi les pistes il y a bien sûr le décompte-seconde, la mise en œuvre d'une signalisation additionnelle, l'entretien des marquages au sol ainsi que le renforcement des campagnes de sensibilisation.

Pouvez-vous nous indiquer ce que vous comptez mettre concrètement en place afin de pallier cette problématique qui concerne tous les citoyens ? Des moyens supplémentaires vont-ils être dégagés ? Allez-vous accentuer vos efforts en termes de communication et de sensibilisation ?

Mme la Présidente. - La parole est à M. le Ministre Prévot.

M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine. - Monsieur le Député, lors de la séance du 24 mars votre question avait été regroupée avec deux autres questions de vos

collègues, Mmes Pécriaux et Durenne. De ce fait, j'ai déjà partiellement répondu à vos interrogations.

Le communiqué de presse de l'IBSR du 16 mars relatif aux passages piétons régulés par des feux annonce des chiffres globaux pour l'ensemble de la Belgique. Il faut donc relativiser cela par rapport à la Wallonie.

Le dernier baromètre de la sécurité routière – les chiffres datent de 2014 – est très positif en Wallonie. On constate une diminution globale de 9 % du nombre de tués sur place. Pour les piétons, la tendance est également à la diminution, six piétons tués sur place en moins.

Ajoutons que l'IBSR n'a pas publié de rapport plus complet que son communiqué de presse de deux pages. Mon administration a déjà réalisé des analyses statistiques, des observations et enquêtes ainsi que des expériences pilotes en matière de feux piétons. Le communiqué ne comporte pas de véritable élément neuf pour mon administration.

Au niveau de l'infrastructure, on peut toujours faire mieux. Cependant, rappelons que les suggestions de l'IBSR ne sont pas applicables dans tous les cas. Je pense notamment au fait que les boutons poussoirs et le décompte du temps sont peu compatibles.

En effet, la plupart des installations tricolores en Wallonie fonctionnent de manière adaptative. Les durées de vert sont variables et dépendent de l'état du trafic et des demandes diverses : boutons poussoirs pour les piétons ou boucles de détection pour les véhicules. Dès lors, il est délicat d'annoncer un temps d'attente étant donné que celui-ci peut varier dans le temps. L'affichage du décompte du temps restant est plus adapté aux installations à temps fixes ou lors de passage alterné en cas de travaux. Il y a divers exemples déjà présents chez nous à cet égard.

Je puis néanmoins vous annoncer que mon administration va effectuer une analyse fine des carrefours à feux sur lesquels on constate des accidents de piétons de manière récurrente, afin de déceler d'éventuels problèmes. Notons que le facteur humain reste primordial dans cette problématique et que des campagnes de sensibilisation et de prévention seront toujours nécessaires, raison pour laquelle je continuerai également les efforts en la matière, notamment au travers des campagnes qui seront menées par l'Agence wallonne pour la sécurité routière.

Mme la Présidente. - La parole est à M. Onkelinx.

M. Onkelinx (PS). - Je remercie bien évidemment M. le Ministre de sa réponse. Entre autres expériences, et en option de ce système, il y a la Ville de Paris qui a, il n'y a pas très longtemps, adopté le système avec l'Association de prévention routière qui considère que cette mesure est favorable aux piétons, car elle peut

rendre service. Elle va permettre d'informer le piéton pour juger de sa capacité à traverser – c'est l'intérêt. Au démarrage des voitures, il y aura moins de monde sur le passage pour piétons et cela permettra de rassurer les personnes qui se déplacent lentement – entre autres non seulement les usagers faibles, mais très faibles. Cela peut servir essentiellement – ce n'est pas utile partout bien sûr – dans certains carrefours plus dangereux, où c'est une mesure qui pourrait s'adapter.

**QUESTION ORALE DE MME SCHYNS À
M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX
PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION
SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR « LES
CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES DE L'HIVER
DOUX »**

Mme la Présidente. - L'ordre du jour appelle la question orale de Mme Schyns à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « les conséquences économiques de l'hiver doux ».

La parole est à Mme Schyns pour poser sa question.

Mme Schyns (cdH). - Monsieur le Ministre, le plan Hiver 2014-2015 prévoyait 60 000 tonnes de sel qui étaient stockées dans les différentes régions wallonnes, 1 200 agents ainsi que 660 engins d'épandage et de déneigement. Vous nous l'aviez annoncé lors de la mise en œuvre de ce plan, en cas d'hiver doux la consommation est inférieure à 50 000 tonnes de sel. On peut constater aujourd'hui que l'hiver a été relativement doux et je suppose que l'on n'a pas dû utiliser énormément de quantités de sel.

Ma question est toute simple, les conditions de cet hiver nous ont-elles permis de réaliser des économies ? A-t-on des projections sur les chiffres exacts qui permettent d'évaluer ces économies ? Je pense aussi bien en termes de sel qu'en termes d'agents qui n'ont pas été employés à de l'épandage. Dans l'affirmative, à quoi ces sommes vont-elles servir ? Retourner-elles dans le pot commun de la Région wallonne qui en a sans doute besoin ou sont-elles affectées à d'autres politiques qui concernent par exemple particulièrement les routes ?

Mme la Présidente. - La parole est à M. le Ministre Prévot.

M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine. - Madame la Députée, la réponse est simple : il n'y aura rien à reverser au pot commun ni à pouvoir utiliser discrétionnairement, puisque malgré le fait que l'on ait, à l'initial, augmenté le budget dévolu au sel, l'hiver n'ayant pas été aussi doux que l'on peut le penser, nous serons en dépassement. Je dois rechercher plusieurs millions d'euros pour pouvoir les coûts liés à l'épandage que nous avons dû effectuer. Il n'y a pas de gain, il y a

même un surcoût, et ce malgré l'augmentation initiale des moyens.

Parce que, paradoxalement –, et on l'a encore constaté pas plus tard que la semaine dernière – l'hiver peut être perçu comme étant plus doux par les citoyens parce qu'il y a eu moins de neige, mais, dès lors qu'une température frôle le zéro, tout le dispositif est activé. Souvenez-vous, pas plus tard que la semaine dernière, on pouvait se lever le matin avec un beau soleil, mais par contre avec le pare-brise qui était toujours givré et durant la nuit, les services s'activaient.

L'hiver a été plus clément en termes de neige, mais il n'a pas été moins vigoureux qu'un autre en termes de températures s'approchant de zéro degré Celsius. Comme l'épandage se fait généralement entre 20 heures et 5 heures du matin, inévitablement les gens ne se rendent pas nécessairement compte qu'il y a eu un travail réalisé par les services, mais il l'a été.

Je suis bien marri de ne pas avoir de bonnes nouvelles à vous communiquer, ni pour vous ni pour mon propre budget, d'ailleurs. Il nous faudra au contraire gratter quelques fonds de tiroirs pour pouvoir compenser les coûts, puisque ce sont des coûts de prestations que nous devons couvrir.

Mme la Présidente. - La parole est à Mme Schyns.

Mme Schyns (cdH). - Je vous remercie pour ces éclaircissements, parce que c'est vrai que l'on ne perçoit pas toujours le travail de l'ombre et en fonction des températures de nuit, on se rend bien compte qu'une action a dû se produire. Je ne vais pas vous dire que je suis déçue, c'est comme cela que cela s'est passé, on n'a pas beaucoup d'autres solutions. Maintenant, peut-être faut-il pour l'année prochaine réévaluer aussi en fonction des budgets. On sait que cela va être difficile en 2016, cela a été annoncé.

Je ne sais pas s'il y a des solutions peut-être plus praticables par rapport au type d'épandage, et cetera. Je vais peut-être un peu creuser la question, parce que dans les communes c'est comme cela que cela se passe. On n'épand pas exactement la même matière, on peut étendre du poussier ou épandre du sel. Je reviendrai avec des questions plus précises en vue justement de la préparation du prochain plan Hiver.

**QUESTION ORALE DE MME LEAL LOPEZ À
M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX
PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION
SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR « LA
SÉCURISATION DE LA RN90 À JEMEPPE-SUR-
SAMBRE »**

Mme la Présidente. - L'ordre du jour appelle la question orale de Mme Leal Lopez à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action

sociale et du Patrimoine, sur « la sécurisation de la RN90 à Jemeppe-sur-Sambre ».

La parole est à Mme Leal Lopez pour poser sa question.

Mme Leal Lopez (cdH). - Monsieur le Ministre, la question que je vais vous poser fait suite à à une interpellation de plusieurs parents de l'école royale Baudouin de Jemeppe-sur-Sambre. En raison d'un défaut de conformité en cas d'alerte Seveso, le site de Wérichet de l'athénée royal Baudouin Ier à Jemeppe-sur-Sambre devra fermer ses portes à la fin de l'année scolaire. Dans l'attente d'une solution, les élèves devront être accueillis dès la prochaine rentrée scolaire sur le site de la rue Hittelet.

Ce déménagement n'est pas sans provoquer certaines craintes auprès des parents d'élèves, notamment du fait de la proximité du carrefour de la RN90. De nouveaux élèves et leurs parents seront en effet désormais obligés de le traverser pour rejoindre les nouveaux lieux d'enseignement et ce carrefour est peu sécurisant, puisque l'on y dénombre régulièrement des accidents.

Dès lors, plusieurs parents plaident pour un aménagement du carrefour au travers de la création d'un rond-point. On le sait, un tel aménagement demande un délai de réalisation assez long entre la décision formelle et le terme des travaux.

Monsieur le Ministre, avez-vous pu prendre connaissance de cette situation ? Vos services envisagent-ils l'aménagement d'un rond-point à ce carrefour ? Dans l'affirmative, dans quels délais ? Dans l'attente d'un éventuel aménagement, une solution provisoire susceptible de renforcer la sécurité de ce carrefour est-elle envisageable ? Dans l'affirmative, pourrait-elle être mise en place dès septembre prochain ?

Mme la Présidente. - La parole est à M. le Ministre Prévot.

M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine. - Madame la Députée, je suis bien conscient du sentiment d'insécurité que peuvent ressentir les parents et les enseignants à l'approche de ce carrefour important entre la nationale 90 et la rue Hittelet.

Sur base des informations que j'ai pu obtenir auprès de mon administration, les accidents survenant à cet endroit sont principalement liés au non-respect de priorité et au franchissement de feux rouges. Il s'agit surtout de dégâts matériels et, comme vous l'aurez compris, qui sont surtout le fait de comportement problématique.

Pourtant, ce carrefour, visible de loin, ne peut, a priori, être ignoré des usagers, malgré que sa largeur ne

permette pas une position optimale des véhicules, ce qui pourrait inciter les conducteurs à prendre des risques non mesurés.

Cette section relève du réseau structurant, avec la SOFICO comme maître d'ouvrage, donc aucun aménagement conséquent ne pourra être envisagé avant 2016, date éventuelle à laquelle le projet pourrait être repris – je parle au conditionnel – dans le plan Infrastructures.

J'ai, par contre, demandé à mon administration, d'une part, d'étudier les mesures réalisables à court et moyen termes pour améliorer la sécurité de la traversée de la N90 et, d'autre part, de mener une réunion de la Commission provinciale de la sécurité routière, au cours de laquelle, avec tous les intervenants concernés, toutes les solutions d'aménagement possibles seront envisagées et comparées.

Dans tous les cas, je veillerai à ce que la sécurité de ce carrefour et de ses abords soit renforcée avant la prochaine rentrée scolaire, par la rénovation du marquage et la révision de la grille de feux de la signalisation tricolore, compte tenu de l'augmentation estimée du trafic aux heures de pointe, suite au déménagement de l'athénée.

Mme la Présidente. - La parole est à Mme Leal Lopez.

Mme Leal Lopez (cdH). - Merci, Monsieur le Ministre, pour ces compléments d'information.

J'avais peur que vous me disiez qu'il n'y a plus d'argent et que vous ne feriez rien du tout. Ici, je me réjouis de savoir que vous réfléchissez par rapport à une sécurisation. Pour les élèves, il est également opportun de travailler sur la sécurité routière, parce que vous parliez de comportement, mais il n'y a pas que les comportements des routiers, il y a aussi le comportement des enfants, des jeunes ; ce n'est pas toujours évident.

Je me réjouis, donc.

Je ne manquerai pas de transmettre votre réponse à la Commune de Jemeppe.

**QUESTION ORALE DE M. BELLOT À
M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX
PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION
SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR « LE
RECOURS AUX PPP POUR LES GRANDS
TRAVAUX PUBLICS »**

**QUESTION ORALE DE M. DUPONT À
M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX
PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION
SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR « LA
PÉNURIE DE GRANDS CHANTIERS DE
TRAVAUX »**

Mme la Présidente. - L'ordre du jour appelle les questions orales à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine :

- de M. Bellot, sur « le recours aux PPP pour les grands travaux publics » ;
- de M. Dupont, sur « la pénurie de grands chantiers de travaux ».

La question de M. Bellot est retirée.

Mme la Présidente. - La parole est à M. Dupont.

M. Dupont (PS). - Monsieur le Ministre, selon la Direction générale de l'Association des entrepreneurs belges de grands travaux, l'ADEB, au vu des appels d'offres en cours, la pénurie de grands chantiers menacerait 10 000 emplois, soit un emploi sur cinq, d'ici quatre ans, dans les entreprises de grands travaux publics.

Les investissements publics dans les grands travaux auraient, en effet, reculé à 1,6 % du PIB ; ce serait le niveau le plus bas dans la moyenne européenne. En trois ans, le volume de soumissions publiques aurait chuté de 30 %. Les patrons concernés mettent en cause les autorités publiques, qui investiraient de moins en moins dans les grands travaux.

Ils pointent également du doigt la concurrence sur les prix de plus en plus forte ; en cause, l'embauche, par les sous-traitants, de travailleurs étrangers détachés, dans les meilleurs des cas, selon les dispositions de la circulaire européenne. Pour ces détachements, les charges sociales sont payées dans le pays d'origine, ce qui entraîne un dumping social que nous connaissons tous, et que nous dénonçons régulièrement au sein de cette assemblée.

Pouvez-vous confirmer, le cas échéant, les propos de l'ADEB ? Pour ce qui concerne la Région, même si l'on sait que la trajectoire budgétaire a imposé un lissage des investissements et un report à partir de 2017, confirmez-vous une diminution des investissements dans le secteur ?

Enfin, serait-il possible de mettre en place un dispositif permettant de lutter, de manière plus

spécifique et plus efficace, contre le dumping social tel qu'il est dénoncé non seulement par les autorités publiques, mais aussi par les fédérations patronales ?

Mme la Présidente. - La parole est à M. le Ministre Prévot.

M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine. - Monsieur le Député, je tiens, d'abord, à signaler que j'ai déjà eu l'occasion d'évoquer une série de ces aspects en décembre dernier, lors des discussions sur les budgets alloués à mes départements.

Ceci étant, depuis 2012, le budget de base affecté aux voiries régionales est resté sensiblement le même. Cependant, le plan Routes d'investissements, sur les autoroutes principalement, a contribué, depuis 2012, par un apport exceptionnel de 500 millions d'euros sur cinq ans, à savoir le fameux plan Routes 1, à rehausser, de manière importante, le niveau de l'infrastructure routière.

Comme prévu depuis le début, ce plan Routes arrive à échéance. Les derniers travaux inscrits dans ce plan sont en cours de réalisation, alors que le nombre d'adjudications de nouveaux projets est revenu à la situation normale initiale, hors plan exceptionnel.

J'ai déjà rencontré, de très nombreuses fois, les voiristes et leurs représentants. D'aucuns ont reconnu, à demi-mot, qu'ils avaient espéré que cette manne céleste complémentaire de 500 millions d'euros allait perdurer et se poursuivre, et donc offrir des carnets de commandes remplis à la hauteur de ce que cela a pu être, eu égard à ce plan. D'autres nuançaient en disant que les travaux, dans le cadre de ce plan Routes 1, ont majoritairement mobilisé de grandes entreprises, qui étaient un petit nombre à être en capacité d'intervenir sur le réseau autoroutier. Il y avait à boire et à manger, mais probablement que d'aucuns, espérant à ce point que les montants se poursuivent, ont sous-estimé l'arrivée de l'échéance de ce plan, et donc le fait que les projets, en volume et en montant, allaient inévitablement être réajustés sur les crédits ordinaires.

Rappelons qu'avant le plan Routes, il y avait déjà des entreprises qui travaillaient sur les routes, et il y avait déjà des moyens qui étaient dévolus à ce secteur. On en est juste revenu à la situation d'avant le plan Routes, qui était la situation classique, et qui permettait aussi que les chantiers se réalisent, et que des entreprises se développent.

Je tiens à rappeler, nonobstant ces éléments, que le budget consacré aux routes régionales et autoroutes en 2015 et pour les quatre années à venir s'élève à près de 200 millions d'euros par an, soit un budget de 1 milliard d'euros pour la législature, et ce, hors les 320 millions d'euros exceptionnels prévus pour le plan Infrastructures entre 2016 et 2019, sous réserve du bon fonctionnement

du mécanisme de perception du péage auprès des poids lourds, puisque c'est la source non pas principale, mais unique, de financement et d'alimentation de ce plan Infrastructures. On a donc tout intérêt à ce que cela fonctionne.

C'est là où j'attire aussi l'attention d'une série d'opérateurs routiers qui, à ce stade, s'expriment en faisant part de toute leur désapprobation sur le mécanisme de taxe kilométrique pour les poids lourds de plus de 3,5 tonnes. Je rappelle que c'est par la perception de cette taxe que l'on dégagera les 320 millions d'euros pour le plan Infrastructures, qui pourra nourrir ces mêmes entreprises actives dans le secteur des voiries, notamment.

D'autre part, ces montants sont aussi hors cofinancements européens. La programmation qui s'achève avait permis, en matière de projets FEDER, un complément autour des projets d'infrastructures pour plus de 300 millions d'euros. On a donc de bonnes raisons d'espérer qu'il y ait aussi plusieurs centaines de millions d'euros de projets FEDER dans la nouvelle programmation, qui pourront, en sus, venir alimenter la manne des budgets dévolus à la modernisation, à l'entretien, à l'exploitation et au développement du réseau routier au bénéfice de l'ensemble de ses usagers.

Je rappelle aussi que 40 millions d'euros exceptionnels et complémentaires ont pu être obtenus en décembre dernier pour compléter le budget initial 2015 sur l'article 73.01, conformément aux souhaits qui avaient été formulés par la Fédération des entreprises de voirie. En le mettant au 73.01, on garantit un usage exclusif sur les réseaux des voiries secondaires, c'est-à-dire pour les plus petites entreprises wallonnes. C'est, en général, sur ces marchés-là qu'elles ont la capacité de se profiler, davantage que sur les chantiers mastodontes autoroutiers pour lesquels il faut souvent un équipement ou un matériel particulier dont elles ne disposent pas.

Je tiens aussi à souligner que la Wallonie n'est pas le seul donneur d'ordres en matière de travaux publics et que le constat de l'ADEB est global, et intègre donc d'autres niveaux de pouvoir tels que les Régions, le Fédéral, avec notamment la SNCB ou la Régie des bâtiments, ou encore les pouvoirs locaux. C'est d'ailleurs au niveau des pouvoirs locaux que de nombreux travaux routiers sont ou devraient être lancés, et où, probablement – je n'en fais le procès à personne – les communes étant elles-mêmes contraintes à un retour à l'équilibre budgétaire et à un processus d'assainissement de leurs finances, elles ont moins le loisir de consacrer des sommes conséquentes au financement de projets routiers au niveau de leur commune, au détriment donc de la dynamique d'une série de TPE et PME.

Le recours aux PPP, auquel M. Bellot aurait dû faire allusion s'il avait pu poser sa question et être présent aujourd'hui, est, effectivement, une des pistes que le Gouvernement a envisagées pour permettre de grands

investissements à long terme, que, d'ailleurs, le principe d'annuité budgétaire de la Région ne pouvait se permettre.

Certaines études préparatoires à ce type de marchés ont, bien entendu, été menées comme celle, notamment, de la gestion des équipements électromécaniques du réseau autoroutier, le fameux projet Muse dont je parlais tout à l'heure, mais ces démarches ont évidemment pris un sérieux coup de frein, à la lumière des récentes décisions d'Eurostat, notamment concernant la requalification non seulement de la SOFICO elle-même, mais d'autres projets qui s'étaient nourris dans le PPP. Je pense, à cet égard, au tram de Liège, que j'ai longuement évoqué tout à l'heure aussi.

C'est assez compliqué, puisqu'au lieu de déconsolider ces investissements de la dette publique, Eurostat impose, désormais, aux autorités publiques, d'inclure le coût global de PPP sur une seule année comptable, plutôt que de l'amortir sur la durée de vie du contrat.

À part si les entreprises veulent investir en tant que mécènes, en matière d'infrastructures publiques, mes collègues et moi ne voyons pas encore, à ce stade, quelle est la solution miracle qui permettra, aujourd'hui, de disposer de mécanismes de partenariat public-privé qui passe au travers des fourches caudines d'Eurostat, ce qui est un vrai handicap pour la dynamique d'investissements publics, a fortiori quand un président de Commission européenne, lui-même, plaide pour la relance de la croissance par la relance de l'investissement public.

J'attire également votre attention sur le fait qu'un contrat de type PPP, même s'il présente de nombreux avantages, je dois à l'honnêteté intellectuelle de dire aussi qu'il a quelques inconvénients dont le fait que généralement le coût financier est plus élevé que lors d'un marché de type classique et donc ce n'est pas nécessairement la meilleure façon non plus d'optimiser l'utilisation des deniers publics et donc il faut vraiment que l'on fasse à chaque fois une analyse et une balance particulière.

S'agissant du dumping social, que je prends d'ailleurs très au sérieux, je voudrais quand même attirer votre attention qu'outre le fait que je ne sois pas le seul acteur en la matière et que le Fédéral a certainement une responsabilité lourde, s'agissant notamment de la future transposition de la directive européenne sur les marchés publics, où l'on a eu tendance, par le passé, à vouloir, à nouveau, comme cela a été souvent le cas dans le secteur énergétique, jouer au meilleur élève de la classe européenne en s'imposant soit par fainéantise, soit par méconnaissance, soit par inconscience – et dans les trois cas, c'est grave – des réglementations, transposées dans nos législations fédérales, qui étaient les plus contraignantes et lourdes pour notre tissu de PME.

Singulièrement, pour les marchés publics, ils sont en deçà des seuils européens.

C'est la raison pour laquelle j'ai interpellé le Fédéral, j'ai sollicité le soutien de mes collègues des autres Régions, qui me l'ont accordé, pour que l'on ne fasse pas la même erreur à l'occasion de la transposition de la directive européenne 2014, qui doit s'opérer dans les prochains mois, en droit belge, et que l'on prenne vraiment le strict minimum, ou que l'on fasse, comme d'aucuns l'appellent dans d'autres matières, le service minimum pour éviter de handicaper nos propres entreprises et de faire en sorte que, comme beaucoup me le disent, si nous voulons encore gagner des marchés, on n'a pas d'autre choix que de faire appel à de la main-d'œuvre étrangère.

Cela n'est pas audible pour le responsable public que je suis de devoir me satisfaire de ce discours de rester au balcon et de ne pas agir. C'est pourquoi, dès le début de mon mandat, j'ai chargé un bureau d'avocats spécialisés, Maître Durviaux, pour ne pas la citer, qui est quand même reconnue comme une éminente spécialiste en marchés publics au sein de notre Royaume, pour qu'elle puisse astiquer, analyser l'ensemble des réglementations et dispositions légales, fédérales, régionales et européennes, pour voir là où nous devrions pouvoir encore agir, dans le respect du carcan européen, pour quand même faciliter l'accès aux marchés publics des entreprises wallonnes et, singulièrement, celles qui travaillent aussi avec de la main-d'œuvre locale. Cela fait partie des éléments sur lesquels je souhaite travailler.

En attendant, mon administration est déjà en train de finaliser la rédaction de clauses sociales environnementales et éthiques que nous pourrions insérer dans les cahiers des charges. Trois marchés pilotes seront d'ailleurs proposés prochainement.

Voilà, Monsieur le Député, ce que je pouvais répondre à votre question.

Mme la Présidente. - La parole est à M. Dupont.

M. Dupont (PS). - Merci, Monsieur le Ministre, pour votre réponse. J'avoue que cette question, en ce qui me concerne, sur le mode de l'anecdote, relevait un peu de l'automutilation psychologique, vu le temps qu'à titre personnel, je passe dans les chantiers autoroutiers pour rejoindre Namur.

Ceci étant, je vous remercie d'avoir bien recadré, dans leurs différents aspects, le potentiel, qui reste réel, d'investissements de la Région dans le secteur, dont je retiens 1 milliard d'euros, sur l'ensemble de la législature.

Concernant le débat sur l'ajustement budgétaire, encore hier, dans cette salle, en référence à la discussion relative au péage qui sera mis en œuvre prochainement, effectivement, on ne peut pas à la fois contester la mise

en œuvre de ce péage et se lamenter de ce qu'il pourrait rapporter ne sera pas investi dans les infrastructures routières.

Troisième élément : les financements européens. Je pense que les décisions tomberont dans quelques semaines, en tout cas très rapidement, avant les vacances d'été. On aura, effectivement, à ce niveau là aussi, un supplément – on peut l'espérer – important d'investissements qui pourront être cofinancés par la Région et l'Europe.

Enfin, en ce qui concerne le dumping social, en effet, je pense que cela constitue un problème qui dépasse le cadre de vos compétences, mais il est bien évident que le secteur dans lequel vos compétences s'appliquent est un secteur particulièrement touché par le phénomène, et je pense que, là, il y va de la responsabilité de l'ensemble des pouvoirs publics, pas seulement de la Région. Ce serait bien que, là aussi, on puisse être cohérent, et que l'on puisse obtenir une véritable concertation avec les autres pouvoirs publics, notamment le niveau fédéral : bref, l'ensemble des pouvoirs publics qui investissent dans notre pays, pour adopter une ligne de conduite claire et cohérente. Je pense que cela serait important pour que l'on puisse parler d'une seule voix aussi au niveau européen, par rapport à cela.

Je vous remercie grandement pour vos réponses. Je pense que ce sont des thématiques dont on aura régulièrement – ce n'est pas la première fois, bien sûr – à rediscuter à l'avenir.

**QUESTION ORALE DE M. DESTREBECQ À
M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX
PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION
SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR
« L'AVANCEMENT DES TRAVAUX DE
L'ÉCHANGEUR DE FAMILLEUREUX »**

Mme la Présidente. - L'ordre du jour appelle la question orale de M. Destrebecq à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « l'avancement des travaux de l'échangeur de Familleureux ».

La parole est à M. Destrebecq pour poser sa question.

M. Destrebecq (MR). - En effet, un dossier un peu plus local que le sujet très intéressant qui vient d'être abordé par notre collègue.

Longtemps, on a décrié l'état des autoroutes wallonnes. Même si cela a pris beaucoup trop de temps et que tout n'est pas parfait, il faut pouvoir reconnaître que des chantiers ont vu le jour.

Je souhaiterais aborder, aujourd'hui, le cas plus spécifique de l'échangeur de Familleureux qui fait la jonction entre la A501 et l'E19.

Depuis le 13 août 2013, la bretelle reliant la A501 en provenance de La Louvière à la E19, direction Bruxelles, est fermée.

Depuis maintenant un an et demi, les automobilistes qui se rendent à Bruxelles – et il y en a beaucoup – doivent aller jusqu'à la fin de la A501, faire le tour d'un rond-point, et repartir dans l'autre sens.

Le rond-point concentre donc à l'heure de pointe les travailleurs de La Louvière, de Soignies, de Braine-le-Comte, du Rœulx, d'Écaussinnes et bien d'autres.

Inutile de vous faire un dessin : vous comprendrez aisément que depuis un an et demi, la situation est infernale pour les automobilistes.

La fin du chantier étant programmée pour le 30 juin 2015, je souhaiterais savoir si l'échéance sera respectée.

Au 30 juin, cela fera quasiment deux ans de travaux ce qui est incroyablement long. Deux ans, c'est même tout à fait inacceptable quand on sait qu'il ne s'agit que d'une réparation du revêtement et que ce chantier ne s'étend que sur quatre kilomètres.

Comment expliquez-vous une telle durée pour des travaux ? Pourquoi cela n'a-t-il pas pu aller plus vite sachant que cet axe est évidemment un axe autoroutier important notamment parce qu'il peut permettre de se diriger vers la capitale et on sait combien de travailleurs se rendent vers la capitale, mais parce que c'est aussi une perte de temps extraordinaire, tous les jours au matin et pour le retour c'est aussi catastrophique, si je puis me permettre ?

Mme la Présidente. - La parole est à M. le Ministre Prévot.

M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine. - D'abord, permettez-moi de rectifier d'entrée de jeu votre assertion selon laquelle il ne s'agit que d'une réparation que sur quatre kilomètres. On est bien plus dans un cas de figure d'un chantier plus lourd que celui d'une simple réparation de revêtement sur quatre kilomètres. Vous imaginez bien que sans quoi, cela aurait déjà été réalisé depuis bien longtemps.

Pour rappel, que comprennent les travaux ? Ils comprennent : la mise à nu du tablier du pont en deux phases et l'enlèvement des accessoires, y compris les travaux d'hydrodémolition ; les réparations des tabliers du pont ; les ragréages, le bétonnage des trottoirs et des rehausses pour le garde-corps ; le remplacement des joints de dilatation ; la pose de nouveaux garde-corps servant de protection aux caténaires et de nouvelles visières de sécurité ; la pose d'une chape contre chape et

de revêtement pour les trottoirs ; et le ragréage éventuel des poutres, du plafond du pont, des colonnes et des culées.

Cet ouvrage d'art étant proche de la bretelle d'accès de l'A501 vers l'E19, celle-ci a dû être fermée pour des raisons de sécurité.

Je ne vous cache pas que c'est suite à des problèmes techniques, rencontrés dans la première phase, que l'on a été contraints à devoir retarder l'avancement des travaux. On a fait des analyses et montré qu'effectivement, il y avait quelques éléments problématiques au niveau du pont quant à sa dilatation et sa réaction au changement de température. Cela nous a amenés à devoir réanalyser et réétudier la totalité ; on ne peut pas se permettre, en la circonstance, de prendre quelconque risque en termes de sécurité.

On est vraiment, là, dans un chantier de large réhabilitation d'un ouvrage d'art, et pas uniquement dans un changement de revêtement sur 4 km.

Le chantier était à l'arrêt, car la pose de l'étanchéité en résine ne peut se faire que quand les températures sont supérieures à 5 degrés la nuit. De plus, il ne faut pas de précipitations pendant au moins trois jours consécutifs. Ces deux conditions n'ont pu être rencontrées depuis mi-novembre 2014. Si les prévisions météo actuelles ne sont pas modifiées, les travaux reprendront dans le courant de ce mois, pour une fin des travaux au 30 juin 2015.

Voilà, Monsieur le Député, ce que je pouvais apporter comme éclaircissements à votre question.

Mme la Présidente. - La parole est à M. Destrebecq.

M. Destrebecq (MR). - Je ne peux que vous remercier, Monsieur le Ministre, pour ces précisions.

Néanmoins, mettons-nous à la place des automobilistes. Cela fait deux ans que ça dure. Je n'ai jamais vu ces entreprises travailler ni le week-end ni la nuit.

À chantier exceptionnel, et vous le dites vous-même, on peut avoir des méthodes exceptionnelles. Par conséquent, à un moment donné, dans un axe comme celui-là, un véritable noyau autoroutier sur deux axes extrêmement importants, je pense que l'on doit pouvoir prendre des mesures d'exception, parce que, là, on ne parle pas simplement de petit inconvénient, mais d'une problématique importante au niveau de la mobilité et du travail. Il faut savoir que des centaines, pour ne pas dire des milliers de familles, subissent des répercussions, d'autant que si cela était la seule problématique sur le trajet, cela serait peut-être moindre, mais, à celui-là, s'ajoutent tous les autres.

Quand je vais dans d'autres pays, voire dans d'autres régions, je constate qu'il y a d'autres méthodes. Je reste persuadé, convaincu qu'avec un ministre aussi attentif que vous, dans l'avenir, on pourra trouver des mesures exceptionnelles.

**QUESTION ORALE DE M. DESTREBECQ À
M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX
PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION
SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR
« L'UTILISATION DU *CROWDFUNDING* DANS
LE FINANCEMENT DU PATRIMOINE
WALLON »**

**QUESTION ORALE DE M. DESTREBECQ À
M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX
PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION
SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR « LES
DYNAMIQUES LOCALES DE PRÉSERVATION
DU PATRIMOINE »**

Mme la Présidente. - L'ordre du jour appelle les questions orales à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine :

- de M. Destrebecq, sur « l'utilisation du *crowdfunding* dans le financement du patrimoine wallon » ;
- de M. Destrebecq, sur « les dynamiques locales de préservation du patrimoine ». Cette question est retirée.

La parole est à M. Destrebecq pour poser sa question.

M. Destrebecq (MR). - Monsieur le Ministre, le 6 février 2015, vous annonciez que la première opération de *crowdfunding* en faveur du patrimoine wallon avait eu lieu.

Il s'agissait, alors, de lever 3 000 euros afin de financer certains travaux du château de Thozée à Mettet. L'opération fut visiblement un succès, puisque la levée de fonds a permis de récolter 3 215 euros via le site My Major Company .

Je suis, pour ma part, un ardent défenseur du *crowdfunding*, et de son application à certains aspects de la vie publique. Je pense qu'il nous revient, à cet égard, de mettre en place un environnement fiscal et législatif qui permettra le développement de cet outil.

Cette opération est-elle demeurée isolée ou a-t-elle été suivie d'autres levées de fonds en faveur du patrimoine ? Pourquoi ? Le cas échéant, quels en ont été les résultats ?

Quel bilan tirez-vous de cette initiative ? Envisagez-vous de favoriser l'investissement privé dans notre patrimoine via le *crowdfunding* ?

Peut-on envisager une généralisation de l'opération ? Le recours au *crowdfunding* est-il envisageable dans le cadre d'une levée de fonds plus importante ? Je pense, par exemple, à certains aménagements qui pourraient être faits en faveur de sites tels que Bois-du-Luc ou encore les ascenseurs du Canal du Centre, des dossiers qui me sont particulièrement importants et sensibles.

Je vous remercie déjà pour vos réactions, sans omettre de vous faire part que des réflexions et des mesures sont prises au niveau fédéral dans le cadre du *crowdfunding*, mais sûrement pour des initiatives privées, et pas forcément pour des initiatives mixtes publiques et privées, et que nous avons mis en place des auditions, au niveau de la Communauté, au sein de la Commission du budget, pour avoir l'avis de professionnels.

Néanmoins, c'est au ministre que je m'adresse, et c'est auprès de lui que je souhaiterais avoir des réflexions et, en tout cas, son sentiment par rapport au sujet.

Mme la Présidente. - La parole est à M. le Ministre Prévot.

M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine. - Monsieur le Député, en matière de préservation du patrimoine, la dynamique locale est assez diversifiée en Wallonie. Vous le savez d'ailleurs, notamment parce que le nombre de biens classés ou d'intérêt « patrimonial » - entre primordial et patrimonial - est très variable d'une commune ou d'une ville à l'autre.

En outre, une commune ou une ville qui mise sur son patrimoine comme outil de développement touristique et économique aura certainement plus de ressources affectées à sa préservation.

En la matière, je constate que, au fil de mes contacts, que bien des responsables communaux n'ont pas toujours conscience de la richesse architecturale présente dans les cœurs de ville ou de village. Et au-delà des biens classés *stricto sensu*, d'autres édifices possèdent des qualités qu'il serait souhaitable de préserver pour l'image générale. Ici, nous sommes à la frontière des politiques du patrimoine et de l'aménagement du territoire.

Il est donc nécessaire de bien connaître son patrimoine bâti en se faisant accompagner, si nécessaire, par des professionnels, pour développer ensuite une politique plus globale de préservation.

À la demande des autorités communales, et dans son rôle de conseil, l'Institut du patrimoine wallon a entrepris l'exercice pour, par exemple, la Commune de Frasnes-lez-Anvaing, en 2010, mais aussi pour la Ville de Verviers, en 2012-2013. Dans les deux cas, le travail ne se substitue pas aux inventaires déjà existants, mais

doit apporter, aux services communaux, un outil d'aide à la décision pour les politiques communales futures.

J'ajoute, d'ailleurs – petite digression – que c'est précisément parce qu'il y a parfois un carrefour entre politiques du patrimoine et de l'aménagement du territoire que, d'une part, mes services sont, au sein de mon cabinet, largement impliqués, pour veiller à ce que le CoDT puisse aussi intégrer ses subtilités et que, d'autre part, nous allons amener, d'ici quelques mois, probablement courant 2016, le Code du patrimoine, en veillant à ce qu'il s'articule, évidemment, avec le CoDT. Cela constituera aussi un élément important de la politique que nous souhaiterons mener.

Les agents de l'administration sont également très présents sur le terrain, dans le cadre de l'inventaire du patrimoine immobilier culturel, des chantiers de fouilles préventives ou de restauration, comme vous le rappelez. On parle, ici, évidemment, du patrimoine immobilier culturel. Je n'ai pas caché, et je le redis, qu'à mon sens, si l'on veut vraiment parfaire la réforme de l'État avec des blocs homogènes de compétences, le transfert de la compétence du patrimoine mobilier de la Communauté vers la Région me paraîtrait, d'ailleurs, opportun.

Aujourd'hui, on n'a pas la capacité dans le cadre, par exemple, d'un édifice religieux qu'il conviendrait de classer, d'avoir un seul et unique interlocuteur, selon que le patrimoine soit mobilier incorporé, mobilier tout court, ou immobilier. Je n'ai pas le sentiment que le patrimoine mobilier soit nécessairement le premier enjeu de préoccupation de la Communauté française à ce stade, et donc il y aurait matière, entre nous, sans faire de mal à personne, d'avoir une politique plus cohérente en la matière.

Quant au *crowdfunding* lui-même, il est toujours possible de tenter des opérations au niveau communal, bien entendu en ayant conscience des limites de l'exercice, puisque les moyens financiers récoltés restent généralement modestes.

Vous avez rappelé l'exemple du château de Thozée, qui a été couronné de succès. On s'en réjouit, mais cela visait juste le financement d'un petit volet de son projet qui n'était pas couvert par la subvention à la restauration qui avait été octroyée.

Ceci étant, petit scoop : j'ai donné l'instruction, pas plus tard que la semaine dernière, à mes services, de, désormais, préparer un plan d'incitation au *crowdfunding* pour le petit patrimoine populaire de Wallonie.

Je pense qu'il n'y a pas de petites économies dans le contexte que l'on connaît, d'une part. D'autre part, cela concerne, évidemment, le petit patrimoine populaire : la potale, la chapelle, les éléments qui se trouvent au cœur du village, qui, parfois, ont donné le nom à un lieu-dit, à une place, qui sont le fruit d'une tradition, ou d'une

histoire. Cela serait assez cohérent dans le cadre d'une démarche de *crowdfunding*, d'autant que cela favoriserait, en outre, l'appropriation par le quartier avoisinant.

Nous allons aussi travailler en ce sens. C'est plus pertinent de faire le *crowdfunding* à l'égard du petit patrimoine populaire que de commencer à vouloir restaurer la cathédrale de Tournai par cette matière.

Par ailleurs, c'est d'ailleurs le centre culturel de Colfontaine – pour reprendre une autre illustration – qui a été aidé pour créer un compte de projets à la Fondation Roi Baudouin pour récolter des fonds. La démarche a permis de lancer le travail autour d'un auteur de projets, qui lui-même propose un mécénat de compétences pour la restauration de ce graphite de Paul Cauchie à la maison du peuple de Pâturage. Vous voyez qu'il y a déjà eu des illustrations très pratico-pratiques.

L'IPW essaye de tirer en ce moment même les leçons de ses premières expériences sur de modestes projets. Quant à utiliser cette technique pour des dossiers d'envergure comme le développement du Bois du Luc ou pour le canal du Centre, vous conviendrez que, si c'est à réfléchir, cela me paraît déjà tout réfléchi.

Nos voisins français, et singulièrement le Louvre ou le Centre des monuments nationaux, lancent régulièrement de telles opérations pour récolter des dons visant des éléments très précis, la restauration d'une peinture, d'une statue. Cela ne fait que conforter mon sentiment selon lequel le *crowdfunding* est pertinent lorsqu'il s'agit de petits éléments, mais pas quand on est face à des chantiers aussi titanesques que, par exemple, le canal du Centre.

Quoi qu'il en soit, les dynamiques locales peuvent bien prendre des formes différentes.

Soyez assurés du fait que, par ailleurs, je reste attentif à associer les forces vives associatives locales à toute démarche de sensibilisation de valorisation du patrimoine. C'est pour moi un relais indispensable pour les citoyens et décideurs.

D'ailleurs, c'est une volonté forte de ma politique de soutenir ces associations de terrain, puisque c'est souvent grâce à leur implication, tantôt bénévole, tantôt non, qu'une série de petits patrimoines, aux quatre coins de notre Wallonie, restent accessibles. Ce sont ces bénévoles qui ouvrent et qui ferment l'accessibilité aux lieux. Cela me semble important de rester cohérent en la matière. Je vous remercie.

Mme la Présidente. - La parole est à M. Destrebecq

M. Destrebecq (MR). - C'est moi qui vous remercie, Monsieur le Ministre, pour cette réponse non seulement complète, mais qui va en plus, semble-t-il, dans le bon sens. Je ne peux qu'appuyer votre démarche, votre réflexion. J'espère qu'ensemble, on pourra travailler

pour développer et pour multiplier encore de genre d'initiatives.

QUESTION ORALE DE M. CRUCKE À M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR « LE CLASSEMENT DES SECTEURS PAVÉS »

Mme la Présidente. - L'ordre du jour appelle la question orale de M. Crucke à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « le classement des secteurs pavés ».

La parole est à M. Crucke pour poser sa question.

M. Crucke (MR). - Monsieur le Ministre, c'est peut-être une question d'actualité face aux courses cyclistes que l'on appelle les courses cyclistes d'un jour. Elles font d'ailleurs la renommée de la Wallonie, il faut reconnaître également, de la Flandre. Parfois, pour des liens qui sont vraiment incrustés dans l'histoire même de nos classiques, que ce soient les Ardennaises où nous avons des parcours qui sont d'une difficulté extrême et qui couronnent la qualité du coureur qui peut arriver en haut du mur de Huy sans être tombé, mais avec un produit qui n'a pas été décelé.

Cela peut aussi être pour des éléments beaucoup plus géographiques que sont les pavés. Nous avons cette richesse de pavés que le nord de la France a également. Parfois, on nous envie d'ailleurs cette existence de pavés encore.

Je me suis intéressé à cela, parce que je suis en train de refaire une route pavée dans ma commune. Cela coûte un os, d'ailleurs, de refaire une route en pavée plutôt que de mettre du tarmac. Cela fait partie des beautés du coin qu'il faut sauvegarder. C'est comme cela que je me suis interrogé, en voyant le prix, sur le fait que, peut-être, vous pourriez classer cela.

On ne sait jamais, si demain, je ne suis plus bourgmestre, qu'un autre ait une autre idée, comme de mettre à la place des pavés, du tarmac. Je veux préserver cela en me disant que je sais aussi que beaucoup de cyclistes passent par là. Il s'exerce sur ces pavés pour pouvoir arriver en haut d'un effort physique très méritant.

En me renseignant, on m'a dit qu'il n'y avait pas de classement possible de secteur pavé, si ce n'est dans un cadre historique, bien défini. Nous ne sommes pas du tout dans le cas que j'évoque ici qui joindrait l'utile à l'agréable.

Je voulais avoir votre point de vue sur la chose. Pensez-vous que cette richesse de l'histoire du vélo, qui n'est peut-être alors plus lié uniquement à la pierre,

permettrait de modifier la législation, ou peut-être d'interpréter différemment.

Êtes-vous favorable à cela ou pensez-vous que non, le temps fait effet, le tarmac passe, après le tarmac, il y aura un autre recouvrement encore peut-être moins cher aussi ? Un jour, on ne saura plus qu'il y a des pavés, les coureurs cyclistes arriveront beaucoup plus vite en haut, mais avec un peu moins d'effort. La culture de l'effort permettrait-elle de modifier la législation ?

(Rires)

Mme la Présidente. - La parole est à M. le Ministre Prévot.

M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine. - Merci, Monsieur Crucke, pour votre délicate question. Monsieur le Député, un tronçon de voirie pavée peut fort bien être classé en Wallonie et il y en a plusieurs exemples. À Thuin, Profondeville, Fontaine-l'Évêque, Court-Saint-Étienne, pour illustrer mon propos. Les plus connus étant sans doute les rues pavées de la cité ouvrière du Grand-Hornu ou la place Saint-Georges de Limbourg.

Ils sont généralement inclus dans des sites classés ou des ensembles architecturaux, exceptionnellement protégés comme monument, s'il s'agit, par exemple, de voies ayant un caractère patrimonial particulier. En effet, pour justifier un classement, il faut que celui-ci réponde à plusieurs intérêts définis dans le CWATUPE et croisés avec les critères d'authenticité, de rareté, d'intégrité ou de représentativité.

L'intérêt sportif n'est pas encore inscrit, c'est vrai. L'intérêt patrimonial doit prévaloir, au risque de voir d'autres sportifs réclamer, eux aussi, la protection de voiries particulières, qu'il s'agisse de coureurs, de cavaliers ou de motards.

À ma connaissance, le « monument historique » que constitue le Paris-Roubaix et qui, semble-t-il, a été aussi un des éléments inspirants votre question, ne contient pas de secteurs protégés sur un plan patrimonial, mais son renom est tel qu'il est entretenu par les communes concernées et par le département du Nord, vu les retombées positives pour le territoire traversé.

Je pense qu'en cette matière comme en d'autres, il est bon de cultiver sa singularité. Si les secteurs pavés constituent l'une des principales caractéristiques des courses flamandes, dont le fameux « mur de Grammont », nous avons en Wallonie le « mur de Huy », jalonné de chapelles classées vers Notre-Dame de la Sarthe. Et Liège-Bastogne-Liège n'a pas besoin d'être classée pour continuer à tenir le « haut du pavé » dans la culture cycliste internationale.

Mme la Présidente. - La parole est à M. Crucke.

M. Crucke (MR). - Je remercie Monsieur le Ministre pour sa réponse. Je comprends parfaitement la logique de la réponse. Je rêvais peut-être en imaginant que le pays des collines pouvait être considéré comme un ensemble architectural très particulier.

Ce sera peut-être pour demain ou après-demain. On verra cela un autre jour.

QUESTION ORALE DE MME VIENNE À M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR « LES TRAVAUX DE RESTAURATION DE LA CATHÉDRALE DE TOURNAI »

Mme la Présidente. - L'ordre du jour appelle la question orale de Mme Vienne à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « les travaux de restauration de la cathédrale de Tournai ».

La parole est à Mme Vienne pour poser sa question.

Mme Vienne (PS). - Monsieur le Ministre, d'emblée, je voudrais vous dire que l'on ne compte pas tellement sur le *crowdfunding*, mais beaucoup sur vous.

(Rires)

Je ne referai pas tout l'historique de la cathédrale de Tournai. Vous savez qu'elle fait partie des cathédrales européennes prestigieuses. Vous savez qu'un schéma directeur en 2005-2006 a prévu une restauration globale sur 20 ans. Il y a eu un accord-cadre. En 2012, il y a eu un avenant. J'en viens directement à ce que je souhaite.

Actuellement, les études préalables sur le chœur gothique sont en cours. Dans les mois à venir, les résultats des études phytosanitaires des charpentes, de stabilité ou encore sur l'état des vitraux et de leurs serrureries seront connus. Arriveront donc très vite les questions concernant la poursuite de la restauration.

L'échéance 2017, c'est demain. Au cours de cette législature, la question de la poursuite de la restauration qui concernera cette fois le chœur gothique de la cathédrale de Tournai représentant le dernier tiers du bâtiment se posera. C'est avec un souci de continuité des travaux et de pérennité du bâtiment que je me permets de vous interroger aujourd'hui.

Avez-vous déjà pu analyser la contribution que pourrait apporter la Région aux suites de la restauration de l'édifice ? Est-il possible d'envisager qu'un nouvel avenant à l'accord-cadre soit accordé par le Gouvernement permettant ainsi d'enchaîner les travaux dans une logique de restauration globale du bâtiment ?

Mme la Présidente. - La parole est à M. le Ministre Prévot.

M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine. - Madame la Députée, parlons peu, mais parlons bien. S'agissant de la restauration de la cathédrale de Tournai, il est vrai que la Wallonie, par le biais du département du patrimoine de mon administration, assure un suivi très étroit sur la restauration de l'édifice, à la fois dans le cadre du certificat de patrimoine, lors de l'élaboration des dossiers de restauration, que lors de l'exécution des chantiers eux-mêmes.

Ce suivi sera maintenu dans le futur, notamment par la présence de l'archéologue chargé d'effectuer les relevés architecturaux indispensables au dossier de restauration.

Le certificat de patrimoine en cours étudie la restauration du cœur gothique. L'état d'usure des pierres et les questions de stabilité générale retiennent l'attention, mais le maximum sera fait pour finaliser le cahier des charges en 2017.

À ce jour, il est impossible de communiquer un montant global des travaux, bien que les estimations du schéma directeur se soient toujours avérées plus ou moins exacts une fois mis à jour. Par an, il faut compter 2,5 % pour la révision et 2,5 % pour le vieillissement.

Sachant que ce nouveau chantier devra également s'étaler sur quelques années, il est clair que l'idée d'une prolongation de l'accord-cadre semble, a priori, la meilleure solution pour assumer ces futurs travaux. Soyons clairs, à l'heure où je vous parle, je n'ai pas de capacité financière de garantir quelconque nouvel accord-cadre. Une chose est certaine, c'est que celui qui est en cours se termine en 2017 ; une autre est qu'il serait souhaitable que cela se poursuive après 2017 ; la troisième est que je n'ai aucune certitude aujourd'hui de pouvoir la prolonger au-delà de 2017 compte tenu des contraintes budgétaires auxquelles je suis astreint dans le contexte que l'on connaît quant à l'état financier de notre Région.

Mme la Présidente. - La parole est à Mme Vienne.

Mme Vienne (PS). - Il reste à espérer qu'une embellie dans le ciel financier de la Région permettra de poursuivre les travaux entamés, parce que ce serait un peu absurde d'arrêter là.

(Mme Vienne, doyenne d'âge, prend place au fauteuil présidentiel)

**QUESTION ORALE DE M. BOUCHEZ À
M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX
PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION
SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR
« L'AVENIR DU PATRIMOINE INDUSTRIEL
WALLON »**

Mme la Présidente. - L'ordre du jour appelle la question orale de M. Bouchez à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « l'avenir du patrimoine industriel wallon ».

La question est retirée.

**QUESTION ORALE DE MME KAPOMPOLE À
M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX
PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION
SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR
« L'URGENCE PSYCHIATRIQUE »**

Mme la Présidente. - L'ordre du jour appelle la question orale de Mme Kapompole à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « l'urgence psychiatrique ».

La parole est à Mme Kapompole pour poser sa question.

Mme Kapompole (PS). - Monsieur le Ministre, en matière d'urgence psychiatrique et plus particulièrement de santé mentale, vous le savez, les services sont régulièrement engorgés. L'idée, par rapport à une réforme en la matière, était d'avoir un suivi médical approprié à domicile et de permettre aux patients de ne pas être trop éloignés de leur monde, à la fois le monde social et le monde professionnel.

Cet objectif de soins à long terme est rencontré par la mise en place du dispositif des équipes mobiles que vous connaissez bien. Elles ne font pas de l'urgence psychiatrique, mais de véritables soins sans hospitalisation du patient.

Partant de ce constat, je constate, au niveau du centre hospitalier universitaire et psychiatrique de Mons-Borinage, que nous n'avons pas, comme d'autres centres hospitaliers wallons – je cite van Gogh à Charleroi, mais je pense qu'il y en a d'autres – un véritable service d'urgences psychiatriques.

L'hôpital aigu travaille en étroite collaboration avec l'hôpital psychiatrique au sein de l'intercommunale, mais je voudrais aller plus loin par rapport à l'idée d'avoir un service d'urgences psychiatriques au sens strict du terme.

Je voulais vous demander, par rapport à cette émergence de différents services d'urgences

psychiatriques, qu'en est-il pour la région de Mons-Borinage ?

Mme la Présidente. - La parole est à M. le Ministre Prévot.

M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine. - Madame la Députée, la réforme des soins psychiatriques, mettant notamment en place des équipes mobiles, n'a pas de lien direct avec le nombre de demandes auprès des services de santé mentale qui sont, comme vous le constatez, souvent engorgés. La réforme a effectivement pour objectif de permettre aux patients dits « psychiatriques » de maintenir leur place, familiale, sociale et professionnelle, le plus longtemps possible avec les soutiens adéquats et d'éviter les hospitalisations. Les équipes mobiles et les autres fonctions intensifient et complètent l'action importante des services de santé mentale.

Les usagers des services de santé mentale ne sont pas les mêmes que ceux qui poussent la porte des services d'urgence, en tout cas pas pour les mêmes raisons ni au même moment. Et les situations qui peuvent être prises en charge par les autres prestataires, dont certaines de ces situations par des équipes mobiles 2A, pour les interventions assertives, ou 2B, pour les situations plus chroniques, relèvent parfois de la crise, mais rarement de l'urgence.

La Wallonie dispose actuellement de 50 services d'urgence spécialisés organisés au sein des hôpitaux généraux par des fonctions SUS, soins urgents spécialisés. Dans chaque fonction SUS, le médecin qui assure la permanence doit pouvoir faire appel à tout moment et selon des modalités établies à différents spécialistes, dont un spécialiste en neuropsychiatrie.

Sachez également qu'en dehors de l'urgence, un index de lits IB destiné au traitement intensif de patients psychiatriques a été créé et des lits de crise existent également via des projets pilotes fédéraux.

Le cas de l'hôpital Vincent van Gogh est particulier. En effet, il s'agit d'un ancien projet pilote relevant de la compétence fédérale. Actuellement, les projets pilotes et leur financement relèvent toujours de la compétence fédérale.

Toutefois, la question que vous posez reste pertinente et apparaîtra peut-être dans le cadre de l'évaluation en cours des projets 107. Le fonctionnement en réseaux de soins devra encore être amélioré, notamment quant à la collaboration entre services hospitaliers. Je serai attentif à la prise en compte de l'urgence psychiatrique dans la région de Mons-Borinage.

Mme la Présidente. - La parole est à Mme Kapompole.

Mme Kapompole (PS). - Je remercie M. le Ministre, notamment pour sa dernière phrase, à savoir l'attention particulière qu'il aura par rapport à cette région ainsi qu'à l'ensemble de la Wallonie, certainement.

J'entends bien la différence qu'il y a entre situation de crise et situation qui relève de l'ordre de l'urgence. En effet, il y a la possibilité, dans un service d'urgence comme celui que je connais particulièrement, d'avoir accès très rapidement à un psychiatre. Il y a aussi cette logique de garde psychiatrique. Je suis convaincue qu'il y a des différences.

Je serai très attentive au résultat de l'évaluation des projets 107. Il me semble qu'il y a des recouvrements et que l'on retrouve des usagers, des services, des unités mobiles, qui, pour l'une ou l'autre raison, sont les mêmes à se retrouver dans le cadre des services d'urgence. Je voudrais aller plus loin dans l'analyse, mais elle pourra se faire de façon pertinente dans le cadre de cette évaluation que vous nous avez indiquée.

**QUESTION ORALE DE MME KAPOMPOLE À
M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX
PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION
SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR
« L'AVENIR DES PROJETS 107 »**

**QUESTION ORALE DE MME KAPOMPOLE À
M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX
PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION
SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR « LE
FINANCEMENT DES CENTRES DE
RÉÉDUCATION FONCTIONNELLE DANS LE
CADRE DES PROJETS 107 RELATIFS À LA
SANTÉ MENTALE »**

**QUESTION ORALE DE MME TROTTA À
M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX
PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION
SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR « LA
RÉFORME DES SOINS DE SANTÉ MENTALE À
DESTINATION DES ENFANTS ET DES
ADOLESCENTS »**

Mme la Présidente. - L'ordre du jour appelle les questions orales à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine :

- de Mme Kapompole, sur « l'avenir des projets 107 » ;
- de Mme Kapompole, sur « le financement des centres de rééducation fonctionnelle dans le cadre des projets 107 relatifs à la santé mentale » ;
- de Mme Trotta, sur « la réforme des soins de santé mentale à destination des enfants et des adolescents ».

La question de Mme Trotta est retirée.

La parole est à Mme Kapompole pour poser ses questions.

Mme Kapompole (PS). - Monsieur le Ministre, je voulais faire le point avec vous dans le cadre de ces questions sur l'évolution de la politique en matière de santé mentale au niveau wallon, même si cette évolution concerne des réformes qui ont d'abord été décidées au niveau fédéral. On le sait, on l'a encore vu dans les dernières sorties sur la santé mentale pour les enfants et les adolescents, que tous les ministres des entités fédérées sont associés à cette démarche.

Vous connaissez cette réforme, vous l'avez indiqué précédemment, relative à la santé mentale en Belgique et plus particulièrement les projets 107, issus de l'article 107 de la loi sur les hôpitaux.

Cinq fonctions doivent être développées dans le cadre de ces projets pour assurer des meilleurs soins destinés à la maladie mentale. Parmi ces cinq fonctions :

- la prévention ;
- l'unité mobile – on a parlé d'équipe mobile ;
- l'insertion socioprofessionnelle ;
- l'intensification de l'hospitalisation ;
- l'habitat protégé.

Deux fonctions concernent le niveau fédéral, mais trois relèvent des compétences régionales, donc la nécessité d'avoir cette coordination et cette cohérence entre le niveau régional et le niveau fédéral.

À l'aube d'une structuration définitive de ces projets, puisque la volonté, d'après ce que j'ai compris, est de tout structurer pour le 31 décembre 2015, le secteur s'inquiète notamment de ne pas suffisamment être associé à cette volonté législative. Cela ne relève pas de vos compétences directement, en tout cas pour une partie des matières, mais j'avais tout de même différentes questions.

D'abord, je voulais savoir, en termes d'évaluation – vous l'avez dit, une évaluation doit se faire – avez-vous déjà une idée des conséquences de celle-ci ? Je suppose qu'il faut de toute façon l'attendre avant d'en savoir un peu plus.

En tout cas, avez-vous eu l'occasion d'entamer des négociations en la matière avec le Fédéral ? Si oui, peut-on considérer que les fonctions deux et quatre qui relèvent du Fédéral le resteront ? Avez-vous déjà une vision en la matière par rapport à ces modifications ?

Y aura-t-il un maintien des financements ? Peut-on déjà le dire ? Quelle politique de santé d'ailleurs pourra être mise en place, au niveau wallon, par rapport aux fonctions qui concernent notre niveau de pouvoir ?

Il y a également des questions qui concernent les remboursements et notamment les remboursements

«mutuelle» qui inquiètent le secteur. Donc quelles mesures peuvent-elles être prises pour inviter les mutuelles à uniformiser le système des remboursements inhérents à la santé mentale ?

Plus spécifiquement, dans le cadre de votre compétence en matière d'action sociale, ne serait-il pas opportun d'augmenter les synergies entre le programme santé et plus spécifiquement les projets 107 et les institutions œuvrant en matière de handicap ? Ce qui revient du terrain et on en parle régulièrement ici, c'est que peu d'institutions en Wallonie, et particulièrement en Hainaut, peuvent accueillir les personnes en situation de handicap souffrant également de maladies mentales, qu'elles soient chroniques ou temporaires.

J'avais une deuxième question dans cette même logique. Je parlais des statistiques établies au niveau européen qui montrent bien que la Belgique, bien qu'elle ait renforcé ces dernières années une offre de soins en santé mentale assez diversifiée, via différents services que ce soient les maisons de soins psychiatriques, les initiatives d'habitations protégées, les soins psychiatriques pour personnes séjournant à domicile – on a parlé des différents projets – la Belgique, malgré cela, possède encore l'un des ratios les plus élevés en termes de nombre de lits psychiatriques par habitant : pour 100 000 habitants, nous avons 152 lits.

On le voit, il y a une évolution, parce que différents indicateurs montrent que cette offre importante en lits hospitaliers ne répond pas nécessairement à l'évolution des besoins et que les durées d'hospitalisation importantes entraînent souvent des difficultés en termes de réinsertion sociale. On le disait tout à l'heure, le monde social, le monde professionnel, faire en sorte que la personne s'éloigne trop de ses mondes, forcément, a des conséquences, des impacts dommageables en termes de réinsertion par la suite.

Il est vrai aussi qu'il semble difficile pour un certain public d'accéder aux soins en santé mentale de par cette offre importante. Le SPF Santé avait, après toute une série de constats, décidé d'initier, avec les différentes autorités concernées, cette réforme globale des soins en santé mentale et toute la dynamique des projets 107.

Pour celui que je connais plus particulièrement, c'est une collaboration entre le Chêne aux Haies mais aussi l'hôpital psychiatrique Saint-Jean-de-Dieu à Leuze, ainsi que l'hôpital psychiatrique Saint-Charles à Wez-Velvain, ce qui montre aussi la capacité des différents réseaux à travailler ensemble ; candidature d'ailleurs qui avait été retenue lors de la Conférence interministérielle en juin 2011. Pour compléter le dispositif, l'idée était vraiment d'avoir un centre de rééducation fonctionnel. Ce type de service était absent sur le territoire concerné, or indispensable si l'on veut rencontrer la fonction trois du projet 107, à savoir l'insertion professionnelle, l'inclusion sociale pour les personnes présentant des troubles en santé mentale.

Le centre de rééducation fonctionnelle Impulso, pour ses opérateurs, a pu être lancé. Il a vu le jour en mai 2014. Le budget réservé par l'INAMI pour le centre et communiqué à celui-ci à l'époque s'élève tout de même à plus de 534 000 euros. Mais on le voit, la mise en service, et surtout la pérennité de ce type de service essentiel pour l'équilibre et la cohérence du dispositif global, pose difficulté. Par exemple, le financement public n'inclut pas d'aspect anticipatif, alors que l'on est censé développer le projet sur le long terme.

Le centre de rééducation fonctionnelle n'a pas de possibilité d'obtenir des garanties bancaires. Pourquoi ? Parce qu'il n'a pas de possibilité pour le faire eu égard à son mode de financement. Comment cela se passe-t-il ? Forcément, on s'appuie sur les hôpitaux promoteurs du projet. Je vous l'ai dit, il y a différents hôpitaux et donc heureusement, eux via une activation sur leurs fonds propres peuvent intervenir.

Ma question c'est qu'avec la sixième réforme de l'État, avec ce transfert de compétences, avec le fait qu'une partie des fonctions sont de toute façon gérées par le niveau wallon, même si le reste demeure au niveau fédéral, il était vraiment intéressant pour nous de savoir et de pouvoir revenir vers le secteur avec des réponses spécifiques, d'ailleurs pas uniquement pour le centre de rééducation fonctionnelle Impulso. Je pense que tous les centres créés en Wallonie dans le cadre des projets 107 ont certaines difficultés notamment pour leurs besoins de trésorerie. Je pense que c'est le cas au centre de rééducation fonctionnelle de Namur, également pour celui de la région du Centre, et donc mes questions relèvent vraiment de cet aspect-là.

La Wallonie a-t-elle bien bénéficié ou peut-elle bien bénéficier du transfert de l'intégralité des fonds réservés – parce qu'apparemment il y a des fonds réservés – par l'INAMI pour assurer le financement des centres de rééducation fonctionnelle qui sont créés dans le cadre des différents projets 107 développés sur le territoire wallon ?

Dans l'affirmative, quelle procédure envisagez-vous de développer avec votre administration pour assurer à ces centres de rééducation fonctionnelle l'octroi des fonds qui leur ont été réservés dès 2011 et au-delà ? Quel processus de rattrapage pourrait-il être envisagé, permettant à ces structures d'asseoir dans les meilleurs délais leur autonomie financière ?

D'une façon plus générale, je voulais, par le biais de ces deux questions, faire le point sur ces différentes réformes qui certes ont été initiées par le niveau fédéral, et on le voit, j'utilise forcément des termes et des outils qui relèvent du niveau fédéral, mais qui doivent se développer par notre Région, de plus en plus fortement, dans le cadre de la sixième réforme de l'État et aussi par rapport à la cohérence que l'on aurait sur notre territoire à aller plus loin dans le cadre de ces projets.

Mme la Présidente. - La parole est à M. le Ministre Prévot.

M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine. - Madame la Députée, merci pour cette longue interrogation autour, c'est vrai, de la santé mentale de manière générale. Vous vous êtes fait le relais de nombreuses interrogations de la part d'acteurs du secteur et légitimement je vais tenter d'y apporter les réponses que j'espère les plus satisfaisantes pour apaiser leurs craintes et pour connaître un petit peu quelle est la ligne suivie.

En ce qui concerne les projets 107, le processus de réforme de la santé mentale est entamé en Belgique depuis les déclarations interministérielles conjointes de 2002 et de 2004 et les premiers accords permettant d'implémenter l'article 107 de la loi sur les hôpitaux datent de septembre et de décembre 2009.

Dès le départ, les Communautés et les Régions se sont engagées aux côtés de l'autorité fédérale dans un processus de changement ambitieux qui implique l'ensemble des acteurs des secteurs des soins en santé mentale.

Dès le départ, les Communautés et Régions se sont engagées, au côté de l'autorité fédérale, dans un processus de changement ambitieux, qui implique l'ensemble des acteurs du secteur des soins en santé mentale.

L'organisation des soins en santé mentale et de prise en charge des personnes en souffrance psychique est amenée à un changement progressif. La réforme veut favoriser des soins en santé mentale mieux coordonnés, car davantage centrés sur la demande et les besoins des personnes en souffrance psychique, partant de leurs conditions concrètes de vie, d'apprentissage et/ou de travail.

Le processus d'évaluation des projets existants est actuellement en cours. Mon cabinet est amené à participer à cette démarche, même si c'est au niveau fédéral que les expertises sont concentrées sur ce travail.

Une première étape évaluative a été réalisée par une étude conjointe intitulée *Évaluation de la réforme : vers de meilleurs soins en santé mentale (Article 107)*, réalisée par la Lucas de la KUL, la VUB et l'UCL. Il s'agit, essentiellement, d'une évaluation globale, qui devrait être approfondie par la suite.

Les conclusions qui vont se dégager de ces évaluations auront une incidence sur l'organisation des soins de santé mentale, surtout si l'on considère que la réalité du travail en réseau n'est pas l'apanage des seuls projets fédéraux. Nous souhaitons que l'analyse et l'évaluation nous apportent des éléments d'ordres tant qualitatifs que quantitatifs, qui auront probablement des incidences sur les différentes fonctions. Concernant les fonctions 2, que vous évoquiez – équipes mobiles – et 4

– renforcement des soins hospitaliers – elles relèvent encore du financement des hôpitaux. Le transfert de celui-ci vers les Communautés n'est pas à l'ordre du jour.

L'égalité dans l'accès aux soins pour nos citoyens est un objectif qu'il nous faut, sans cesse, réaffirmer. Et vous apportez un élément intéressant, car un des aspects pouvant favoriser cette égalité réside dans la transparence et la qualité des remboursements. Concernant le remboursement des prestations de santé réalisées spécifiquement par les pédopsychiatres et les psychiatres, je vous rappelle qu'il relève de l'assurance maladie-invalidité.

Par rapport à votre dernière question, qui rejoint l'exercice de la fonction 5 – accès au logement des réseaux de soins – je peux vous dire que, dorénavant, les patients souffrant d'un double diagnostic, c'est-à-dire de handicap mental et de pathologie mentale, sont inclus dans les trajets de soins mis en place par les projets dits « 107 », ce qui constitue le début d'une meilleure intégration progressive des secteurs du handicap et de la santé mentale. Ce mouvement devra s'intensifier dans les années à venir, bien évidemment.

Je me réjouis qu'un Centre de rééducation fonctionnelle (CRF) soit venu compléter le dispositif du réseau porté par l'ensemble des partenaires du secteur de la santé mentale du projet 107 au sein de la Province de Hainaut.

La sixième réforme de l'État a permis le transfert de certaines conventions INAMI du Fédéral vers les Régions et Communautés, et ses modalités ont été établies dans un Protocole santé publique et soins de santé. Font partie du transfert, notamment les Centres de réadaptation ambulatoire, ou CRA – 965 – et les Conventions de rééducation psychosociale pour adultes – 772 – y compris les nouveaux centres qui se mettent en place dans le cadre de la réforme 607.

Le protocole prévoit les modalités de gestion et d'exécution de la réglementation et de tous les effets qui en résultent, pendant la période transitoire, pour la rééducation fonctionnelle. La période transitoire s'étend du 1er juillet 2014 au 31 décembre 2017.

Il en résulte, pour répondre à vos questions, que nous sommes dans une période durant laquelle la gestion des budgets afférents à ce type d'opérateurs incombe toujours à l'INAMI. Toutefois, l'intégralité des budgets réservés par l'INAMI pour le financement de ces nouveaux CRF est garantie. Les enveloppes annuelles seront déterminées sur base du personnel effectivement employé. Le retard lié aux procédures pour obtenir l'accord de facturation, quant à lui, fera l'objet de montants de rattrapage.

Enfin, je vous confirme, si besoin en est, qu'il me tient à cœur de soutenir la réforme des soins en santé

mentale pour la plus-value qu'elle apporte, par son approche globale et intégrée, de toutes les composantes des soins et de l'aide apportés en vue du rétablissement de la personne en souffrance psychique. Il me semble que les CRF ont un rôle évident à jouer dans cette optique, puisqu'ils proposent une prise en charge de proximité.

Je veillerai également à ce que le secteur des assuétudes soit davantage associé à la dynamique fonctionnelle des réseaux. J'ai, d'ailleurs, rencontré FEDITO, hier, qui se faisait porte-parole des tous ces enjeux de la toxicomanie et des assuétudes, et dont l'une des premières inquiétudes est précisément de ne pas se retrouver suffisamment représenté, y compris dans la fonction consultative qui verra le jour, en marge du futur OIP, par le secteur de la santé mentale, estimant qu'à l'instar de celui-ci, la question des assuétudes demande une approche bien plus spécifique.

Enfin, pour ce qui concerne la réforme des soins en santé mentale pour les enfants et les adolescents, je vais apporter les éléments de réponse suivants.

Le 30 mars dernier, lors de la Conférence interministérielle, les ministres de la Santé ont approuvé le *Guide vers une nouvelle politique de santé mentale pour enfants et adolescents*, politique qui a pour objectif de mettre davantage les jeunes au centre de la dynamique.

La réforme a pour ambition l'intégration et la continuité des actions de tous les acteurs de soins concernés. Elle prévoit de renforcer l'ambulatoire, pour favoriser le maintien de l'enfant ou du jeune dans son cadre de vie, sans exclure les alternatives résidentielles et autres lieux d'accueil de crise, lorsque cela s'avère nécessaire. Elle veut améliorer la prévention et la détection précoce des problèmes psychiques et psychiatriques pour éviter que des situations ne s'enlisent ou ne s'aggravent. Cette réforme prend résolument en compte l'environnement de vie des enfants et des jeunes ainsi que les déterminants de la santé.

Les autorités compétentes au sein de la Conférence interministérielle Santé ont convenu de mieux coordonner ce qui peut l'être au niveau de leurs moyens, pour que le plan d'action se réalise progressivement.

Le plan national est le fruit d'un travail de réflexion approfondie, qui s'est appuyé sur l'expérience du secteur. Les grandes lignes sont inspirées, entre autres, des rapports de l'Organisation mondiale de la santé, des avis du Centre d'expertise fédéral pour la santé publique et du Conseil national des établissements hospitaliers. Chaque niveau de pouvoir devra s'y investir selon ses compétences, ses capacités et ses priorités.

En ce qui concerne les maisons de l'adolescent, la DPR engage le Gouvernement à encourager, en

concertation, avec la Fédération Wallonie-Bruxelles, le rassemblement de structures publiques et associatives existantes en maisons de l'adolescent .

Il existe déjà, en Wallonie, plusieurs initiatives de ce type. À Charleroi, il y a la Mado, au sein de la cité de l'enfance, qui s'adresse aux adolescents présentant des problèmes d'assuétudes, en décrochage scolaire, ou rencontrant des soucis familiaux ou juridiques. La Province de Liège a également développé l'initiative Openado, qui regroupe, dans un même lieu, différents services et initiatives concernant les jeunes, la famille, mais aussi les professionnels des secteurs psycho-médico-sociaux. Huit antennes ont été ouvertes en Province de Liège.

En France, les maisons de l'adolescent sont soutenues, depuis 2005, par l'État. L'objectif de ces maisons est, le plus souvent, d'être un lieu d'accueil qui permet de réorienter le jeune vers la structure la plus appropriée pour une prise en charge spécifique.

Si des maisons de ce type doivent se développer en Wallonie, il est évident que cela devra se faire en tenant compte de la réforme des soins de santé mentale pour enfants et adolescents, et ce, après une analyse des besoins et des attentes dans nos grandes villes, mais aussi compte tenu des balises budgétaires disponibles.

Mme la Présidente. - La parole est à Mme Kapompole.

Mme Kapompole (PS). - Je souhaiterais remercier M. le Ministre, puisqu'il me donne des éléments de réponse importants, qui étaient vraiment recherchés par le secteur.

Il m'a également donné toute une série d'informations sur la poursuite de la politique en matière de santé mentale, avec vraiment ce focus sur les enfants et les adolescents, qui relève, à mon sens, d'une logique se référant à un travail à réaliser sur les générations futures.

Je demanderai des informations par rapport à tout ce qui concerne les documents, les protocoles, par rapport au transfert des budgets INAMI. Je le ferai peut-être dans le cadre d'une question écrite. Ce sont des documents qui permettront à l'analyse de revenir vers M. le Ministre sur cette matière qui est vraiment passionnante.

(Mme Kapompole, Présidente, reprend place au fauteuil présidentiel)

ORGANISATION DES TRAVAUX

(Suite)

Mme la Présidente. - Pour nos travaux, pour remettre un petit peu chacun devant les perspectives,

que dites-vous que d'essayer de terminer le volet santé avant de partir en commission conjointe, qui démarre à 13 heures ? On va avoir du mal à y arriver, je vous le dis tout de suite. Qu'en pensez-vous ? Est-ce possible ?

La parole est à M. Daele.

M. Daele (Ecolo). - Madame la Présidente, étant donné qu'il vous reste une demi-heure, je ne sais pas si l'on pourra déjà épuiser tout le sujet. Étant donné que nous-mêmes, nous sommes amenés à participer à l'autre commission, qui débute à 13 heures, il va falloir trouver aussi un petit moment pour pouvoir se caler une tartine.

Je pense que, peut-être avec les députés qui souhaitent rester, qui ne participeront pas à la commission conjointe et qui souhaite poser leurs questions, on peut se dire : « Continuons ! ». Si d'autres veulent aller manger un petit quelque chose avant de participer à la commission, je propose que l'on ne les empêche pas de poser leurs questions à la reprise, par la suite. Donc, ne clôturez pas le volet que nous sommes en train de traiter.

Mme la Présidente. - Si je comprends bien, on ne terminera pas le volet « santé », parce qu'en une demi-heure, cela risque d'être compliqué. On va essayer de prendre encore quelques questions. Monsieur le Ministre est vraiment à notre disposition. On essaiera d'arrêter quand même pour permettre aux uns et aux autres, en une dizaine de minutes, de manger un bout avant de reprendre.

INTERPELLATIONS ET QUESTIONS ORALES

(Suite)

QUESTION ORALE DE M. LEFEBVRE À M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR « LE RENOUVELLEMENT DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ (CSPS) »

Mme la Présidente. - L'ordre du jour appelle la question orale de M. Lefebvre à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « le renouvellement du Conseil supérieur de la promotion de la santé (CSPS) ».

La question est retirée.

**QUESTION ORALE DE MME SCHYNS À
M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX
PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION
SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR « LES
JEUNES ET LES JEUX DE HASARD »**

Mme la Présidente. - L'ordre du jour appelle la question orale de Mme Schyns à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « les jeunes et les jeux de hasard ».

La parole est à Mme Schyns pour poser sa question.

Mme Schyns (cdH). - Monsieur le Ministre, le mois dernier, j'ai interrogé la ministre de la Jeunesse, au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, sur les jeux de hasard et sur leur succès chez les jeunes. Elle m'a confirmé que la prévention des dépendances était des compétences strictes de la Jeunesse, mais que les compétences de la jeunesse, en matière de prévention des assuétudes, étaient maintenant de votre ressort. C'est pour cette raison que je viens vers vous.

Je pense qu'avec Internet, la télévision numérique et la téléphonie mobile, les jeux de hasard sont accessibles bien plus aujourd'hui qu'il y a cinq ou dix ans. Il y a un chiffre interpellant : au sein de l'Union européenne, il y a un taux de croissance annuelle de 15 %.

Il y a beaucoup de pièges avec ces jeux de hasard, notamment des dérives, telles que l'endettement. Une étude du CRIOC de 2010 portait sur la dépendance des jeunes aux jeux d'argent. Apparemment, entre 10 et 17 ans, il y a plus d'un jeune sur sept qui joue pour de l'argent. Cela, c'était en 2010.

J'avais demandé à la ministre de la Jeunesse si elle avait des chiffres plus récents. Pour le moment, il n'y a pas d'autres études réalisées. Il faut quand même savoir que la loi interdit aux jeunes de moins de 18 ans de prendre part à ces jeux. On se rend compte, pourtant, encore aujourd'hui, qu'il y a des jeunes qui consacrent 32 euros par mois aux jeux de hasard. Ils jouent deux fois par semaine, en moyenne.

Différents outils existent. Le ministre m'en a parlé. Je pense que ces outils doivent être davantage diffusés. C'est parfois un peu le problème des outils de prévention ; on ne les diffuse pas assez.

J'ai trois questions pour vous. Comment peut-on mettre en place des actions préventives au profit du groupe à risque des jeunes ? Y a-t-il une coordination prévue avec la Fédération Wallonie-Bruxelles pour avoir des actions globales de prévention ? Envisagez-vous, puisque, maintenant, la prévention des assuétudes est devenue une compétence régionale, une campagne de sensibilisation sur le sujet, avec comme thème, les jeux de hasard, mais vraiment à destination d'un public jeune ?

Je vous remercie.

Mme la Présidente. - La parole est à M. le Ministre Prévot.

M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine. - Madame la Députée, pour commencer, je me permets de faire le point sur la problématique avec les données à disposition. Vous avez raison d'insister sur le fait qu'elles ne sont pas nécessairement toujours les plus neuves.

La meilleure source de données sur les comportements des jeunes dont nous disposons est l'enquête HBSC, *Health Behaviour in School-aged Children*, qui est réalisée tous les quatre ans, sous l'égide de l'OMS. Elle s'adresse à un échantillon représentatif d'enfants et de jeunes de 10 à 20 ans. La dernière enquête date de 2014, mais les données ne sont pas encore disponibles.

Les données de 2010, elles, le sont, mais il n'y en a aucune spécifique sur les jeux de hasard, cet usage ne semblant pas être très répandu parmi les jeunes, en tout cas, au moment où, en 2010, on a considéré qu'il convenait ou pas de l'étudier. Gageons que ma réponse pourrait être différente pour cette étude 2014, ce qui signifierait que c'est un aspect qui a été analysé par l'OMS. Je ne suis cependant pas en capacité de pouvoir vous le confirmer à l'instant où je vous parle.

En termes d'action, sous la précédente législature, des points d'appui assuétudes ont été mis en place via les centres locaux de promotion de la santé, dans un rôle de liaison entre les écoles et les associations actives en matière de prévention des assuétudes.

L'addiction aux jeux de hasard les concerne relativement peu, puisque l'accès aux jeux de hasard est interdit aux mineurs. Il s'agit, là, d'une compétence fédérale.

Les points d'appui assuétudes ont acquis une bonne connaissance, tant des acteurs scolaires – prioritairement les écoles secondaires – que des acteurs de prévention. Ces contacts ont permis aux écoles de trouver des réponses à leurs inquiétudes. Ce projet sera, bien entendu, poursuivi.

Par ailleurs, la Commission des jeux de hasard est très active, tant au niveau du respect des règles de la mise à disposition de ce genre de jeux que de la protection des joueurs. Elle a d'ailleurs édité un *folder* d'informations, disponible en plusieurs langues, et produit une campagne à l'attention des jeunes, intitulée « Bluff ! », qui comporte un dossier pédagogique, un film et un jeu de société éducatif.

Cet outil est disponible gratuitement pour toutes les écoles ou associations de prévention qui en font la demande. Je ne doute pas que si des initiatives locales devaient aussi voir le jour, il y serait répondu favorablement.

La commission a également créé une page Facebook et un site spécifique.

Je terminerais en disant qu'il serait nécessaire d'éclaircir, prochainement, certaines ambiguïtés demeurant dans la répartition des compétences transférées à la Fédération Wallonie-Bruxelles et à la Région wallonne. Les règles d'accès aux jeux de hasard restent de la compétence fédérale. La prévention de la santé des mineurs, y compris en matière d'assuétudes, est de la compétence de la Fédération, mais faut-il, pour autant, défendre une approche différente pour les jeunes et les adultes concernant l'addiction aux jeux ?

Un contact sera pris avec la ministre de la Fédération Wallonie-Bruxelles en charge de l'ONE, afin de garantir des actions de prévention qui soient les plus pertinentes possible. Je m'en réjouis déjà.

Mme la Présidente. - La parole est à Mme Schyns.

Mme Schyns (cdH). - Je vous remercie pour votre réponse. Je pense que, peut-être que d'ici six mois, on aura des chiffres plus précis, qui nous donneront une idée de l'ampleur.

J'avais insisté, par rapport à la coordination avec la ministre Simonis. Il est tout aussi important d'avoir la collaboration de l'Enseignement, qui a, en outre, en charge l'ONE. Je crois que concernant certains outils, comme ceux qui sont mis sur pied par la Commission des jeux de hasard, restent inconnus pour beaucoup d'écoles et de structures qui ont des jeunes comme interlocuteurs.

Je ne sais pas du tout comment on peut faire pour les diffuser le mieux possible. Il faut parfois qu'un élève ou qu'un jeune, dans une AMO, soit confronté à ce problème-là, pour que l'on se dise : « Tiens, quels sont les outils qui existent ? » En fait, la démarche, ce serait d'avoir les outils avant.

Là, c'est vraiment une question que je me pose à différents niveaux, aussi bien au niveau du Parlement de la Fédération qu'ici. Comment expliquer à tous les acteurs qui travaillent avec la jeunesse quels sont les outils à leur disposition ? Je pense qu'il y a vraiment quelque chose à creuser.

C'est pour vous, c'est aussi pour la ministre Simonis, c'est aussi pour la ministre Milquet. Je pense que la coordination est vraiment importante à ce niveau-là.

Je vous remercie.

QUESTION ORALE DE M. PRÉVOT À M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR « L'ÉLABORATION DU NOUVEAU PROGRAMME QUINQUENNAL DE PROMOTION DE LA SANTÉ »

Mme la Présidente. - L'ordre du jour appelle la question orale de M. Prévot à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « l'élaboration du nouveau programme quinquennal de promotion de la santé ».

La parole est à M. Prévot pour poser sa question.

M. Prévot (PS). - Très vite, avant d'aller faire les tartines de mes collègues.

Monsieur le Ministre, la politique de promotion de la santé recouvre un large éventail de domaines fort différents, tels que la prévention des assuétudes, des cancers, des maladies infectieuses et sexuellement transmissibles, le bien-être et la santé mentale. La liste n'est pas exhaustive.

Depuis 1997, cette politique de la santé repose sur un décret-cadre du 4 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Fédération Wallonie-Bruxelles. Grâce à ce décret, différentes structures ont été mises en place, comme les centres d'appuis locaux et les services de soutien communautaire de promotion de la santé.

Des plans quinquennaux ont été institués.

Le programme quinquennal définit les objectifs et les stratégies prioritaires des groupes de population et les méthodes d'intervention en promotion de la santé. Il est arrêté, en principe, tous les cinq ans par le Gouvernement. Depuis l'entrée en vigueur du décret de 1997, il y a eu deux programmes quinquennaux : 1998-2003 et 2004-2008.

Monsieur le Ministre, dans le contexte des transferts d'une partie des compétences relatives à la santé de la Fédération Wallonie-Bruxelles vers les Régions, afin d'assurer la stabilité du secteur et la continuité de leurs missions, le Programme quinquennal de promotion de la santé 2004-2008 a été prolongé, à plusieurs reprises, en 2009 et jusqu'au 31 décembre 2014.

J'aurais quelques questions, Monsieur le Ministre.

Un nouveau plan quinquennal est-il en cours d'élaboration ? Si oui, quand sera-t-il adopté ? Pourriez-vous nous informer de son cheminement, tant au niveau du Gouvernement qu'auprès des instances consultatives ? Existe-t-il une base légale nouvelle qui déterminerait une procédure précise suite à cette nouvelle compétence dévolue aux Régions ? Y a-t-il de nouvelles priorités qui seront proposées ? Quand le

Parlement pourra-t-il prendre connaissance de cette nouvelle actualisation pour les cinq prochaines années ?

Mme la Présidente. - La parole est à M. le Ministre Prévot.

M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine. - Monsieur le Député, la politique de promotion de la santé est, effectivement, une des politiques importantes qui vient d'être confiée aux Régions dans le cadre de la sixième réforme de l'État et, singulièrement, à notre Région wallonne, à la faveur, notamment des accords de la Sainte-Émilie. Je vous remercie de vous y intéresser.

Comme vous le rappelez à bon escient, depuis l'entrée en vigueur du décret de 1997, il y a eu deux programmes quinquennaux, 1998-2003 et 2004-2008, ce dernier ayant été prolongé à plusieurs reprises depuis 2009 et jusqu'à la fin de l'année dernière, donc au 31 décembre 2014.

Nous sommes actuellement en pleine réflexion à propos de l'évolution que nous souhaitons pour ce programme. Afin de permettre la continuité du subventionnement des organismes de promotion de la santé et de médecine préventive pendant cette période transitoire, il a été décidé de prolonger le programme quinquennal en 2015 via le décret budgétaire.

Je ne manquerai pas de vous tenir informé de l'évolution de ce dossier et de l'éventuelle prolongation supplémentaire d'un an qui, à mon estime, ne pourra, à ce moment-là, qu'être la dernière sinon, on perd toute crédibilité dans l'action que l'on souhaite mener.

Mme la Présidente. - La parole est à M. Prévot.

M. Prévot (PS). - Merci, Monsieur le Ministre, pour votre réponse. Vous l'aurez compris, l'élément central de ma réflexion était vraiment de savoir si le nouveau plan quinquennal était en cours d'élaboration. Vous nous apprenez aujourd'hui qu'il sera prolongé pour 2015.

Tout comme vous, je partage votre sentiment qu'il me paraît difficile d'en faire de même pour 2016 ; on perdrait, évidemment, toute la substance de ce plan quinquennal et toute crédibilité par rapport à cela.

Je ne manquerai, bien sûr, pas d'être attentif à votre décision dans les prochains mois.

QUESTION ORALE DE MME DURENNE À M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR « LA MISE EN GARDE DU SYSTÈME BELGE D'ALERTE PRÉCOCE SUR LES DROGUES (BEWSD) »

Mme la Présidente. - L'ordre du jour appelle la question orale de Mme Durenne à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « la mise en garde du Système belge d'alerte précoce sur les drogues (BEWSD) ».

La parole est à Mme Durenne pour poser sa question.

Mme Durenne (MR). - Monsieur le Ministre, le BEWSD, ce Système belge d'alerte précoce sur les drogues a mis en garde la population contre une poudre blanche circulant en Belgique et contenant de l'ocfentanil. Ce dernier est un dérivé du fentanyl, un analgésique très puissant, utilisé notamment lors d'opérations chirurgicales ou en phase terminale pour les patients atteints d'un cancer.

Ce dérivé, je ne vais pas faire un cours de pharmacologie, fait partie des opiacées et rejoint des drogues comme l'héroïne; à la différence que sa substance active est près de 100 fois plus forte que celle présente dans l'héroïne. Le danger est donc également plus grand, et le risque d'overdose beaucoup plus élevé.

Même s'il n'y a eu, pour l'instant, qu'un seul décès en Belgique dû à cette drogue, c'est déjà un de trop.

Comment le Ministre compte-t-il répondre, en matière de prévention et de diffusion d'informations, par rapport à l'apparition de ce nouveau type de drogue ?

Le Ministre a-t-il déjà eu des contacts avec le BEWSD à ce sujet ? Si oui, qu'en ressort-il ?

En matière de prévention, comment le gouvernement compte avancer face à ce type de drogue dure et mortelle ?

Mme la Présidente. - La parole est à M. le Ministre Prévot.

M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine. - Madame la Députée, la FWB et, depuis la réforme, les Régions wallonne et bruxelloise cofinancent un Observatoire socio-épidémiologique Alcool-Drogue, appelé Eurotox.

Ses principales missions sont:

- le recueil de données ;
- un appui aux institutions qui s'occupent de prévention ou de suivi en matière de toxicomanie, pour les études, la recherche, la diffusion d'informations utiles ;

- la production d'un rapport sur l'usage des drogues en Wallonie et à Bruxelles ;
- et la description des tendances émergentes en matière d'usage de drogues.

C'est dans ce contexte qu'Eurotox diffuse ou relaie des messages d'alertes précoces concernant la circulation de produits stupéfiants pouvant entraîner la mort.

Voici quelques extraits de ce qu'Eurotox diffuse à propos du cas que vous décrivez, en reprenant la mise en garde émise par le Système belge d'alerte précoce sur les drogues : « Cette poudre brune a apparemment été achetée par la victime sur le *darknet* à l'aide de *bitcoins*. Cette substance ne semble pas être actuellement en vente sur le marché des euphorisants légaux. ».

Le communiqué d'Eurotox poursuit par des conseils précis de réduction de risques pour les consommateurs en cas de consommation de produits psychoactifs achetés sur Internet.

Par ailleurs, les Régions financent également une ASBL de réduction des risques en ce qui concerne l'usage de substances psychoactives. Il s'agit de l'ASBL Modus Vivendi, dont les projets sont développés à Bruxelles et en Région wallonne et qui réalise un travail conséquent directement avec les usagers de drogues via un réseau de jobistes présents dans les quartiers et lieux de consommation connus.

Ses principales missions sont :

- l'intervention avec une équipe mobile et les actions d'information de réduction de risques en milieu festif ;
- l'évaluation d'un programme d'analyse de «nouvelles» drogues de synthèse ;
- la coordination de l'organisation des opérations Boule de neige ;
- l'amélioration de l'accessibilité au matériel stérile d'injection ;
- la contribution à la promotion de la santé et à la réduction des risques liés à l'usage des drogues en prison ;
- l'organisation de différents modules de formation à la réduction des risques pour les professionnels ;
- la coordination du projet Quality Nights, label du bien-être en milieu festif à Bruxelles et en Région wallonne ;
- la publication et la diffusion de brochures de réduction des risques ainsi que d'autres outils de communication ;
- la mission de liaison entre les différents acteurs de la réduction des risques.

Par ces deux exemples, Eurotox et Modus Vivendi, vous pouvez vous rendre compte de l'importance que

nous attachons tant à l'information concernant les risques liés à la consommation de drogues qu'aux initiatives de terrain en vue de diminuer les risques encourus par cette consommation.

Mme la Présidente. - La parole est à Mme Durenne.

Mme Durenne (MR). - Merci, Monsieur le Ministre, pour votre réponse.

Je souhaiterais simplement dire qu'il est vraiment important de mettre en place une politique efficace contre la consommation de drogue, avec, effectivement, différents outils tels que les campagnes de sensibilisation et les formations dans les écoles auprès des jeunes. J'ai bien retenu ce qui a été dit à propos des deux organismes : Eurotox et l'ASBL Modus Vivendi.

Mme la Présidente. - Nous reprendrons nos travaux après la réunion de la commission conjointe de cet après-midi.

La séance est suspendue.

- La séance est suspendue à 12 heures 39 minutes.

REPRISE DE LA SÉANCE

- La séance est reprise à 17 heures 3 minutes.

(Mme Vienne, doyenne d'âge, reprend place au fauteuil présidentiel)

Mme la Présidente. - La séance est reprise.

INTERPELLATIONS ET QUESTIONS ORALES (Suite)

QUESTION ORALE DE MME DEFRANG-FIRKET À M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR « LE PLAN HANDICAP DE GRANDE DÉPENDANCE ET LE PLAN AUTISME »

Mme la Présidente. - L'ordre du jour appelle la question orale de Mme Defrang-Firket à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « le plan Handicap de grande dépendance et le plan Autisme ».

La parole est à Mme Defrang-Firket pour poser sa question.

Mme Defrang-Firket (MR). - Monsieur le Ministre, en Belgique, on estime qu'un pour cent de la population est en situation de handicap de grande dépendance.

À travers sa DPR, le Gouvernement semble porter un intérêt particulier à ces personnes ainsi qu'à celles atteintes d'autisme. Il y est notamment annoncé que le Gouvernement « entend évaluer l'état d'avancement et poursuivre le plan Grande Dépendance qui nécessiterait des prises en charge supplémentaires, dont la création de nouvelles places d'accueil et d'hébergement ».

La Belgique a été épinglée, en 2012, par le Comité européen des Droits sociaux pour son manque de solutions d'accueil pour les personnes handicapées de grande dépendance. Combien de personnes handicapées de grande dépendance sont-elles prises en charge en Région wallonne ?

Pour l'année 2014, ce plan prévoyait de créer plus ou moins 50 places d'accueil prioritaire, d'octroyer le budget d'assistance personnelle à 100 bénéficiaires supplémentaires, de permettre à 300 personnes supplémentaires de bénéficier de services ambulatoires et de permettre à 700 nouvelles personnes de bénéficier d'un logement ou d'un accueil de jour.

Qu'advient-il de ces objectifs ? Comme il n'existe pas de données précises sur la situation du handicap de grande dépendance en Belgique, comment les mesures à mettre en place sont-elles définies ?

Un plan Autisme a été annoncé en grande pompe le 2 avril dernier, le jour de la Journée internationale pour l'autisme, mais vu le contexte budgétaire de l'AWIPH, comment espérez-vous le financer ?

Vous avez dit dans la presse « Je ne peux pas encore dire si l'on se contentera de l'enveloppe actuelle en faisant des choix ou s'il faudra solliciter des budgets supplémentaires ». C'est bien beau d'annoncer un plan, mais encore faut-il le concrétiser. J'ai l'impression que vous mettez la charrue avant les bœufs. Quand serons-nous fixés sur les mesures qui seront prises ? Et avec quel budget ?

Par ailleurs, votre homologue de l'enseignement à la Fédération Wallonie-Bruxelles annonce, elle aussi dans la presse, suite à une mission au Québec, qu'elle lancera un plan Autisme.

Vous êtes-vous concertés à ce sujet ? Doit-on s'attendre à voir un ou plusieurs plan(s) Autisme ? Ou alors seront-ils coordonnés ?

Vous avez annoncé dans la presse 10 balises, et vous annoncez vouloir rencontrer les acteurs du secteur dans les six mois. Peut-on savoir comment vous allez procéder parce que les associations sont nombreuses ? Comment allez-vous faire pour toutes les rencontrer ? Concilier leur point de vue ?

Vous avez répondu à ma collègue, Mme Reuter, en janvier 2015 à toute une série d'éléments. Vous avez évoqué le travail de deux groupes. J'aurais voulu savoir où en étaient ces deux groupes de travail qui planchent

sur l'autisme ? Quel sera le montant du budget sera nécessaire pour mettre en œuvre ce plan ? J'imagine que chacune d'entre elles ont été chiffrée. Quel est le montant global ?

Vous avez parlé aussi, dans la question à ma collègue Mme Reuter, des nécessaires concertations avec d'autres niveaux de pouvoir et d'autres départements que le vôtre. Où en sont-elles depuis le mois de janvier ?

Combien de places, de solutions d'accueil doivent être créées et trouvées pour satisfaire aux besoins de ces personnes autistes ? Comment ces chiffres sont-ils déterminés ?

Mme la Présidente. - La parole est à M. le Ministre Prévot.

M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine. - Madame la Députée, il y a ces tonalités qui sont parfois très paradoxales dans les interventions parlementaires.

On peut prendre le défilé de toutes les questions qui m'ont été adressées depuis le début de mon mandat. À mon avis, il y a bon 80 % qui sont du type : « Quelle est votre intention sur tel aspect ? Quels sont vos souhaits sur tel autre ? ». Et puis, parce que je me suis autorisé à évoquer, en marge de la journée internationale de l'autisme, ma volonté de travailler sur ce plan, on vient après me faire le reproche de mettre la charrue avant les bœufs, de ne pas avoir le détail au dernier carat des budgets, et que, et que, et que... Je prends pour ce que cela vaut l'intervention, mais il me plaisait quand même de remettre la chose en perspective.

Ceci étant dans le cadre du plan Grande Dépendance, le Gouvernement wallon avait décidé de consacrer un budget de 4,5 millions en 2014. Cette décision a été exécutée et plusieurs mesures ont été prises dans le courant de l'année 2014.

Premièrement, 2 100 000 euros ont été octroyés au département Accueil-Hébergement et répartis de cette manière : la cellule des cas prioritaires a été refinancée à hauteur de 1 700 000 euros. Grâce à cette mesure, une centaine de solutions ont été trouvées durant l'année 2014 via le mécanisme des agréments et conventions nominatifs. Par rapport aux années précédentes, ce chiffre a presque doublé. Le service « Au détour du possible » a bénéficié d'un agrément subventionné en Service d'accueil de jour pour adultes. Les services agréés pour organiser des activités pour personnes handicapées ont également reçu un refinancement de 220 000 euros.

Ensuite, ce plan Grande Dépendance a permis de consacrer un montant de 1 250 000 euros pour la Direction des Services d'Aide en milieu de Vie. 450 000 euros ont été consacrés aux services organisant du répit. 23 services sont ainsi agréés dont deux

nouveaux services : un spécialisé dans la prise en charge de personnes présentant de l'autisme, l'autre à destination de personnes présentant un polyhandicap. Ainsi, 600 000 euros ont été affectés aux services d'accompagnement (SAC). Cette mesure a permis le subventionnement de quasi 9 ETP et des frais y afférents, avec pour conséquence une augmentation de 174 dossiers subventionnés. 200 000 euros ont été consacrés à l'après-parents, via un refinancement et une redéfinition des missions du service Madras – service référent en matière d'après parents, formation des services d'accompagnement à cette approche, rédaction d'un référentiel après parents, et cetera. De plus, 750 000 euros ont été consacrés à une extension du budget d'assistance personnel : ceci a permis d'octroyer le BAP à plus d'une centaine de bénéficiaires supplémentaires – 359 en 2013, 475 en 2014. Ajoutons que 400 000 euros ont également été consacrés à l'extension des centres d'activités citoyennes.

Je tiens également à souligner que dès l'entame 2015, 2 000 000 euros supplémentaires ont été injectés pour la résolution de cas prioritaires en situation d'urgence, ce qui a permis d'ailleurs d'apurer toutes les demandes qui étaient en attente au 1er janvier dernier.

Il y en a certainement, depuis lors, qui se sont manifestées, qui ont vu le jour aussi, pour lesquelles il faudra trouver une solution. Cela a permis, en tout cas, de redémarrer avec la plupart des demandes qui étaient parfois en attente depuis longtemps, ainsi résolues.

Pour ce qui est du plan Autisme à proprement parler, la première étape de ce plan consiste en la réalisation d'un état des lieux du manque de solutions d'accueil et d'hébergement pour les personnes atteintes d'autisme ou de handicap de grande dépendance. Il est, en effet, essentiel de disposer d'une identification réelle des besoins. Un bon diagnostic, en quelque sorte, afin de pouvoir affiner le traitement.

C'est, sur base de ce diagnostic, que toute programmation de nouvelles offres de services devra alors voir le jour. Une étude sur la prévalence sera notamment réalisée. Des réunions avec les autres niveaux de pouvoir et leurs administrations respectives ont été entamées et vont continuer durant les six prochains mois.

On va rencontrer le secteur de l'autisme par un échantillonnage dans sa diversité. On ne va pas pouvoir rencontrer individuellement chacun des acteurs de terrain. L'objectif est de pouvoir, dès l'automne, entamer le contact avec les associations de parents et les professionnels dans leurs spécificités sectorielles.

Le plan Autisme devrait pouvoir voir le jour d'ici l'été 2016. Il est donc encore trop tôt, à ce stade, pour pouvoir déterminer à la fois les moyens à dégager pour la réalisation des actions qui feront partie de ce plan, de même que l'identification précise de la nature des

actions, même si à travers l'identification des dix balises qui ont été communiquées, vous avez, en quelque sorte, la table des matières de ce futur plan Autisme.

Il convient maintenant de donner de la chair aux mots, bien entendu.

Mme la Présidente. - La parole est à Mme Defrang-Firket.

Mme Defrang-Firket (MR). - Merci, Monsieur le Ministre, pour vos précisions. Mon intervention du départ était surtout parce que les parents sont vraiment en attente. J'ai l'impression que si on leur propose trop de choses, in fine, on se rend compte qu'il n'y a pas les budgets nécessaires pour mettre tout cela en œuvre, ils risquent d'être fort déçus.

Je crois qu'il y a vraiment une réelle attente de ces familles qui sont complètement, je ne vais pas dire abandonnées, dans l'attente de solution concrète et d'accompagnement dans la situation qu'elles vivent. C'était dans ce cadre-là que j'étais intervenue.

Vous parlez d'un état des lieux sur les situations d'hébergement. C'est important, mais je me demande si l'on a aussi des chiffres adéquats sur le nombre de patients atteints d'autisme. Je pense qu'il y a aussi une nécessité à ce niveau-là, celle de déterminer l'ampleur du phénomène de l'autisme en Belgique. Apparemment, les chiffres ne sont pas tout à fait exacts. Il y a souvent encore des problèmes de détection de la maladie qui font défaut au niveau des écoles, des crèches, et cetera.

Il y a aussi des efforts à ce niveau-là. J'interpellerai d'ailleurs, à ce sujet, la ministre en charge de ces matières-là. Merci pour l'attention que vous porterez. Nous suivrons cela de près. Nous reviendrons, bien sûr, sur le sujet à la suite de la concertation avec les gens de terrain.

**QUESTION ORALE DE M. KNAEPEN À
M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX
PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION
SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR « LA
DANGÉROSITÉ DES BOISSONS DITES
« LIGHT » »**

Mme la Présidente. - L'ordre du jour appelle la question orale de M. Knaepen à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « la dangerosité des boissons dites « light » ».

La question est retirée.

**QUESTION ORALE DE M. BOUCHEZ À
M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX
PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION
SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR « LES
CONDITIONS DE TRAVAIL DANS LE SECTEUR
HOSPITALIER ET MÉDICAL »**

Mme la Présidente. - L'ordre du jour appelle la question orale de M. Bouchez à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « les conditions de travail dans le secteur hospitalier et médical ».

La question est retirée.

**QUESTION ORALE DE M. DAELE À
M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX
PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION
SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR « LA
PÉNURIE DE MÉDECINS GÉNÉRALISTES EN
ZONE RURALE »**

Mme la Présidente. - L'ordre du jour appelle la question orale de M. Daele à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « la pénurie de médecins généralistes en zone rurale ».

La parole est à M. Daele pour poser sa question.

M. Daele (Ecolo). - Monsieur le Ministre, l'ASBL des Postes médicaux de garde tire la sonnette d'alarme. Actuellement, 344 médecins généralistes exercent sur le territoire de la Province du Luxembourg et de la région de Dinant, mais selon les projections de cette ASBL, ils ne seront plus que 186 en 2025.

Afin de garantir la même offre médicale, 158 médecins devraient venir s'installer dans ces zones d'ici 2025. Par ailleurs, durant ces dix ans, la population devrait augmenter de 10 %, avec une augmentation de 21 % des plus de 65 ans, qui exigent des soins médicaux plus importants.

Le problème sera évidemment d'attirer ces nouveaux médecins généralistes dans la province. Actuellement, on enregistre entre cinq et dix installations par an sur la province en sachant que, selon les statistiques, un médecin sur trois arrête son activité dans les cinq ans.

Si rien ne devait changer, cinq communes de la province - Chiny, Tintigny, Daverdisse, Martelange et Gouvy - risquent d'être privées de médecins généralistes en 2025. À cette date, 13 zones disposeront de moins de quatre médecins pour effectuer la garde médicale. Le même constat peut être fait dans certaines autres régions rurales.

Monsieur le Ministre, le constat, on le sait, n'est pas neuf. Ici, on a des chiffres qui s'affinent d'année en

année. On arrive chaque année avec des chiffres plus précis sur les départs et les installations. Quelles solutions pouvez-vous proposer pour faire face à cette pénurie de médecins généralistes dans les zones rurales, en général, mais en province de Luxembourg et aussi dans la zone de Dinant en particulier ?

Comment comptez-vous tenir compte des spécificités de ces régions ? Il existe déjà certaines aides fédérales, mais ne serait-il pas envisageable que la Région wallonne renforce les incitants pour que de jeunes médecins s'installent dans ces régions rurales ?

Enfin, un élément a été mis en avant également, c'est le numéro d'appel, le 1733, qui est le numéro d'appel d'urgence, qui sert à contacter la garde durant les week-ends et les jours fériés précédemment, qui vient d'être également élargi dernièrement aux nuits. Ce numéro semble rencontrer un certain succès. Il semble également être un élément qui rassure sur l'exercice de la profession en zone rurale, c'est de pouvoir avoir une garde beaucoup mieux organisée, pour aussi pouvoir mieux organiser sa vie de famille et sa vie tout court.

En ce qui concerne ce numéro d'appel d'urgence, quels moyens pourraient être mis en œuvre pour optimiser son fonctionnement ?

Mme la Présidente. - La parole est à M. le Ministre Prévot.

M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine. - Monsieur le Député, les constats que vous avez dressés ne sont pas neufs. La question que vous m'adressez n'est pas neuve. J'ai déjà eu l'occasion d'y répondre à plusieurs reprises depuis le début de mon mandat, ici en Commission.

Désolé si quelques éléments de réponses ne vous apparaissent pas très neufs non plus. Sachez, en tout cas, que l'on est bien conscient, du côté de mon cabinet, que c'est un vrai problème rencontré aux quatre coins de la Wallonie. C'est un problème qui n'est pas propre à notre Région. C'est un problème auquel la plupart des pays occidentaux sont confrontés et pas seulement.

Avec des réponses diverses qui ont déjà pu être apportées par les pays, de la question du médecin roi modèle développée en France, jusqu'à la contrainte développée dans les pays scandinaves, il y a un grand échantillonnage d'approches et de dispositifs.

Cela a fait d'ailleurs l'objet d'une étude comparée, je le dis de mémoire, de la part du Kemicentrum, si je ne me trompe pas de référence, qui avait déjà pu, il y a quelques années, faire un état des lieux de la situation et de la diversité des projets possibles.

Il y a une bonne nouvelle : à la faveur de la sixième Réforme de l'État, la Région wallonne a désormais, dans ses mains, la totalité des dispositifs des premières

lignes, en ce et compris et le fonds Impulseo qui devrait permettre, de manière plus cohérente, l'approche adéquate à l'égard de cette question de l'implantation des professions médicales.

Cela ne vise d'ailleurs pas que les médecins généralistes eux-mêmes dans les cœurs qui sont moins densément peuplés. Je vais vous faire l'économie de réexpliquer ce qu'est le fonds Impulseo. Je ne vous ferai pas cette injure. Rappeler, bien entendu, que dans le cadre de la programmation 2014-2020, la Wallonie a inscrit aussi les associations de santé intégrées comme bénéficiaires potentielles du Fonds européen agricole pour le développement rural, le FEADER.

Le premier appel à projets sera lancé d'ici la fin de cette année, pour permettre notamment aux associations de santé agréées par la Région de bénéficier d'un soutien qui portera sur les investissements en infrastructure matériels ou en équipements.

S'agissant du numéro d'appel d'urgence, la Wallonie pourra mettre à profit, à moyen terme, le transfert du Fédéral de la matière liée aux cercles de médecins généralistes pour optimiser le dispositif en vigueur.

Soyons clairs, il n'y a pas de solution toute faite et miracle, sans quoi elle aurait déjà été sortie d'un chapeau depuis bien longtemps. Cela fait plusieurs mois que mes collaborateurs rencontrent, à ma demande, l'ensemble des opérateurs et acteurs de terrains, qui relaient les messages de la profession de médecins généralistes.

J'ai pu avoir un long entretien très instructif avec mon collaborateur sur le sujet il y a peu de temps encore, avec une série de pistes qui s'esquissent pour pouvoir venir avec un dispositif cohérent, sachant qu'il ne faut pas tomber dans le travers de penser que l'incitant doit être prioritairement financier à l'analyse du terrain. Ce n'est pas le premier élément qui rebute.

Le premier qui rebute bon nombre de personnes, singulièrement les jeunes médecins, d'aller s'installer dans les zones rurales, c'est la lourdeur de devoir assumer les gardes. Il y a des dispositifs à devoir probablement ajouter, sachant que l'organisation des gardes reste de toute manière une prérogative fédérale.

Il y a des dispositions complémentaires à devoir évoquer.

Il n'y a pas qu'une seule mesure qui permettra de résoudre tout ; il y a par contre un bouquet de mesures dont les efforts conjoints devraient permettre un retour d'intérêt vers les zones plus rurales. Cela démarre, dans le bouquet de ces mesures, déjà au moment des périodes de stage, par l'apport financier qui peut être celui de la Région auprès des structures hospitalières qui acceptent en zone rurale des développements de stage, par exemple.

Je vais poursuivre l'analyse de ce bouquet de mesures qui m'apparaîtrait le plus pertinent pour gagner ce pari du retour en zone rurale des professions libérales. Dès que le dispositif sera affiné – j'espère pouvoir avoir une première épreuve d'ici la fin de cette année –, nous ne manquerons pas, après concertation avec les professionnels et acteurs de terrain, de pouvoir enclencher la vitesse supérieure, c'est-à-dire la mise en œuvre opérationnelle de ces mesures qui pourront être édictées, sachant que certaines nécessiteront probablement aussi d'être ventilées dans le temps quant à leur implémentation.

Ce sera alors incontestablement l'objet d'un débat plus large au sein de ce Parlement, à juste titre et à juste escient.

Mme la Présidente. - La parole est à M. Daele.

M. Daele (Ecolo). - Merci, Monsieur le Ministre. La question n'est effectivement pas nouvelle puisque, notamment sur le fonds avec l'UCO, je vous avais déjà interrogé à cet égard.

Un élément plus spécifique à la question étant le numéro 1733, j'en ai parlé et vous l'avez relevé. Un souci majeur est l'organisation de la garde. Cela me semble être un élément intéressant en termes d'organisation qui peut malgré tout être soutenu par la Région wallonne. Je vous encouragerai à aller dans ce sens. Il semble rencontrer une certaine satisfaction de la part des usagers et également de la part des médecins. C'est assez rare que pour être souligné. Il y a peut-être quelque chose à aller creuser de ce côté-là.

Je ne reviendrai pas sur l'ensemble des autres mesures, mais principalement les incitants dont on a déjà parlé. Je ne manque en tout cas pas de retaper sur le clou.

**QUESTION ORALE DE M. STOFFELS À
M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX
PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION
SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR « LES
APPAREILS DE RÉSONANCE MAGNÉTIQUE »**

Mme la Présidente. - L'ordre du jour appelle la question orale de M. Stoffels à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « les appareils de résonance magnétique ».

La parole est à M. Stoffels pour poser sa question.

M. Stoffels (PS). - Monsieur le Ministre, selon mes informations, les hôpitaux attendent les décisions du Gouvernement wallon en ce qui concerne les nouveaux appareils à résonance magnétique. Il s'agit d'appareils diagnostics n'exposant pas le patient aux rayons ionisants, étant donc largement moins agressifs.

Les demandes ont été introduites depuis un certain temps déjà. Les hôpitaux attendent maintenant de connaître les réponses.

Puis-je vous demander si une décision est prise et, le cas échéant, de nous informer arrondissement par arrondissement où les IRM nouvelles seront placés ? Combien y en a-t-il au total ?

Vous avez choisi la voie de la circulaire pour déterminer les critères d'attribution de ces appareils. Puis-je avoir un mot d'explication sur cette méthode ? Pourquoi avoir choisi la voie de la circulaire ?

Quand les hôpitaux peuvent-ils espérer disposer effectivement et matériellement des appareils ?

Mme la Présidente. - La parole est à M. le Ministre Prévot.

M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine. - Monsieur le Député, cette question a déjà pu être évoquée en cette commission, le 24 février dernier, mais pour laquelle je n'ai aucune difficulté à remettre les éléments en perspective.

Les Ministres du Gouvernement fédéral et des entités fédérées ont adopté un protocole d'accord relatif à l'imagerie médicale et une nouvelle phase d'extension de la programmation des IRM a été décidée avec pour but principal la diminution de l'exposition du patient aux rayonnements ionisants. Pour la Wallonie, en ce compris la Communauté germanophone, ce sont en tout cinq IRM qui ont été libérées.

L'arrêté royal du 25 octobre 2006, fixant les normes auxquelles un service où un tomographe à résonance magnétique est installé doit répondre pour être agréé, a été modifié par un arrêté royal du 25 avril 2014. Cet arrêté prévoit désormais que les services qui, à partir du 1er janvier 2015, sont intégrés dans la programmation, seront agréés dans les hôpitaux où aucun tomographe à résonance magnétique n'a encore été installé à cette date.

Ce critère n'étant pas suffisant pour procéder à une correcte répartition des cinq IRM supplémentaires en Wallonie, d'autres critères ont été établis par mon cabinet, ceux-ci servant de base à l'introduction, par les hôpitaux concernés, d'un dossier de candidature. Ces critères ont été établis après la consultation de plusieurs experts du domaine de l'imagerie médicale et en parfaite concertation avec mon administration.

Le choix d'une circulaire ministérielle s'est imposé notamment pour des questions de temps. En effet, le protocole d'accord relatif à l'imagerie médicale, adopté le 24 février 2014 par les ministres du Gouvernement fédéral et des entités fédérées, attire l'attention sur le fait que les Communautés ou Régions s'engagent à approuver les autorisations d'installation des nouveaux

appareils IRM dans les 12 mois qui suivent l'entrée en vigueur de l'arrêté de programmation, soit avant le 1er janvier 2016.

L'analyse des dossiers de candidature vient d'être clôturée par mon administration. Dès lors, la Commission wallonne de la santé va être consultée pour avis lors d'une prochaine session, comme le prévoit la procédure.

À ce stade, il est pour moi prématuré de répondre à votre question sur l'implantation précise de ces IRM supplémentaires.

Mme la Présidente. - La parole est à M. Stoffels.

M. Stoffels (PS). - Je remercie M. le ministre pour les informations concernant la procédure et les critères. Si l'on est maintenant en dernière phase d'examen, il est évident que la réponse viendra dans quelques semaines.

J'en termine en m'excusant de ne pas avoir vu que la question avait déjà été posée en février.

QUESTION ORALE DE MME PÉCRIAUX À M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR « LA TUBERCULOSE EN WALLONIE »

Mme la Présidente. - L'ordre du jour appelle la question orale de Mme Pécriaux à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « la tuberculose en Wallonie ».

La parole est à Mme Pécriaux pour poser sa question.

Mme Pécriaux (PS). - Monsieur le Ministre, l'OMS a fixé pour la Belgique une réduction de la tuberculose de 20 % par an. Force est de constater que l'année 2013 n'a donné aucune amélioration ; 981 nouveaux cas ayant été détectés pour 987 en 2012.

Le taux du succès thérapeutique est également en deçà des recommandations de l'OMS, avec 78 %, le traitement étant souvent abandonné avant terme malgré sa gratuité.

Après Bruxelles, les incidences les plus élevées sont répertoriées à Liège, Anvers et Charleroi, soit les plus grandes métropoles de Wallonie.

Les experts du FARES, que vous avez rencontrés récemment, tirent un bilan très inquiétant : de plus en plus de victimes, particulièrement des demandeurs d'asile, des prisonniers et des sans-abris abandonnent leurs traitements, car ils ne bénéficient pas d'un accompagnement. Il est vrai qu'actuellement la cure dure de six mois à deux ans, ce qui entraîne un suivi important.

Quelles réponses la Wallonie peut-elle apporter à l'OMS afin de lutter contre cette maladie ? Je pense particulièrement à l'accompagnement des personnes détectées positives. Une concertation avec les autres niveaux de pouvoir est-elle avancée à ce sujet ?

Mme la Présidente. - La parole est à M. le Ministre Prévot.

M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine. - Madame la Députée, l'OMS vient de définir ses objectifs 2015-2035, soit une baisse de l'incidence et de la mortalité de 90 % par rapport à celle de 2015. Son plan d'action pour éliminer la tuberculose est en cours de rédaction, mais on peut néanmoins déjà dire que les principes de base restent identiques à ceux des plans précédents, c'est-à-dire diagnostiquer le plus rapidement possible les malades et les traiter adéquatement, assurer la surveillance de la maladie et, tout particulièrement, la résistance des bacilles.

En ce qui concerne les pays à basse incidence, une stratégie spécifique a été élaborée à la suite d'une réunion conjointe OMS/ERS, pour European Respiratory Society, à Rome en juillet 2014. Huit objectifs y sont rapportés pour adapter la stratégie de contrôle et d'élimination de la tuberculose. Les objectifs les plus pertinents visent :

- une optimisation de la coordination des activités de lutte pour standardiser l'approche ;
- une attention particulière aux grandes villes et aux groupes vulnérables dont les demandeurs d'asile, les sujets en séjour illégal, les prisonniers et les précarisés ;
- le développement de relations transfrontalières pour le suivi des cas et le dépistage des contacts ;
- le diagnostic et la prise en charge des groupes des infectés, c'est-à-dire les personnes qui ne sont pas encore malades, qui sont le futur réservoir de la tuberculose, par l'organisation de dépistages ciblés, notamment vers les contacts de malades contagieux.

Le travail que la FARES effectue dans le domaine de la prévention et de la surveillance doit continuer à être renforcé parmi les groupes vulnérables, tel que le prévoit la dernière modification législative de l'arrêté royal déterminant les modalités de lutte contre la tuberculose.

Le plan opérationnel que cet organisme a rentré pour les années 2015-2017 comprend ce volet et a été approuvé par les ministres concernés pour 2015.

En ce qui concerne l'accompagnement des personnes malades, cela dépend essentiellement du niveau fédéral.

Le traitement est un élément essentiel pour guérir les malades, et ainsi limiter la transmission du bacille de la tuberculose.

En ce qui concerne le rôle de la Wallonie, celle-ci reprend les compétences de la FWB en matière de prévention et de promotion de la santé. La Wallonie subsidie le FARES pour ses missions de prévention, elle subsidie également des formations à la promotion de la santé pour les gardiens de prison.

Des concertations existent entre les différents niveaux de pouvoirs notamment sur les stratégies de dépistage et le suivi des malades dans les prisons et dans les centres d'accueil.

Le protocole d'accord de juillet 2013 entre les différents ministres ayant la santé dans leurs attributions a été la conclusion d'une réflexion menée conjointement. Il est important dans un pays comme la Belgique, où la prévention et le curatif sont sous différentes tutelles, de veiller à la bonne coordination des stratégies et des actions, afin d'avoir une vision globale de la prise en charge de la tuberculose. La tuberculose étant une maladie influencée par de nombreux déterminants sociaux – pensons notamment au logement ou à la pauvreté – cette concertation devrait pouvoir être élargie à d'autres ministres concernés.

Le FARES a exprimé, à ce sujet, son souhait que l'élaboration d'un plan national Tuberculose soit examinée. Je ferai donc analyser cette demande, et verrai si des points doivent être abordés lors d'une prochaine Conférence interministérielle.

Mme la Présidente. - La parole est à Mme Pécriaux.

Mme Pécriaux (PS). - Je tiens à remercier M. le Ministre pour ces éléments de réponse, pour sa réponse très détaillée et l'intérêt et le fait qu'il est très conscient de la problématique, parce qu'il est vrai, comme il le disait, que la prévention est à notre niveau, mais le curatif reste au Fédéral, et c'est bien, là, toute la difficulté pour ce genre de maladie.

(Mme Pécriaux, doyenne d'âge, prend place au fauteuil présidentiel)

**QUESTION ORALE DE MME VIENNE À
M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX
PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION
SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR « LE
BURN-OUT DES MÉDECINS GÉNÉRALISTES »**

Mme la Présidente. - L'ordre du jour appelle la question orale de Mme Vienne à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « le burn-out des médecins généralistes ».

La parole est à Mme Vienne pour poser sa question.

Mme Vienne (PS). - Monsieur le Ministre, ces derniers temps, nous avons beaucoup entendu parler de burn-out, dans les administrations, dans les entreprises, mais également, et c'est le cas qui me préoccupe aujourd'hui, dans le secteur des soins de santé. Dernièrement la presse faisait état du profond mal-être des médecins généralistes et plus globalement de l'ensemble des « soignants ». Un chiffre m'a particulièrement interpellée : 50% ! La moitié du personnel soignant souffrirait d'épuisement émotionnel. Interpellants également ces chiffres d'une enquête demandée par l'ordre des médecins français démontrant que le taux de suicide est 2,5 fois plus élevé chez les médecins, toutes disciplines confondues, que dans le reste de la population.

Il semble donc qu'il ne s'agit pas seulement d'un phénomène de fatigue consécutif à l'intensité de la période d'épidémie de grippe. En effet, selon les syndicats de la profession, l'origine de ce constat se trouverait dans le déséquilibre entre un métier de plus en plus exigeant et de moins en moins reconnu. Il s'agit donc bien là d'une véritable question de santé publique.

Des pistes d'action sont sur la table de l'INAMI. À l'initiative du Conseil de l'ordre du Brabant Wallon, une structure pourrait également voir le jour. Celle-ci permettrait d'épauler les 10 000 médecins de la zone.

De votre côté, des pistes de réflexion ont-elles été ouvertes ? Des initiatives pourraient-elles voir le jour et être appliquées à l'ensemble de la Wallonie ?

Le chapitre santé de la DPR mettait l'accent sur le rôle du médecin généraliste, pivot des parcours de soin du patient avec un rôle important à jouer dans les politiques de prévention et de promotion de la santé. Un rôle que celui-ci ne pourra remplir pleinement s'il s'avère être lui-même en situation d'épuisement. Certaines politiques de prévention et de promotion de la santé émanent de la Région.

Dès lors comment voyez-vous l'accompagnement de ces porte-paroles que sont les médecins généralistes et plus globalement de l'ensemble des travailleurs du secteur des soins de santé ?

Je vous remercie de vos réponses.

Mme la Présidente. - La parole est à M. le Ministre Prévot.

M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine. - Madame la Députée, l'épuisement professionnel d'une personne résulte de la conjonction de facteurs internes et externes.

Lorsqu'une proportion trop importante des professionnels d'un même secteur est touchée par cet épuisement, il convient de s'interroger sur l'existence d'éventuelles causes externes.

L'inadéquation entre ce qui est vécu et ce qui était attendu est souvent souligné pour les professions qui ont une vocation altruiste. Certes, il s'agit d'un facteur propre à chaque personne en fonction de sa personnalité.

S'agissant des médecins généralistes atteints de burn-out, des chiffres interpellants sont de plus en plus souvent publiés depuis quelques années, et ce, dans plusieurs pays occidentaux. Les conséquences peuvent être importantes puisque l'on assiste parfois à une réduction voire un abandon de la pratique.

Cette profession occupe une position fondamentale dans notre système de soins et je partage donc votre préoccupation et votre appréhension.

Le Quali-Centrum a publié plusieurs documents sur ce phénomène et a avancé plusieurs pistes d'actions. Certaines d'entre elles peuvent relever de décisions politiques.

Certaines actions sont envisageables au niveau du cursus de la formation de base et de la formation continue. Suite à la sixième réforme de l'État, la Région wallonne a la compétence, notamment, d'organisation de la première ligne de soins. De nombreuses dispositions de soutien à la pratique de médecine générale, par exemple le fonds Impulseo dont je parlais tout à l'heure, ont été prises précédemment par l'autorité fédérale.

Elles sont désormais transférées et il est fondamental de les évaluer, de veiller à améliorer ce qui peut l'être et d'innover si cela s'avère nécessaire. Mais vous ne l'ignorez pas, ceci doit se réaliser dans le cadre d'une enveloppe budgétaire déterminée rigoureusement. Il importe également de veiller à maintenir l'objectif général du Gouvernement en matière de simplification administrative.

Par ailleurs, cette réforme de l'État comporte de réels défis. Comme vous le mentionnez désormais, la première ligne de soins et la prévention relèvent d'une même autorité bien que le niveau fédéral garde de nombreux moyens d'action.

Néanmoins, c'est une opportunité au niveau régional et à titre d'exemple, l'affirmation du rôle de médecin généraliste en matière de prévention devra

s'accompagner d'une réflexion à propos d'une réorganisation efficiente des actions concrètes à mener en partenariat d'ailleurs avec tous les acteurs de la première ligne.

Il n'est pas inutile de rappeler que la Région avait déjà légiféré précédemment en faveur des pratiques de groupe telles que celles des associations de santé intégrée.

Ceci allait déjà dans un sens favorable pour lutter contre le burn-out, car on sait que la pratique en solo est un facteur favorisant celui-ci, et je peux en attester ayant un ami qui, médecin, à 50 ans, vient de décider d'arrêter et de souhaiter refaire quelques prestations horaires en médecine scolaire tant il se sentait effectivement en permanence mobilisé et au-delà de ce qui lui paraissait raisonnable et dans le cas d'espèce, je le comprends.

Mme la Présidente. - La parole est à Mme Vienne.

Mme Vienne (PS). - Je vous remercie, Monsieur le Ministre, pour vos réponses.

(Mme Vienne, doyenne d'âge, reprend place au fauteuil présidentiel)

**QUESTION ORALE DE M. DAELE À
M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX
PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION
SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR « LE SAUT
D'INDEX DANS LES MAISONS DE REPOS »**

Mme la Présidente. - L'ordre du jour appelle la question orale de M. Daele à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « le saut d'index dans les maisons de repos ».

La parole est à M. Daele pour poser sa question.

M. Daele (Ecolo). - Monsieur le Ministre, le coût des maisons de repos pour leurs résidents ne cesse d'augmenter. Il devient même impayable pour nombre de personnes qui ont pourtant besoin de ces services.

Selon certains acteurs, la Wallonie risque ainsi de devenir une région où l'on arrive à terme à un système à deux vitesses : les moins riches dans le public et à charge du CPAS, et le secteur privé pour les plus riches.

En Wallonie, actuellement, le secteur des maisons de repos se répartit entre le public, l'associatif et le privé.

Je souhaiterais vous entendre par rapport au saut d'index dans les maisons de repos, suite à l'annonce de cette décision, qui est très préjudiciable, du Gouvernement fédéral. Le Gouvernement wallon a décidé d'agir à l'égard de l'indexation des loyers pour compenser, en partie, l'impact de la décision fédérale.

Poursuit-il une même réflexion à l'égard de l'indexation des prix au sein des maisons de repos ?

Voilà une question qui est assez précise.

Monsieur le Ministre, je vous remercie d'avance pour vos réponses.

Mme la Présidente. - La parole est à M. le Ministre Prévot.

M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine. - Monsieur le Député, en matière de politique des prix, je vous rappelle que la limitation de l'augmentation des prix prévue dans la seule législation wallonne, d'autres législations ne l'ont pas prévue : cette augmentation ne peut pas, sur une année civile, dépasser 5 % au-delà de l'indexation des prix à la consommation survenue depuis la dernière augmentation.

La législation relative au contrôle des prix énonce également toute une série de justificatifs, que les gestionnaires d'établissements doivent fournir pour prétendre à une hausse de prix.

A cet égard, les dernières données disponibles du SPF Économie montrent que, pour la première moitié de 2014, le prix moyen en MR-MRS, pour la Wallonie, est de 39,88 euros la journée, de loin inférieur au 49,71 euros pratiqués en Flandre, 46,70 euros pratiqués en Région de Bruxelles-Capitale, et 44,91 euros de moyenne pour la Belgique. En Wallonie, le secteur public a un prix journalier inférieur d'environ 2,5 euros, par rapport au secteur privé, et de 3 euros, par rapport au secteur associatif. Je nuance, d'entrée de jeu, ces chiffres. Cela, c'est notamment le fruit d'une analyse qui a été faite, mais qui ne tient pas compte des surcoûts qui sont parfois demandés pour telle ou telle prestation complémentaire. C'est un échantillonnage moyen qui doit aussi être relativisé quant à sa pertinence.

Les lits programmés sont utilisés comme suit : 47,49 % par le secteur privé, 24,54 % par le secteur associatif et 27,74 % par le secteur public.

En ce qui concerne la problématique de l'indexation du prix des hébergements, les gestionnaires ne profitant pas systématiquement de cette possibilité qui leur est offerte, il est difficile de leur refuser ce droit. Certains gestionnaires ne demandent l'indexation de leur prix qu'au bout de plusieurs années, parfois de 5 à 10 ans pour certains d'entre eux.

Ceci dit, vous devez savoir que depuis plus d'une année, nous sommes en période de déflation et dès lors, l'administration de la DG05 qui gère depuis le 1er janvier 2015 cette matière relative au prix, reçoit peu de demandes relatives à l'indexation des prix.

Mme la Présidente. - La parole est à M. Daele.

M. Daele (Ecolo). - Merci, Monsieur le Ministre.

Certaines maisons de repos n'indexent pas. Ma foi c'est fort bien, on ne va pas les y obliger. Vous me dites que peu indexent, mais peu, cela ne veut pas dire « pas ». Je souhaiterais, si il est possible, de pouvoir dire : « Pas d'indexation pour les revenus des pensionnaires. Pas d'indexation dans aucune maison de repos en ce qui concerne les prix. » En tout cas, je souhaite que vous alliez en ce sens.

**QUESTION ORALE DE M. COURARD À
M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX
PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION
SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR « LE
MANQUE D'INFRASTRUCTURES POUR
ACCUEILLIR ET HÉBERGER LES JEUNES
ADULTES EN SITUATION DE HANDICAP »**

Mme la Présidente. - L'ordre du jour appelle la question orale de M. Courard à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « le manque d'infrastructures pour accueillir et héberger les jeunes adultes en situation de handicap ».

La question est retirée.

**QUESTION ORALE DE MME LAMBELIN À
M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX
PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION
SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR
« L'AVENIR DU PROJET TADAM »**

Mme la Présidente. - L'ordre du jour appelle la question orale de Mme Lambelin à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « l'avenir du projet Tadam ».

La question est retirée.

**QUESTION ORALE DE M. STOFFELS À
M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX
PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION
SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR « LA
PÉNIBILITÉ DU MÉTIER DES AIDES
FAMILIALES »**

Mme la Présidente. - L'ordre du jour appelle la question orale de M. Stoffels à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « la pénibilité du métier des aides familiales ».

M. Stoffels (PS). - Monsieur le Ministre, le travail de l'aide familiale consiste à aider les personnes à la vie

quotidienne, aux tâches sanitaires, au rôle éducatif, sur le plan relationnel et sur le plan social. Bon nombre d'aides familiales se plaignent de maux de dos, de stress, de harcèlement, de douleurs physiques, de risques de contagion ou d'accidents et d'épuisement psychologique. Les aides familiales doivent servir des bénéficiaires qualifiés de : difficiles, impliquant des cas psychiatriques et personnes dépendantes ; de lourds, impliquant des personnes isolées, atteintes de démence sénile ou en phase terminale ; ou d'ennuyeux, impliquant des individus agressifs, peu respectueux ou alcooliques.

En moyenne, elles sont épuisées à l'âge de 55 à 56 ans, et souhaitent quitter l'emploi. Plus elles avancent en âge, plus elles ont des difficultés à assumer leurs tâches quotidiennes, que ce soit sur le plan physique ou sur le plan psychique. Souvent elles sont confondues avec des aides ménagères, des femmes de nettoyage... Mais assez souvent, il est difficile pour les services de répartir les travaux en fonction de l'âge ou de l'ancienneté de l'aide familiale. De ce fait, elles optent pour un temps partiel, pour des adaptations de leurs horaires ou tout simplement qu'elles demandent à qu'on réduise le temps qu'elles passent au nettoyage.

Ceci étant dit, il ne convient pas de noircir l'image de cette profession malgré les côtés lourds qu'on ne peut négliger. Elles aiment leur travail, elles aiment rendre service, mais elles demandent aussi à ce que leur métier soit reconnu comme métier pénible. Je ne peux que les appuyer dans cette demande, et ce d'autant plus que la probable réforme des pensions exigera qu'elles prestent encore plus longtemps qu'elles n'ont la capacité physique et psychique de résister à l'épuisement.

Quelle est votre analyse de la question ? Êtes-vous d'accord pour appuyer la demande des aides familiales sur le plan fédéral et de les accompagner dans leur demande d'être reconnues comme exerçant des métiers pénibles ? Ce sera d'autant plus important que la politique du maintien à domicile, que je ne peux qu'approuver, ne doit pas nous mener à ce que celles qui s'y investissent soient, à 60 ans, des personnes totalement usées.

Enfin, dans le DPR le gouvernement s'engage à « mieux articuler les services permettant de rencontrer les besoins de proximité aide familiale, aide-ménagère, aide à domicile) avec le dispositif des titres-services ». Comment envisagez-vous cette réforme?

Mme la Présidente. - La parole est à M. le Ministre Prévot.

M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine. - Monsieur le Député, vous soulevez ici deux problématiques. La première concerne la pénibilité du travail que les aides familiales sont susceptibles de réaliser auprès des

bénéficiaires des services d'aide et de soins à domicile. C'est un métier relationnel très riche; vous avez raison de le rappeler de dire aussi qu'elles assument cette tâche avec la volonté du métier bien fait et souvent le sourire aux lèvres, mais il est vrai que certaines situations sont lourdes émotionnellement et/ou physiquement.

Le public concerné s'élargit. Les aides familiales doivent ainsi intervenir de plus en plus souvent auprès de familles avec des difficultés sociales, de personnes âgées ou porteuses de handicap en perte d'autonomie modérée voire en situation de grande dépendance, de personnes présentant de grosses difficultés psychiatriques. Il est vrai que les bénéficiaires ne sont pas toujours faciles à aborder ou à satisfaire, ...

Les services sont financés pour organiser des réunions d'équipe régulières. Ces moments sont faits pour s'arrêter, pour échanger sur les situations les plus difficiles. Au besoin, des supervisions peuvent être organisées. Des formations variées sont proposées également, afin de combler une difficulté ou d'améliorer les prises en charge.

Un système de tutorat a également été mis en place: des aides familiales qui débutent sont épaulées par des aides familiales expérimentées. Cela permet une transmission d'expérience, une formation par les pairs, ... mais aussi une valorisation pour ces personnes qui exercent leur métier depuis de nombreuses années.

Concernant les aides familiales plus âgées, en fin de carrière, des formations sur le thème de « Penser plus tôt à plus tard » voient le jour. Cela permet des moments privilégiés, avec des personnes dans la même situation. C'est l'occasion d'aborder la fin de carrière, d'envisager le passage à la retraite, ainsi que d'échanger quelques trucs et astuces.

Vous m'interpellez également sur le soutien que je pourrais apporter pour appuyer une demande de reconnaissance du métier d'aide familial comme métier pénible. Je n'ai à l'heure actuelle pas entendu parler de demande en ce sens. Si il est incontestable que c'est d'abord auprès du ministre fédéral des Pensions qu'elle devrait être portée. Je n'ai pas de difficulté, intellectuellement s'entend, à considérer que la demande de reconnaissance comme métier pénible se justifierait pleinement.

Quant à la seconde problématique que vous amenez, elle concerne l'articulation des métiers de l'aide à domicile avec le dispositif des titres-services.

Comme déjà dit à plusieurs reprises, une concertation avec ma collègue, Mme Tillieux, est nécessaire sur le sujet.

En effet, il est indispensable, selon moi, de mieux définir les missions, mais aussi les limites de chaque métier, son public d'intervention, et éviter les chevauchements qui génèrent des contrariétés, qui sont

inefficacients et inopérants. Ce travail est en cours avec les différents secteurs concernés.

Mme la Présidente. - La parole est à M. Stoffels.

M. Stoffels (PS). - Je tiens à remercier le ministre pour la réponse qu'il a donnée et lui dire que je me réjouis de la compréhension que vous apportez à l'égard du métier des aides familiales. Cela ne fait pas longtemps que j'ai pu assister à plusieurs séances où les aides familiales étaient en train d'échanger par rapport à leur métier. Effectivement, c'est une question qui commence à la préoccuper de plus en plus, notamment avec ce qui se dessine à l'horizon : cette réforme de la pension.

Quelqu'un qui, à l'heure actuelle, a 56 ans, il se dit : « Si je devais, vu l'épuisement physique et psychique dont je suis victime à l'heure actuelle, travailler jusqu'à 66 ans [...] ». Ce sont parfois des perspectives difficiles à vivre sur le moment même. Deuxièmement, c'est difficile également sur le plan de la résistance par rapport à l'épuisement.

Maintenant, vous n'avez pas encore été saisi d'une demande, mais il me semble que l'acte doit être joint à parole. Le message, quand il arrivera au niveau des aides familiales, vous n'allez pas tarder à en être saisi, je suppose.

QUESTION ORALE DE M. STOFFELS À M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR « L'OCTROI DE LITS SUPPLÉMENTAIRES À LA MAISON DE REPOS ET DE SOINS DE BORGOMONT »

Mme la Présidente. - L'ordre du jour appelle la question orale de M. Stoffels à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « l'octroi de lits supplémentaires à la maison de repos et de soins de Borgoumont ».

La parole est à M. Stoffels pour poser sa question.

M. Stoffels (PS). - Monsieur le Ministre, le communiqué du CHPLT relatif à la MRS de Borgoumont continue à faire des vagues. On y annonçait que les 26 lits attendus pour atteindre la centaine, 101 exactement, susceptibles d'assurer la rentabilité n'étaient toujours pas octroyés et que la Région refusait de proroger un accord de principe de 2012 dans cette perspective.

De plus, vu l'évolution de la norme du nombre de patients par chambre et le manque de subsides pour agrandir la MRS, le nombre de lits devrait chuter de 75 à 38.

On craint pour l'avenir de l'institution reprise par le CHPLT à la province en 2004. Pourtant le personnel a réussi à diminuer le déficit de 150 000 euros et les 100 000 euros restants correspondent à la dépense pour faire venir les repas de Verviers par navettes. Avec une cuisine sur place, on ferait mieux.

Replacer les infirmières pourrait être relativement aisé. Par contre, pour les aides-soignantes, ce serait moins évident. Borgoumont est important pour le sud de l'arrondissement. Stoumont et Trois-Ponts versent leur écot pour combler partiellement le déficit de l'institution qui emploie 55 équivalents temps plein. L'une a donné 60 000 euros en 2014 et la seconde 25 000 euros.

Monsieur le Ministre, que veut-on au niveau du Gouvernement pour cet établissement ? Comment peut-on aider les personnes MRS au sud de l'arrondissement de Verviers sans les couper de tous leurs contacts avec l'environnement dans lequel ils ont vécu toute une vie ?

Comment garantir les emplois du personnel qui a contribué activement à réduire le déficit de cette institution ?

Quelle est la justification pour ne pas proroger l'accord de 2012 et d'accorder à l'institution le nombre de lits, par ailleurs attendus, pour atteindre un seuil qui garantirait la survie de l'institution ?

De qui dépend l'autorisation d'organiser une cuisine sur place si cela permet d'améliorer le bilan de l'institution ?

Quels signaux peut-on envoyer pour la survie d'une institution dont on a tant besoin dans le sud de l'arrondissement de Verviers, voire même dans le nord de la Province de Luxembourg ?

Mme la Présidente. - La parole est à M. le Ministre Prévot.

M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine. - Monsieur le Député, en réponse à votre question, je tiens à préciser qu'en fait le gestionnaire de la maison de repos précitée, soit le Centre hospitalier Peltzer-La Tourelle, a reçu un premier accord de principe pour 26 lits MR le 3 février 2006. Ces 26 lits MR venant compléter la structure MRS pure d'une capacité de 75 lits. Cet accord de principe, valable trois ans, a été prorogé le 18 décembre 2008 pour une nouvelle durée de trois ans. Le 3 février 2012, force a été de constater qu'aucun de ces 26 lits n'avait été concrétisé.

À défaut d'une nouvelle prorogation de l'accord de principe originel – la prorogation d'accord de principe n'étant autorisée que pour une nouvelle durée de trois ans maximum – le gestionnaire a introduit en 2012 une demande de financement différé pour activer ledit accord.

Toutefois, à ce jour, rien n'a été concrétisé pour finaliser cet accord de principe appuyé par l'accord octroyé en 2006. Cette demande a été accueillie favorablement par mon prédécesseur, Mme Tillieux, sur base des arguments suivants avancés par le gestionnaire : l'échec de la cession de l'activité à l'intercommunale des Heures Claires à Spa, la volonté de maintenir et d'augmenter l'offre de services aux personnes âgées sur la commune, les modifications fondamentales apportées au projet architectural initial et la décision le 7 juillet 2011 du bureau permanent du conseil d'administration du CHPLT de se lancer, enfin, dans le projet. Ceci laissant supposer une concrétisation du projet avant l'échéance du 2 avril 2015.

Le 17 novembre 2014, le Centre Hospitalier Peltzer-La Tourelle sollicite, une nouvelle fois, la prorogation de cet accord de principe pour une période de trois ans en justifiant la non-concrétisation de son projet par le déficit important de l'activité de l'existant – 75 lits MRS – et l'absence de moyens de la Région wallonne pour le financement des structures médico-sociales.

Le gestionnaire n'apportant aucune garantie de la concrétisation de son projet dans les trois prochaines années, puisque cette concrétisation des 26 lits MR reste subordonnée à l'octroi hypothétique de subsides, la prorogation sollicitée a été refusée par mes soins, sur proposition de l'administration, le 10 février 2015.

En fixant la validité d'un accord de principe à trois ans, prorogeable une fois, le législateur a déterminé un délai maximal techniquement raisonnable pour la concrétisation de lits dont le citoyen âgé a besoin.

Compte tenu du manque de lits sur l'ensemble du territoire wallon par rapport aux besoins de nos aînés, il est inconcevable de participer au gel de lits de maison de repos et proroger cet accord de principe serait revenu à geler ces 26 lits MR pour une nouvelle durée de trois ans, soit 12 ans au total. Un gel de 26 lits durant 12 ans, sans perspective concrète de réalisation du projet, alors même que les besoins sont criants sur le reste du territoire wallon, c'est 12 ans pendant lesquels personne n'aurait pu profiter d'une prise en charge en institution. Cela ne me paraissait plus de l'ordre du raisonnable.

En outre, comme déjà rappelé, je souhaite préciser que la réduction de lits que vous évoquez dans votre question est connue des maisons de repos et de soins depuis 2000, il y a 15 ans. En effet, c'est par un arrêté royal du 24 juin 1999 qu'ont été promulguées ces normes spécifiques MRS. Le délai de mise en conformité était alors fixé au 1er janvier 2005, reporté au 1er janvier 2010, reporté au 1er janvier 2015. J'ai octroyé finalement un dernier délai au 1er janvier 2018 à certaines institutions sur base d'éléments probants. La résidence Philippe Wathélet bénéficie de cet ultime report. C'est un peu le RER des mises aux normes.

Ces normes MRS ont un impact réel sur le bien-être des résidents puisqu'elles touchent à la capacité maximale d'occupation de chambres par deux résidents et la surface minimale des chambres, ainsi que l'existence d'un espace sanitaire distinct dans les chambres.

Par ailleurs, la Région wallonne n'est pas responsable de l'avenir de la maison de repos Résidence Philippe Wathelet, située sur l'arrondissement de Verviers.

Le seul et unique responsable de la viabilité et du fonctionnement de cette institution, comme de n'importe quelle autre d'ailleurs, c'est le gestionnaire de cette institution, à savoir le centre hospitalier Peltzer-La Tourelle.

La responsabilité du Gouvernement wallon est de veiller à répondre aux besoins de ses citoyens âgés en assurant une répartition équilibrée des lits de maison de repos sur son territoire. Pour procéder à cette répartition équilibrée, le législateur a établi des critères objectifs de distribution des lits qui obligent à donner la priorité aux arrondissements et au secteur les moins pourvus en lits.

Pour répondre à votre question sur l'offre de lits MR sur l'arrondissement de Verviers, il est important de relever que Verviers est classé en 16^e position sur l'ensemble des 20 arrondissements de la Région linguistique de langue française et que, par rapport à l'ensemble des arrondissements, même si Verviers manque de lits, il est bien mieux loti que 15 autres arrondissements sur les 20 du territoire wallon francophone.

En ce qui concerne l'offre de lits MRS sur l'arrondissement de Verviers, celui-ci est classé en 13^e position, et ce, sans compter les 199 lits MRS purs qui sont actuellement hors programmation.

Je pense qu'en la circonstance, toutes les chances ont pu être données, renouvelées, mais qu'à un moment donné, on était au-delà du raisonnable. Ceci étant, je sais qu'ils ont introduit un recours. Je crois savoir que c'est aujourd'hui même que la commission de recours comptait traiter du dossier. À l'heure où on vous parle, j'ignore de quoi il retourne, mais, en tout état de cause, je pense que le nécessaire a été fait de manière respectueuse et raisonnable dans le chef du pouvoir politique wallon et qu'à un moment donné, chacun doit pouvoir aussi balayer devant sa porte.

Mme la Présidente. - La parole est à M. Stoffels.

M. Stoffels (PS). - Comme quoi il est parfois utile de faire de l'archéologie politique.

QUESTION ORALE DE M. DODRIMONT À M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR « LES COFCUBES »

Mme la Présidente. - L'ordre du jour appelle la question orale de M. Dodrimont à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « les COFCubes ».

La question est retirée.

QUESTION ORALE DE M. DAELE À M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR « LA VIE EN AUTONOMIE »

Mme la Présidente. - L'ordre du jour appelle la question orale de M. Daele à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « la vie en autonomie ».

La parole est à M. Daele pour poser sa question.

M. Daele (Ecolo). - Monsieur le Ministre, le 26 mars dernier avait lieu, ici même, le colloque « Vivre sa vie : un droit fondamental ! Un droit respecté ? » organisé par l'ASBL « Ensemble pour une vie autonome ».

À cette occasion, nous avons pu entendre des expériences de bonnes pratiques dans ce domaine émanant du Pays de Galles et de Suède. La représentante de votre cabinet a présenté les priorités de la Déclaration de politique régionale pour améliorer la qualité de vie des personnes handicapées en fonction de leurs besoins. Une des priorités vise le maintien à domicile.

Il y a quelques semaines, je vous avais interpellé concernant la situation d'une personne myopathe pour qui le service d'aide et de soins avait décidé d'interrompre l'aide pour se nourrir. Une solution transitoire avait été trouvée et aujourd'hui, aucune solution durable n'est trouvée et cette personne se trouve sans solution.

Le fait de devoir aller en institution dans cet exemple, une personne qui était à son domicile et qui est contrainte et forcée d'aller en institution pour des raisons qui ne sont pas des raisons légales, mais plutôt de mésentente avec les soins à domicile est beaucoup plus coûteuse pour la société, mais elle constitue avant tout un drame humain pour quelqu'un qui se retrouve en institution et qui ne souhaite pas y être, alors qu'il est possible de ne pas y être. Cela met, en outre, notre pays en contradiction avec la Convention des Nations Unies relatives aux droits des personnes handicapées qui dit

que « Les personnes handicapées doivent avoir la possibilité de choisir, sur la base de l'égalité avec les autres, leur lieu de résidence et où et avec qui elles vont vivre et qu'elles ne soient pas obligées de vivre dans un milieu de vie particulier ».

Monsieur le Ministre, vous avez reconnu qu'il y avait un travail législatif à accomplir en matière de délégation d'actes posés par les professionnels de la santé aux services d'aide aux familles. Mais ce travail prendra du temps.

La réunion de concertation entre le Gouvernement fédéral et les entités fédérées relative à ce sujet a-t-elle eu lieu ? Quelles sont les perspectives ?

Monsieur le Ministre, avez-vous trouvé une solution durable à cette situation kafkaïenne ou la personne va devoir renoncer à vivre à son domicile ? Ne serait-il pas envisageable de mettre en place des assistants de vie à l'instar de ce qui existe en France ? Pour notre Région, cela me paraît être une initiative intéressante dont on pourrait s'inspirer.

Mme la Présidente. - La parole est à M. le Ministre Prévot.

M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine. - Monsieur le Député, concernant la situation que vous évoquez, je peux vous confirmer qu'une solution provisoire a été trouvée et proposée à la personne concernée. Mais il me semble qu'il n'est pas opportun de discourir sur une situation particulière en commission.

Je parlerai donc de manière plus générale pour rappeler que les services qui interviennent au domicile font leur possible pour épauler les personnes en perte d'autonomie dans leur projet pour rester dans leur lieu de vie. Ils vont d'ailleurs souvent très loin dans la prise en charge au domicile.

S'il est légitime pour chacun de vivre dans le cadre de vie qu'il souhaite, le choix de vie assumable par la collectivité a malheureusement ses limites.

De nombreux services et aides financières sont mobilisables à cet égard. Il est du devoir du monde politique de favoriser, autant que faire se peut, le milieu de vie des personnes dépendantes.

Vous faites référence aux assistants de vie. C'est un concept qui n'est pas développé actuellement en Wallonie, à ma connaissance. Financer une présence 24 heures sur 24, au domicile d'une personne fortement dépendante, serait extrêmement coûteux pour la collectivité. D'autant plus, lorsqu'il faut poser des actes infirmiers au pied levé. On en revient aux limites de ce qui est raisonnablement assumable pour la collectivité.

Concernant la réflexion en matière de délégation d'actes posés par des professionnels du soin vers des

professionnels de l'aide, la concertation avec le Fédéral n'a pas encore été fixée à ce jour.

La ministre fédérale de la Santé doit relancer les groupes de travail à l'INAMI. Je suppose qu'elle ne tardera pas à le faire.

Mme la Présidente. - La parole est à M. Daele.

M. Daele (Ecolo). - Merci, Monsieur le Ministre. En effet, on n'évoque pas de cas particuliers, sauf s'ils exemplifient une problématique plus large et ici, je pense qu'un cas peut exemplifier le fait qu'une aide n'est pas attribuée alors que les limites ne sont pas atteintes. C'est bien là le problème. On refuse des soins à une personne alors qu'elle est dans les conditions pour les recevoir. C'est une mésentente qui cause un arrêt des soins et, à mon sens, une mésentente ne doit pas contrevenir, malgré le fait que l'on peut comprendre, humainement, des mésententes, mais elles ne doivent pas contrevenir à la convention internationale des droits des personnes handicapées.

Pour le reste, je vous encourage à pouvoir relancer tous les contacts nécessaires pour pouvoir avancer sur une solution durable pour ce qui est de la pose des actes.

**QUESTION ORALE DE MME SALVI À
M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX
PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION
SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR « LES
MODALITÉS DE DISTRIBUTION DE PILULES
CONTRACEPTIVES ET DE CONTRACEPTION
D'URGENCE PAR LES CENTRES DE PLANNING
FAMILIAL »**

**QUESTION ORALE DE MME PÉCRIAUX À
M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX
PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION
SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR
« L'ACCOMPAGNEMENT DES PLANNINGS
FAMILIAUX »**

Mme la Présidente. - L'ordre du jour appelle les questions orales à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine :

- de M. Salvi, sur « les modalités de distribution de pilules contraceptives et de contraception d'urgence par les centres de planning familial » ;
- de Mme Pécriaux, sur « l'accompagnement des plannings familiaux »

Les questions sont retirées.

**QUESTION ORALE DE MME TROTTA À
M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX
PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION
SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR « LA
LUTTE CONTRE LA PRÉCARITÉ DES
FAMILLES MONOPARENTALES »**

Mme la Présidente. - L'ordre du jour appelle la question orale de Mme Trotta à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « la lutte contre la précarité des familles monoparentales ».

La question est retirée.

**QUESTION ORALE DE M. BOUCHEZ À
M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX
PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION
SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR « LES
DYSFONCTIONNEMENTS DANS LA GESTION
DE LA MAISON DE REPOS DU CPAS DE SAINT-
GHISLAIN »**

**QUESTION ORALE DE M. BOUCHEZ À
M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX
PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION
SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR « LA
GESTION DE LA MAISON DE REPOS DU CPAS
DE SAINT-GHISLAIN »**

Mme la Présidente. - L'ordre du jour appelle les questions orales à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine :

- de M. Bouchez, sur « les dysfonctionnements dans la gestion de la maison de repos du CPAS de Saint-Ghislain » ;
- de M. Bouchez, sur « la gestion de la maison de repos du CPAS de Saint-Ghislain ».

La parole est à M. Bouchez que j'invite à grouper ses deux questions puisqu'elles portent sur le même thème.

M. Bouchez (MR). - Apparemment, c'est une redirection de la part du Gouvernement, mais il y en avait une vraiment pour votre collègue, le Ministre Furlan puisqu'elle concerne le comportement électoral dans cette maison de repos, mais apparemment, on vous l'a mise. Je ne vais pas vous obliger à répondre sur quelque chose qui ne fait pas partie de votre compétence. Je reposerai sur ce volet-là. C'est vrai que les questions étaient proches au début, mais il y avait du changement à la fin qui était la question au sens strict.

Monsieur le Ministre, je voudrais vous poser une question sur une situation qui est très grave et très préoccupante, c'est celle du home du CPAS de la Commune de Saint-Ghislain où un fait assez dramatique a mis en lumière d'autres comportements qui semblent poser problème. Ce fait dramatique, c'est une chute

d'une des pensionnaires qui, apparemment, aurait été cachée par la direction de la structure, chute qui a entraîné son décès.

Pour le moment, la direction de la structure ne se prononce pas. Ici, on n'est bien évidemment pas dans un rôle de parquet ou de juge d'instruction. Les organes compétents s'en occuperont, néanmoins, de par cet événement dramatique, toute une série d'autres problèmes ont été mis au jour, des problèmes dénoncés par des groupes politiques au conseil communal de Saint-Ghislain depuis de nombreuses années. Des pratiques qui ont également été dénoncées dans le cadre d'un audit qui avait été mené par une société spécialisée en la matière. Ces pratiques posent beaucoup de questions.

Quelques-unes pour que vous vous rendiez bien compte de la situation. On a parfois certains patients qui semblent sonner pendant plus d'une demi-heure la nuit sans que l'on vienne les aider. Il y a un changement régulier de direction, ce qui entraîne une désorganisation totale. Certaines familles ont été jusqu'à dénoncer que des patients n'avaient même pas droit à une douche par semaine. On n'est pas sur les standards maximums ici, on est vraiment sur le *minimum minimorum* qui n'est même pas rencontré.

D'autres difficultés liées au personnel, avec des démotivations, des absences extrêmement fréquentes, dans le volet de votre question qui était pour votre collègue, le Ministre Furlan, il y a même des pratiques qui posent questions où certaines familles se sont plaintes de l'absence de la carte d'identité du pensionnaire, de la carte électorale qui avait été confisquée, les empêchant de voter par procuration pour leurs parents. Sans vouloir faire de l'humour là-dessus, c'est *Germinal*, quand on lit les descriptions.

À côté de cela, il y a un problème, c'est le bâtiment lui-même, la structure qui n'est plus aux normes, qui a reçu de nombreuses dérogations de la part de la Région. Des investissements ont été faits théoriquement pour améliorer le bâtiment, malgré lesquels on ne voit aucun changement structurel.

Premier élément, qu'en est-il par rapport à votre compétence ? Avez-vous eu des informations en la matière ? Avez-vous eu des demandes de la part de la Commune de Saint-Ghislain, des demandes d'aide indépendamment des demandes de dérogation, parce qu'il semble que l'on est vraiment dans une situation d'urgence ?

Deuxième aspect, il semblerait que des subsides aient été promis par la Région pour la rénovation des lieux. Ils n'ont toujours pas été libérés. Qu'en est-il à ce niveau-là ? Peut-on espérer une intervention de la Région qui – j'insiste là-dessus – peut régler des problèmes d'infrastructure, mais ne réglera pas les problèmes de gestion du home en tant que tel, puisque,

par exemple, on peut réinvestir de l'argent, ce n'est pas cela qui va faire en sorte que la direction devienne plus stable ou que les conditions de travail du personnel s'améliorent, par conséquent les conditions d'accueil des résidents.

Je crois que l'on est ici face à une grande difficulté. Il y aura une question un peu plus tard sur les normes dans les maisons de repos, mais ici, ce n'est même pas que l'on est en dessous des normes, c'est en dessous de la décence qui doit s'offrir à n'importe quel citoyen, à n'importe quel résident.

Mme la Présidente. - La parole est à M. le Ministre Prévot.

M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine. - Monsieur le Député, la situation du home Les colombes m'est évidemment bien connue. Vous seriez choqué d'ailleurs que je vous dise à l'instant que c'est grâce à votre intervention que j'en ai pris conscience. Ce serait dès lors pécher par manque de prévoyance. En l'occurrence, c'est effectivement, depuis quelque temps déjà, bien avant que vous ne me questionnez sur le sujet, que je me suis inquiété de la situation à la lumière des informations qui m'avaient été transmises.

Les services d'inspection du Service public de Wallonie ont effectué deux visites d'inspection récemment, le 10 juin 2014 et le 20 janvier 2015.

La première visite a montré d'importantes lacunes qui ont amené l'administration à envoyer un avertissement aux gestionnaires de l'établissement, avec une copie au bourgmestre de Saint-Ghislain. Cet avertissement est la démarche préalable à l'initiation éventuelle d'une sanction administrative plus lourde.

La dernière inspection du 20 janvier 2015 a révélé qu'il avait été remédié à une majorité des lacunes. D'ailleurs, lors de cette visite, aucun des manquements en termes d'hygiène ou d'appels sans réponse n'a été démontré. Le personnel et le directeur en place depuis août 2013 montraient une réelle volonté à rencontrer l'ensemble des normes édictées par le Code wallon de l'action sociale et de la santé et le Code réglementaire.

Les inspecteurs concluaient d'ailleurs leur rapport par les mots suivants – je cite – : « Amélioration visible de la situation, malgré la persistance de plusieurs lacunes majoritairement architecturales ». En effet, le bâtiment ne rencontre plus les normes actuelles. Un projet pour la construction d'une nouvelle maison de repos a déjà été déposé sous l'ancienne législature. La situation économique de la Wallonie ne nous permet pas d'annoncer le déblocage à court terme des fonds nécessaires à ce projet.

Je profite de l'occasion pour, moi-même, remettre quelques points sur les i. Je crois savoir qu'il y a eu plus de promesses d'intervention dans les projets, qu'il n'y a

de capacité de les assumer financièrement. Il me reviendra ce désagréable rôle de devoir jouer le désenchanteur à l'égard de celles et ceux qui évidemment y ont cru. Comme le dit le dicton, les promesses n'engagent que ceux qui y croient. Je n'ai pas pour habitude de promettre quelque chose quand je ne dispose pas des fonds. Il me faudra aussi réaliser ce travail-là.

Si le CPAS de Saint-Ghislain a pu bénéficier du report de normes MRS, comme d'ailleurs plus d'une centaine d'établissements en Wallonie, elles devront néanmoins être clairement rencontrées pour janvier 2018.

Pour ce qui est de la plainte visant le décès suspect d'une résidente, ce dossier a dû être transmis au parquet du procureur du Roi. Là, vous comprendrez qu'il ne m'appartient pas, ni à moi, ni à mon administration, de nous substituer au devoir d'enquête de la justice qui, j'imagine, fera clairement et correctement son travail sur base de tous les éléments que vous avez portés à ma connaissance, qui, réceptionnés tels quels, ne peuvent évidemment que susciter l'indignation, mais que par principe je me dois de prendre avec les pincettes nécessaires et me fier davantage aussi au travail des inspecteurs de mon administration dont c'est le métier.

Mme la Présidente. - La parole est à M. Bouchez.

M. Bouchez (MR). - Merci, Monsieur le Ministre, pour ces éléments de réponse.

Je comprends tout à fait la prudence par rapport au cas dramatique évoqué. Je l'ai d'ailleurs moi-même évoqué dans la question, on doit rester chacun à sa place et chacun dans son rôle dans une démocratie pour que celle-ci fonctionne correctement. Maintenant, c'est à la justice d'agir à ce niveau-là.

Pour le reste, j'entends bien plusieurs éléments.

Le premier, je ne peux que vous saluer pour votre honnêteté en ce qui concerne les subsides. Au moins, maintenant, on est fixé. On ne peut pas s'attendre à une amélioration notable des infrastructures à court terme. Néanmoins, vous refixez la date de 2018, ce qui impose à un moment donné de trouver une solution. Soit on aura des fonds d'ici 2018, vu la tendance budgétaire, indépendamment de nos partis respectifs ou du débat politique, je n'ai pas l'impression que cela sera facile... Maintenant, on verra les moyens qui vont être débloqués.

M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine. - Pour être tout à fait transparent, si Mme la Présidente m'y autorise...

Mme la Présidente. - Vous y êtes autorisé.

La parole est à M. le Ministre Prévot.

M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine. - Dans la trajectoire de négociation que nous avons menée lors des négociations gouvernementales de l'été dernier, il avait été prévu, en 2017, 2018 et 2019, des moyens dévolus notamment à une subvention de projets de maisons de repos. Ces marges dégagées ne sont plus que théoriques depuis que nous savons, depuis trois semaines, qu'il y a plusieurs centaines de millions d'euros à devoir encaisser et que ce montant à devoir encaisser a une portée structurelle. Dès lors, à lui seul, il vampirise les marges qui avaient été projetées, identifiées. Il conviendra d'être particulièrement créatif, dès lors – je n'ai aucun plaisir à l'annoncer puisque je ne cherche pas à être le Premier ministre à ne pas pouvoir subventionner la moindre maison de repos en l'espace d'une législature – que nous soyons créatifs pour dégager les moyens, parce que les dossiers sont en attente. Vous comprendrez, dès lors, d'autant mieux pourquoi je m'autorise à plaider pour qu'il y ait aussi une politique de main tendue intelligente et raisonnable à l'égard des acteurs privés ou associatifs qui disposent des fonds et que l'on ne peut plus, aujourd'hui, apporter une solution à ce secteur si l'on reste dans des postures dogmatiques.

Mme la Présidente. - La parole est à M. Bouchez.

M. Bouchez (MR). - Au-delà d'une réplique, simplement saluer une nouvelle fois les éléments de réponse qui sont bien utiles.

Cela veut dire que, du côté du CPAS de Saint-Ghislain, il y a un travail colossal à faire dans leur management pour que, malgré les conditions, puisque ce n'est pas la seule maison de repos qui, malheureusement, a de telles conditions en matière d'infrastructure, pourtant, Dieu merci, toutes les maisons de repos n'arrivent pas dans des situations qui semblent en tout cas – à lire la presse – aussi polémiques et problématiques.

J'entends ici que le ministre renvoie – de manière compréhensible par rapport aux explications que vous avez données – à la responsabilité du management de ce home.

Dernier point, vous avez parlé de cette fameuse visite de janvier 2015, lors de cette visite, persistaient encore une série de difficultés.

Je peux penser qu'une visite sera certainement organisée prochainement pour le suivi de ce dossier, compte tenu de ces éléments, mais je ne sais pas si vous avez la main sur le fait de pouvoir décider à quel moment et à quel endroit on envoie des inspecteurs. Je sais que ce n'est pas une interpellation, Madame la Présidente, mais un peu de souplesse, s'il vous plaît.

Mme la Présidente. - Cher collègue, il y a encore quelques questions. Si vous souhaitez prolonger le dialogue, vous le ferez quand la séance sera terminée.

Je rappelle, je ne sais pas quel est le règlement du Parlement, mais une réplique est une réplique. Ce n'est pas une autre question.

**QUESTION ORALE DE M. BOUCHEZ À
M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX
PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION
SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR
« L'AUTONOMISATION DES PERSONNES
ÂGÉES GRÂCE AUX OUTILS
TECHNOLOGIQUES »**

Mme la Présidente. - L'ordre du jour appelle la question orale de M. Bouchez à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « l'autonomisation des personnes âgées grâce aux outils technologiques ».

La parole est à M. Bouchez pour poser sa question.

M. Bouchez (MR). - Monsieur le Ministre, le Salon des seniors de Paris a mis en évidence le développement important des outils technologiques pour l'aide aux personnes âgées. Ces différents mécanismes permettent deux choses : de permettre à des personnes âgées de rester à la maison, puisque l'on a toute une série de mécanismes, par exemple d'alerte ou de suivi en matière de soins, qui peuvent se faire à l'extérieur. Et un focus particulier a été mis, par exemple, sur la maladie d'Alzheimer qui permet, grâce à des robots, de continuer à rester à la maison et à garder une certaine autonomie ainsi que prévenir les difficultés comme des chutes.

Beaucoup d'outils technologiques permettent ce genre de choses.

Ce Salon des seniors a mis en évidence cette tendance qui répond au débat que l'on vient d'avoir par rapport aux maisons de repos. Le fait de permettre de maintenir un maximum de personnes peut être une réponse aussi aux difficultés de financement des maisons de repos.

Qu'en est-il de la politique de la Région wallonne en ce qui concerne ces modes alternatifs d'accueil dans les homes et maisons de repos ?

Quand on voit les coûts que représente la mise en conformité de certaines maisons de repos, n'envisagerait-on pas, à un moment donné, de libérer des budgets moins élevés qui viendraient aider des personnes pour qu'elles puissent rester à domicile ? Ce serait à la fois un gain qui pourrait être économique et bien souvent un souhait rencontré par les familles. Quelle est votre position par rapport à cela ?

J'aurai d'ailleurs une dernière question par rapport aux maisons de repos de savoir si ces outils technologiques ne peuvent pas venir aider le personnel et, par exemple, lorsqu'il y a des visites de contrôle, ne peut-on pas établir que certaines maisons de repos pourraient s'en sortir de la sorte. Le ministre m'éclairera certainement aussi sur la question de savoir si ces visites sont commandées par le ministre où si elles sont d'initiative de la part de l'administration.

Mme la Présidente. - La parole est à M. le Ministre Prévot.

M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine. - Monsieur le Député, pour répondre d'abord à votre dernière interrogation, puisqu'elle semble vous tarauder, je pense, sans connaître sur le bout des doigts tout le règlement, que j'ai la capacité de donner une injonction à mon administration pour qu'il y ait d'initiative une inspection qui se fasse, mais sinon, la plupart du temps – et d'ailleurs, je ne pense jamais avoir utilisé cet outil jusqu'à présent – c'est l'administration elle-même qui planifie ces inspections.

Pour en revenir à l'objet de votre question, il est vrai que de plus en plus d'initiatives privées voient le jour en termes de robotisation pour favoriser la sécurité des personnes en perte d'autonomie ou pour renforcer l'accompagnement relationnel des personnes présentant des troubles neurologiques tels que la maladie de type Alzheimer.

À l'heure actuelle, il n'existe pas d'étude scientifique indépendante qui prouve que ces robots dits thérapeutiques aient une efficacité quelconque et améliorent la qualité de vie de ces personnes. De nombreux spécialistes mettent d'ailleurs en garde les professionnels contre l'utilisation de ces techniques qui ne répondent pas aux attentes des personnes atteintes de démence – celles-ci ne reconnaissent pas ces objets – et semblent très infantilisantes.

S'il est indéniable que l'informatisation et les nouvelles technologies progressent, ces outils ne peuvent pas, à eux seuls, constituer des solutions favorisant la solution à domicile.

Partant du constat que vivre chez soi reste pour bon nombre de personnes une condition indispensable à la qualité de vie, la volonté du Gouvernement est de tout mettre en œuvre pour permettre au plus grand nombre de continuer à vivre de la manière la plus indépendante possible.

C'est pourquoi divers services existent en Wallonie dans le but de permettre à ceux qui le désirent de vivre au sein de leur habitation le plus longtemps possible et dans une qualité de vie optimale. Pour répondre à votre question, je vous propose de vous présenter une liste

non exhaustive, mais cependant représentative des services favorisant le soutien à domicile :

- les services d'aide aux familles et aux aînés, permettant de rencontrer les besoins de proximité. L'aide familiale, l'aide-ménagère, la garde à domicile interviennent au domicile de la personne afin de fournir un accompagnement et une aide à la vie quotidienne qu'il s'agisse de courses, de soins d'hygiène, de tâches ménagères et autres ;
- les services-conseils en aménagement du domicile proposant gratuitement à chaque personne qui les sollicite, le diagnostic du logement par la visite d'un ergothérapeute. Le but est d'adapter au mieux le domicile aux besoins de la personne en perte d'autonomie ou de mobilité ;
- les centres de coordination qui interviennent auprès de toute personne en perte d'autonomie temporaire ou définitive, qui manifeste le désir de rentrer ou rester chez elle. La coordination s'efforce de trouver une solution sur mesure aux situations de vie rencontrées.

Outre ces services, intervenant au sein du domicile des bénéficiaires, il existe également d'autres structures visant à soutenir l'usager dans son choix de rester au sein de son habitation. Il peut s'agir de la formule de court séjour en maison de repos ainsi que des centres d'accueil ou de soins de jour.

Une autre solution alternative destinée à des personnes ayant conservé un certain degré d'autonomie, c'est la résidence services, structure tampon entre le domicile et la maison de repos. Cette formule répond à un réel besoin des aînés : vivre en autonomie tout en bénéficiant d'un climat sécurisant.

Outre ces solutions existantes et ayant prouvé leur pertinence dans l'offre de services pour nos aînés, se développent également des habitats alternatifs de type logement kangourou, logement intergénérationnel, habitat groupé et j'en passe.

La Wallonie ne manque pas de projets ni de ressources, ce sans exclure le suivi de tout développement technologique qui favoriserait le maintien à domicile surtout à l'heure du numérique.

Mme la Présidente. - La parole est à M. Bouchez.

M. Bouchez (MR). - Je vois que Monsieur le Ministre n'aime pas trop les robots, mais la question était plus large et c'est l'aide à la technologie qui permet justement d'avoir du maintien à domicile. J'ai entendu votre point de vue sur les robots. On peut éventuellement le comprendre à très court terme, mais je crois qu'à moyen ou long terme on ne pourra pas y échapper ou, en tout cas, cela vaut la peine de réfléchir à cette question et de ne pas fermer la porte.

J'attends que dans la stratégie de la Wallonie à un moment donné cette question puisse aussi venir en aide, puisque les nouvelles technologies seront un atout certainement dans la gestion du vieillissement de la population. Je vous remercie.

**QUESTION ORALE DE MME PÉCRIAUX À
M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX
PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION
SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR
« L'INDEXATION DES ALLOCATIONS
FAMILIALES »**

**QUESTION ORALE DE M. DRÈZE À
M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX
PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION
SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR « LA
QUESTION DE L'INDEXATION DES
ALLOCATIONS FAMILIALES EN RÉGION
WALLONNE »**

**QUESTION ORALE DE M. DAELE À
M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX
PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION
SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR
« L'INDEXATION DES ALLOCATIONS
FAMILIALES »**

Mme la Présidente. - L'ordre du jour appelle les questions orales à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine :

- de Mme Pécriaux, sur « l'indexation des allocations familiales » ;
- de M. Drèze, sur « la question de l'indexation des allocations familiales en Région wallonne » ;
- de M. Daele, sur « l'indexation des allocations familiales ».

La question de M. Daele est retirée.

La parole est à Mme Pécriaux pour poser sa question.

Mme Pécriaux (PS). - Monsieur le Ministre, le saut d'index est voté au Fédéral et la Ministre fédérale des affaires sociales a déclaré que le saut d'index s'applique également aux allocations familiales.

Alors si les Régions dépendent d'un transfert financier du fédéral, elles sont toutefois, depuis la sixième réforme de l'État, compétentes dans cette matière. Les Régions peuvent donc décider seules d'indexer ou non les allocations familiales.

Monsieur le Ministre, vous avez sans doute senti mon interrogation venir, la Région wallonne va-t-elle suivre le Fédéral dans ses choix de bloquer les salaires et les allocations sociales ou au contraire, mettra-t-elle

tout en place pour assurer une indexation des allocations familiales et quel sera alors le mécanisme qui sera mis en place ?

Mme la Présidente. - La parole est à M. Drèze pour poser sa question.

M. Drèze (cdH). - Monsieur le Ministre, dans la foulée de ma collègue, ce qui est croustillant dans le dossier c'est que, comme vous le savez, le Gouvernement fédéral entend imposer un saut d'index aux salaires et aux allocations sociales. S'il a été retardé dans cette démarche c'est parce que le Conseil d'État a demandé sur ce projet-là un délai plus important, se rendant compte qu'il y avait aussi une thématique liée et plus complexe sur le plan institutionnel qui était le saut d'index souhaité par le Fédéral au niveau des allocations familiales, le Conseil d'État et d'autres ayant relevé qu'il n'était pas clair que ce dossier était encore de compétence fédérale.

Suite notamment au comité de concertation du 1er avril dernier, est-il clair maintenant que les Régions ont la main en la matière ? Si c'est le cas, qu'elle est l'option retenue ou en passe de l'être par la Région wallonne, puisque manifestement les idées évoluent ? J'ai ici devant moi deux articles de presse très rapprochés. L'un date du 31 mars avec pour titre : « La bataille du saut d'index n'est pas finie » ; sous-titre : « Les allocations familiales indexées en Wallonie pas en Flandre ». Ce n'est jamais qu'un article de presse, mais l'option semblait dire que le Gouvernement wallon souhaitait l'indexation et manifestement, on le sait bien, la Flandre ne le souhaite pas.

Deux jours après, le 2 avril, un autre article disant en titre : « La Région wallonne n'est plus certaine de pouvoir indexer les allocations familiales ». Sans doute ce changement éventuel d'attitude que vous allez confirmer ou infirmer est lié à un élément qui nous impacte beaucoup et qui est la diminution par le Fédéral de la dotation aux Régions à concurrence de 750 millions d'euros. C'est un élément qui est intervenu précisément fin mars, début avril.

Un aspect de la question est si les Régions ont la main de manière totalement autonome, la question posée est qu'il y a une différence de traitement selon la Région, ne risque-t-on pas un traitement asymétrique des allocations familiales entre Régions alors que le Gouvernement wallon s'était engagé dans sa DPR, je cite : « à assurer la plus grande convergence possible entre les politiques menées et les montants des allocations versées en Wallonie et à Bruxelles » ?

Je cite à cette occasion la problématique bruxelloise qui forcément est complexe puisqu'elle est entre-deux et que la sensibilité là-bas est partagée. Elle l'est moins en Flandre où les choses sont claires, je l'ai dit. Elle l'est moins en Wallonie si elle a les moyens budgétaires pour le faire. Par contre, à Bruxelles, certains sont pour,

d'autres sont contre et il n'est pas exclu que les francophones soient finalement, malgré la DPR, pris en difficulté.

C'est élément est important, je termine par là, parce que je suis frappé – j'ai déjà eu l'occasion de vous en faire part – de la vitesse avec laquelle les Régions ont pris des attitudes différentes dans leur politique par rapport aux matières transférées par la sixième réforme de l'État. Il restait quelque part les allocations familiales où l'on pensait, peut-être encore toujours, que là une convergence serait maintenue entre francophones.

Voilà ma question, Monsieur le Ministre.

Mme la Présidente. - La parole est à M. le Ministre Prévot.

M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine. - Madame la Députée, Monsieur le Député, les allocations familiales sont clairement de notre compétence depuis le 1er juillet 2014. Mais actuellement, le Gouvernement fédéral a le pouvoir de modifier l'index santé auquel elles sont liées. C'est l'objet de l'avant-projet de loi qu'ils adoptent sur base de leur compétence en matière de réglementation des prix.

Cette décision ayant un impact direct sur notre compétence en matière d'allocations familiales, cela pose un problème à nos yeux de loyauté fédérale. Raison pour laquelle nous avons décidé de déposer le point à l'ordre du jour du comité de concertation, le dernier qui s'est réuni en la matière et dont on a quelque peu parlé.

La discussion sur le sujet n'a recueilli aucun consensus, reconnaissons-le, le ministre fédéral de l'Emploi renvoyant au Conseil d'État dans l'attente d'y voir plus clair. Mais compte tenu de l'avis du Conseil d'État, entre-temps connu, réaffirmant notre compétence sur le sujet, nous allons donc modifier par voie décrétole l'indice de référence pour l'indexation des allocations familiales, ainsi que celui des plafonds de revenus pour l'octroi des suppléments sociaux.

Suivant quelles modalités, me questionnez-vous. Durant l'actuelle période transitoire, des accords de coopération entre les entités doivent être conclus pour modifier des éléments essentiels. L'indexation des allocations familiales n'est pas jugée comme telle et n'en nécessite pas en soi. Pour les éléments non essentiels, cependant, un accord de coopération préalable doit être conclu une fois pour toutes pour définir les champs d'application personnels des réglementations des entités. Cet accord de coopération a été abordé lors de la première réunion du comité ad hoc en mars dernier et devrait être finalisé lors de la prochaine réunion du 29 avril prochain.

La question s'agissant du saut d'index et de l'impact que cela peut avoir en matière d'allocations familiales se

pose ma foi peu, pour ne pas dire pas, cette année 2015 puisque, dès lors qu'il n'y a pas eu de dépassement de l'indice pivot, il n'y a pas de saut d'index. Il n'y a dès lors pas d'indexation envisagée pour les allocations familiales cette année.

Le dispositif que nous poursuivons afin qu'il soit finalisé et que les documents puissent alors être proposés à l'approbation du Parlement vise donc une posture principielle. C'est donc de bel et bien se donner les moyens de pouvoir demain décider si oui ou non nous souhaitons un saut d'index sans devoir subir la position positive ou négative qui serait celle du Fédéral puisque cette compétence est désormais de notre ressort et donc nous allons veiller à faire les modifications légistiques nécessaires pour qu'il en soit clairement ainsi.

La position du Gouvernement wallon a toujours été claire à ce sujet et j'ai toujours affirmé qu'il n'y avait aucune volonté nous concernant de pratiquer un saut d'index sur les allocations familiales. Nous souhaitons que les allocations familiales, si précieuses pour beaucoup de familles, puissent faire l'objet d'une indexation. C'est notre posture de base autant que la posture flamande a été de ne pas en prévoir.

Je confesse qu'à la lumière des réalités budgétaires auxquelles nous sommes désormais confrontés depuis quelques semaines, je n'ai plus la capacité de garantir que la non-indexation des allocations familiales figurera à un moment donné parmi la palette des mesures à devoir envisager. Je n'en ai aucun plaisir, aucun bonheur, ce ne serait pas le souhait premier de la Wallonie, mais quand il s'agit de retrouver plusieurs centaines de millions d'euros, l'on n'arrivera pas à le faire en grappillant 25 000 euros par ci, 50 000 euros par là.

Il faudra à un moment donné que l'on puisse mettre tous les éléments sur la table et je ne peux exclure que cela figure parmi les mesures à devoir envisager, à contrecœur en tout état de cause, sans volonté de ma part de me précipiter vers cette voie, mais en ayant aussi un discours de vérité en ne faisant pas croire que ce n'est pas un scénario qui pourrait arriver.

En tout cas, je veillerai en ce qui me concerne à déployer toutes mes énergies pour que ce soit vraiment en ultime recours que nous devions arriver à cela. Pour ce qui me concerne, en tout cas, la volonté principielle du Gouvernement et du ministre de tutelle que je suis, c'est a priori de garantir l'indexation.

Mme la Présidente. - La parole est à Mme Pécriaux.

Mme Pécriaux (PS). - Je remercie M. le Ministre pour sa réponse techniquement complète et surtout transparente. J'espère, comme lui, que l'on ne devra pas en arriver à un saut d'index pour les allocations

familiales parce que, comme il l'a rappelé, c'est vraiment quelque chose d'essentiel pour certaines familles. Nous ne pouvons pas leur retirer ce financement et cet apport dans la contribution de leur ménage.

Mme la Présidente. - La parole est à M. Drèze.

M. Drèze (cdH). - J'ai cité la DPR tantôt avec le souci d'avoir la plus grande cohérence possible – le mot « possible » est important – entre Wallonie et Bruxelles. Je déduis de votre intervention, Monsieur le Ministre, je ne pose pas la question, je fais ma réplique, que vous êtes prêt à envisager une différence de traitement en Wallonie et à Bruxelles puisque manifestement si les moyens budgétaires sont là, la priorité est à l'indexation des allocations pour ce qui est de votre compétence en Wallonie et que la décision bruxelloise nous échappe. C'est la lecture que j'en fais.

Pour ce qui est des réalités budgétaires, la Commission du budget que j'ai présidée hier a montré que la matière était mouvante puisque le Bureau fédéral du Plan a notamment annoncé qu'une partie des montants perdus aujourd'hui seraient récupérés dans le futur. On verra bien, peut-être à l'occasion du budget 2016, à quelle hauteur des moyens pourraient être récupérés et si cela peut contribuer à rencontrer votre préoccupation budgétaire à maintenir l'indexation des allocations familiales que nous souhaitons tous.

**QUESTION ORALE DE M. DAELE À
M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX
PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION
SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR « LA PART
DU SECTEUR PRIVÉ DANS L'OFFRE DE
MAISONS DE REPOS »**

**QUESTION ORALE DE M. BOUCHEZ À
M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX
PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION
SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR
« L'ASSOULPISSEMENT DES NORMES DANS
LES MAISONS DE REPOS »**

Mme la Présidente. - L'ordre du jour appelle les questions orales à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine :

- de M. Daele, sur « la part du secteur privé dans l'offre de maisons de repos » ;
- de M. Bouchez, sur « l'assouplissement des normes dans les maisons de repos ».

La parole est à M. Daele pour poser sa question.

M. Daele (Ecolo). - Monsieur le Ministre, le coût des maisons de repos pour le résident ne cesse d'augmenter. Il devient même impayable pour nombre de personnes qui ont pourtant besoin de ces services.

Selon certains acteurs, la Wallonie risque ainsi de devenir une région où l'on arrive à terme à un système à deux vitesses, c'est-à-dire, d'un côté, les moins riches dans le public et à charge du CPAS, et de l'autre côté, le secteur privé pour ceux qui en ont les moyens.

En Wallonie actuellement, le secteur des maisons de repos se répartit entre le public associatif et le privé commercial. On assiste à une privatisation croissante du secteur des maisons de repos en Belgique. Il faut savoir qu'à Bruxelles, c'est 62,5 % des places qui sont gérées par des entreprises commerciales et ce chiffre est seulement de 15,1 % en Flandre où les places gérées par l'associatif arrivent en tête – à peu près 50 %. En Wallonie, il existe un système de quotas, c'est 29 % au minimum qui doit être géré par le secteur public et 21 % au minimum qui doit être géré par l'associatif.

Maximum 50 % par le privé commercial.

Vous avez déclaré dans cette commission le 20 janvier dernier que votre « cabinet travaille toujours à la perspective d'une ventilation différente de celle que l'on connaît aujourd'hui entre les différents secteurs » et que cela vous « paraît être une aberration que l'on s'empêche de permettre la création de places à l'initiative de l'investissement privé ».

Monsieur le Ministre, quelle est précisément votre position, quelle a été son évolution ces dernières semaines, est-ce toujours le cas ?

Comment éviter de renforcer un système à deux vitesses où les riches iront dans le secteur privé plus cher et les plus pauvres là où ils pourront ? C'est à dire, principalement dans les maisons publiques.

Comment comprendre votre volonté de dé plafonner le secteur commercial ?

Quelle régulation prévoyez-vous pour que l'ensemble de nos aînés puissent bénéficier d'un accueil dans de bonnes conditions ? À savoir que le secteur privé est de toute façon soumis à des règles qui sont les mêmes pour tout le monde et qu'elles rendent un service, mais que l'objectif premier n'est pas le service, c'est de faire du bénéfice. Le service n'est pas l'objectif final, il sert à rencontrer l'objectif final du bénéfice alors que pour le privé, et généralement pour l'associatif, l'objectif du bénéfice n'est pas le premier.

Dès lors, je me pose la question, parce que l'on n'est pas ici dans un débat privé contre public puisque l'on est dans un triangle privé/associatif/public et donc je me pose aussi la question de savoir qu'en Flandre, c'est l'associatif qui arrive en tête et qu'en Wallonie, l'on souhaiterait mettre en avant le privé commercial. On a des entreprises, notamment je pense au groupe français Orpéa qui ne passe pas inaperçu sur le marché européen puisqu'il a 45 000 en Europe, dont 6 700 en Belgique et qui emploie 3 500 personnes et qui a une politique d'achats assez massifs, principalement en Wallonie,

mais également, cela commence à être le cas, en Flandre.

Je me pose la question sur l'opportunité de pouvoir offrir à ce type d'entreprise des parts de marché alors que le public pêche, mais l'associatif pourrait – et donc c'est la piste de l'associatif sur lequel je voudrais aussi vous interroger plus précisément - outre de favoriser le privé.

Mme la Présidente. - La parole est à M. Bouchez.

M. Bouchez (MR). - Je voudrais remercier mon collègue, M. Daele, d'avoir attendu, il a fait preuve d'une grande correction et je voulais le saluer et le remercier.

On a bien fait de les joindre puisqu'elles sont assez proches, mais peut-être la tonalité est-elle différente. À l'heure actuelle, en Région wallonne, il y a quand même des normes qui sont relativement strictes sur deux tableaux essentiels.

Le premier, c'est la répartition entre secteurs, 50 % pour le privé, 21 % pour l'associatif, 29 % pour le public et l'on est un peu figé dans cette structure-là.

Alors c'est clair que cela n'aide pas au développement vers le privé. Mais apparemment vous avez souhaité le faire pour les raisons budgétaires que vous venez d'indiquer. Je crois qu'ici l'on relève du bon sens et du pragmatisme, on n'a pas l'argent pour le faire, et donc à un moment donné il faut aller vers des acteurs qui eux, peuvent le faire.

Deuxième aspect, c'est souvent cette distinction entre les maisons de repos au sens strict et les résidences services qui ne peuvent pas avoir l'ensemble des missions, particulièrement au niveau médical où ce n'est pas possible pour les résidences services de pouvoir offrir une offre médicale pour leurs pensionnaires. Là aussi, on a une certaine rigidité qui n'aide pas à l'ouverture du secteur.

Sur la question de savoir si cela va créer un système à deux vitesses, il faut veiller à ce que cela ne soit pas le cas, il y a un premier principe c'est que ce n'est pas parce qu'il y aurait des maisons de repos publiques qu'automatiquement elles seraient de moins bonne qualité.

Je crois que le public doit aussi intégrer dans sa réflexion d'offrir du service de qualité à un certain prix et du service avec une ouverture sociale pour que le service de qualité finance l'autre. C'est une thématique que l'on a un peu de mal parfois à comprendre. Par principe, parce que c'est public, il faudrait que cela soit social. Mais non. Si certaines personnes sont prêtes à payer pour un service, pourquoi ne pas le permettre et cet argent permettra de financer un service ouvert à tous, un service à finalité sociale.

Par ailleurs, vous allez me dire que c'est un acteur du secteur, donc il a peut-être une objectivité relative, mais Harmonéa qui est le leader belge en la matière dit que 60 % des Belges de par leur pension à l'heure actuelle, pourraient s'offrir les services d'une maison de repos dans la situation actuelle. C'est peut-être une analyse qui devrait être menée par des institutions publiques et objectives pour être sûr de ce chiffre par rapport aux conditions du marché. D'ailleurs, si vous avez des informations en la matière, il serait intéressant, pour éclairer le débat, de voir avec le niveau de pensions actuel quelles sont les personnes qui pourraient aller dans un service totalement privé.

À cet égard, quelle est votre position sur l'évolution de la législation puisque votre intention est claire ? Mais si vous voulez l'appliquer, il va falloir faire évoluer la législation et cela risque d'être encore plus compliqué. Donc je voulais vous interroger là-dessus que ce soit sur la répartition entre les secteurs, mais aussi la position des résidences services.

Je vous remercie.

Mme la Présidente. - La parole est à M. le Ministre Prévot.

M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine. - Merci, Messieurs les députés, pour ces deux questions essentielles et complémentaires, ma foi, sur un secteur important. Vous avez introduit vos questions avant de découvrir aussi une partie de mon expression publique dans la presse d'hier.

Cela ne fait que renforcer l'actualité alors de vos questions.

D'abord, ayons au moins l'honnêteté de reconnaître qu'il n'y a pas, d'un côté, les grands gentils et, de l'autre les grands méchants. Le secteur public n'est pas toujours exempt de reproches quant à la gestion de certaines maisons de repos, pas plus que dès lors que la gestion est assurée par un opérateur privé, cela se fait toujours au détriment des normes, de la qualité, et dans un environnement peu agréable. On doit pouvoir évoluer sans caricature aucune entre les secteurs. Rappelons quand même, puisque c'est l'une des interrogations de M. Daele, que s'il y a une telle différence dans la ventilation entre les secteurs, entre la Flandre et la Wallonie, c'est d'abord et avant tout – pour ne pas dire quasi exclusivement – pour des raisons historiques. En effet, la plupart des maisons de repos en Flandre ont vu le jour à l'initiative des congrégations religieuses. C'est pour cela qu'il n'y a pas eu une approche par ventilation sectorielle contrairement à ce qui s'est pratiqué en Wallonie et les éléments de comparaison sont d'ailleurs très éclairants en la matière.

Je précise d'entrée de jeu que s'il est vrai que l'on titre beaucoup sur la main tendue à l'égard du secteur

privé puisque c'est ce qui constitue la tonalité la plus différente de ces dernières années, il y a à mon estime trois sources de financement vers lesquelles il faut pouvoir se tourner pour pouvoir réussir ce défi de l'allongement de la vie et de la prise en charge de nos aînés. C'est l'épargne individuelle, premier élément. Quand on voit d'ailleurs la quasi-disparition des taux, il n'y a pas beaucoup d'intérêt pour celles et ceux qui aujourd'hui disposent de moyens, d'aller les mettre sur des comptes épargne alors qu'investir dans des projets qui visent à la prise en charge des personnes âgées, j'ai la naïveté de penser que cela sera un investissement particulièrement rentable.

On a des centaines de millions d'euros potentiels qui dorment et qu'il pourrait être utile d'essayer d'attirer.

Deuxième source, le secteur associatif lui-même. Le non-marchand, les mutuelles qui disposent aussi de capacité d'intervention. Et je rappelle d'ailleurs qu'il y a aujourd'hui des maisons de repos qui voient le jour à l'initiative du secteur associatif sans solliciter la moindre intervention publique sous forme de subventionnement quelconque.

La troisième, le secteur privé que l'on qualifie de commercial qui lui aussi dispose de moyens, mais n'est pas en capacité de pouvoir développer les projets.

Je connais des opérateurs gestionnaires aujourd'hui de maisons de repos qui disposent de chambres déjà prêtes, mais sont des pièces vides dans lesquelles ils ne peuvent pas accueillir une, deux, trois, quatre ou cinq lits supplémentaires parce que comme ils n'en ont pas l'autorisation, ils risqueraient d'être mis en difficulté, de perdre leur agrément et donc la capacité d'héberger les 150 personnes qu'ils hébergent déjà alors que dans le même temps, les espaces sont disponibles, ils sont prêts à investir pour équiper ces chambres, mais qu'on leur refuse et que le secteur public, lui, boit la tasse et n'arrive pas à suivre.

Rappelons quelques éléments de contextualisation aussi. Le vieillissement de la population et l'allongement de la vie, c'est un fait. Les chiffres d'ailleurs en la matière sont très significatifs. Nous comptons, en 2012, plus de 181 000 personnes âgées de plus de 81 ans en Wallonie. En 2030, nous serons à 233 000.

Il va y avoir après 2025, d'ailleurs, une explosion du nombre d'octogénaires dans notre pays, parce que les *babyboomers* d'alors seront désormais devenus les *papyboomers*. Il y a une nécessité de prise en charge importante. Aujourd'hui, nous y sommes insuffisamment préparés.

On a, ces dernières années, et à raison, surtout misé les politiques sur l'insuffisance de places d'accueil pour la petite enfance. C'est vrai, combien de fois n'a-t-on pas dit qu'il manquait de places en crèche ? C'est toujours le cas, mais on a insuffisamment pris en compte, me

semble-t-il, la nécessité de prévoir aussi un nombre suffisant de places d'hébergement, dans la diversité de ces hébergements et modes d'accueil pour la dernière période de vie.

Aujourd'hui, nous comptons 48 280 places en maisons de repos en Wallonie, dont 23 021 lits pour le secteur commercial, 11 885 pour l'associatif et 13 514 pour le public. Comme M. Bouchez le disait, un lit public ne doit pas nécessairement être un lit social. Il y a aussi, comme on le fait en matière de logement, on crée du logement public, cela veut dire aussi une mixité entre logement social et logement moyen. C'est une chose qui, si elle est valable en matière de logement, peut tout à fait l'être aussi en matière de maison de repos.

On a aujourd'hui près d'un an d'attente en moyenne pour trouver une place en maison de repos, maison de repos et de soins, trois mois pour un lit en court séjour.

Cette situation d'attente, pour beaucoup de famille, elle est intolérable. Vous avez des parents qui parfois sont en autonomie complète, puis font une mauvaise chute et se cassent le col du fémur, du jour au lendemain, ils ne sont plus en capacité de rester seuls, le conjoint qui, lui, est peut-être plus dépendant et plus âgé ne sait pas assumer l'autre conjoint, en conclusion la maison de repos s'impose en situation presque d'urgence. Là, on dit qu'il n'y a pas de place. Ce sont des situations vécues, vous en connaissez tout comme moi. Ces éléments-là de réflexion, à la fois la rareté des deniers publics, le fait que demain ne va pas être Byzance dans la capacité d'octroyer des subventions aux projets qui sont sur ma table, qui sont portés par les acteurs publics, singulièrement les CPAS, que l'on a un secteur associatif qui, lui, dispose de moyens, un secteur privé qui ne demande qu'à investir, évitons de rester dans le corset du décret de 1997, décret qui a presque 20 ans, qui consacre ces ventilations entre secteurs et qui, objectivement, n'est plus d'actualité par rapport au principe de réalité.

L'enjeu, ce n'est pas d'être dogmatique, c'est d'être pragmatique.

Je sais que mes annonces ont déjà fait grincer des dents. Vous imaginez bien, dans une série de secteurs, l'on grince des dents, l'on m'envoie des courriers, l'on contacte le cabinet. C'est un changement qui sera assez radical. Doit-on conserver des quotas ? Si oui, dans des ventilations différentes que ce que l'on connaît aujourd'hui, en y intégrant alors des quotas pour les partenariats publics-privés par exemple, ou les partenariats publics-associatifs ou associatifs-privés. Aujourd'hui, cela ne rentre pas dans les clous, ce n'est pas dans les tiroirs. C'est quand même dingue. Tout le monde préconise des partenariats publics-privés pour plein de projets en infrastructure, mais l'on reste frileux s'agissant de la prise en charge des personnes âgées, avec cet épouvantail perpétuel de la marchandisation de nos aînés. Ce n'est pas cohérent.

Peut-être vaut-il mieux, comme en Flandre, ne pas avoir de ventilation sectorielle et de permettre que les projets, en fonction de la qualité de ceux-ci, puissent être retenus. À partir du moment où le mouvement s'accompagne de la définition de nouvelles balises pour éviter les excès, pour éviter les abus, pour éviter la marchandisation à outrance, balises qui doivent porter sur le prix et donc les tarifs qui doivent être cadrés, sur la mixité sociale pour éviter les ghettos, sur la mixité des lourdeurs qui doivent être prises en charge pour éviter qu'il y ait des endroits avec des patients très lourds et d'autres plus guilleret. D'autre part, les normes de qualité qui doivent aussi s'imposer, y compris en matière d'encadrement du personnel. Normes qui doivent s'imposer, mais qui doivent aussi être assouplies. On est parfois dans les règles de l'aberration où, pour un mètre carré près, on en arrive à exiger une refonte totale d'un projet alors même que les deniers publics manquent. En bon sens, l'on dit souvent que le mieux est l'ennemi du bien. Il faut être raisonnable. Ne nous trompons pas, la plupart des personnes qui me demandent des assouplissements de normes, ce ne sont pas les grands méchants du secteur privé parce qu'ils cherchent à avoir le moins de contraintes possible pour faire du bénéfice. L'essentiel des demandes d'assouplissement de normes, elles me proviennent de la part des présidents de CPAS, de la part de mandataires publics.

L'un d'entre eux me disait encore il y a peu de temps, cette norme imposant trois salles de bain médicalisées par tranche de 100 lits, cela ne sert à rien, on ne les utilise quasiment pas. Vous en laisseriez deux pour cent au lieu de trois pour cent, ce sont déjà 150 000 euros d'économiser dans un projet. On peut multiplier à l'envi les exemples de cette nature.

Du pragmatisme sans quoi nous ne réussirons jamais ce défi de l'augmentation des capacités de prise en charge. Le centre d'expertise fédérale avait identifié un rythme pour l'ensemble de la Belgique, pas que la Wallonie, de 1 600 à 3 700 créations de places par an pour rencontrer le défi à la condition d'accompagner cela en parallèle d'une augmentation de 50 % des crédits de tout ce qui concerne l'aide et les soins à domicile. Autant vous dire que l'on est encore loin du compte. On doit pouvoir, demain, aborder avec audace, avec courage et avec le sens de la responsabilité les réformes à apporter dans ce secteur – je le redis – avec des balises qui s'imposeront à tous, y compris les acteurs privés, pour garantir aussi une plus large et plus grande accessibilité financière aux différents modes d'hébergement.

Il ne faut pas diaboliser. Si parfois il y a des places qui sont accessibles à des tarifs hors de proportion et qui sont occupées, cela répond aussi à une partie de la demande. Les personnes qui ont de très fortes ressources et se permettent aussi d'occuper ces lits, ce seront des lits qui ne seront dès lors pas occupés par ces personnes-là ailleurs à moindre tarif au détriment de

personnes qui, elles, n'auraient pas été en capacité d'accéder au premier établissement, mais qui étaient en attente du second.

C'est comme pour tout, c'est comme pour la politique du logement, il en faut pour tous les profils, pour tous les budgets, mais il faut des règles, il faut un cadre, il faut des balises. C'est cela que je souhaite faire et c'est ce à quoi je m'attelle déjà depuis plusieurs mois et sur lequel je vais continuer à travailler tout au long de cette année pour pouvoir venir fin de cette année, début de l'année prochaine, avec une ambition de réforme du secteur, a fortiori cela n'aurait d'autant pas de sens d'avoir reporté, s'agissant de la mise aux normes du CRI de maisons de repos au 1er janvier 2018, si c'est pour conserver les mêmes normes et faire le même constat dans trois ans que celui que l'on fait déjà aujourd'hui. Si l'on veut avoir un effet amplificateur et déclencheur dans les mises aux normes des maisons, il faut à un moment donné que l'on vienne aussi vers des choses qui soient plus raisonnables. Je ne suis pas en train d'amener Mme Qualité à la guillotine. Je dis simplement qu'il faut aussi que M. Le Bon Sens soit sur le même tableau.

Mme la Présidente. - La parole est à M. Daele.

M. Daele (Ecolo). - Monsieur le Ministre, vous annoncez vouloir repenser tout le secteur avec – je dirais – ici comme unique angle de réflexion les quotas. C'est vraiment prendre le problème par le petit bout de la lorgnette.

Je ne souhaite pas, Monsieur le Ministre, que le manque de lits soit réglé par : « On sous-traite au privé et puis basta et l'on ne doit pas se tracasser d'autre chose. ». Cela, c'est quelque chose que je ne souhaite pas. J'attends de voir plus précisément ce avec quoi vous allez arriver. En tout cas, cela, je vous le dis, avoir des lits en plus, mais uniquement des lits chers, cela n'a pas d'intérêt.

(Réaction de M. le Ministre Prévot)

En tout cas, je ne souhaite pas que l'on arrive à un moment à un système à deux vitesses, je vous l'ai dit dans ma question. La problématique de l'accueil des aînés est, d'une part, le maintien à domicile – là, je pense que c'est la base – ensuite de l'accueil des aînés, c'est d'une part, le maintien à domicile et là, je pense que c'est la base.

Ensuite, la capacité d'accueil associatif et public. C'est un élément. Tout à l'heure, pour une autre problématique, on parlait de bouquet de mesures. La question du privé est : une fleur dans un bouquet qui doit être beaucoup plus large que cela. Évidemment, ici, on vous interrogeait sur la question des quotas, mais avoir de manière beaucoup plus large et surtout pas de manière scindée de se dire que c'est le privé et puis, en avant, comme cela, on va se tracasser d'autre chose.

Mme la Présidente. - La parole est à M. Bouchez.

M. Bouchez (MR). - Je vous l'ai dit, la tonalité est différente. Je pense qu'effectivement, il faut faire preuve de pragmatisme. Dire que le privé va s'en occuper, encore une fois, comme vous l'indiquez, cela ne veut pas dire que ce sont des grands méchants qui ne vont pas penser qu'au profit puisque quand on a une expérience de mandataire local, on se rend compte que souvent, c'est dans les structures publiques – et l'exemple que j'évoquais tout à l'heure le montre – que l'on a des difficultés, car justement, le public ne sait plus financer.

On pourrait envisager des solutions alternatives. Par exemple, on pourrait dire : « On donne des autorisations à des projets privés, mais un certain nombre de chambres doivent être octroyées à des prix modiques ». On le fait pour le logement. On donne parfois des permis à des projets immobiliers en disant qu'il y a un pourcentage de leurs logements qui doivent être accessibles de façon sociale. On pourrait très bien l'envisager pour une maison de repos. Quel est le problème, à ce niveau ?

Cela veut dire que l'on peut venir avec des opérateurs privés tout en mettant des conditions qui permettent de garantir un accès à tous. Le pire, pour le moment, n'est même pas de savoir si l'on peut se payer la chambre ou pas, mais c'est qu'il n'y a pas de chambre ou du moins, il n'y a pas de chambre que l'on peut occuper, malgré le système que vous avez évoqué qui est une réalité de chambres vides ou alors, parfois, d'arrangements par rapport aux agréments qui donnent lieu à des marchandages ou à des complications qui n'ont vraiment aucun sens.

Je pense donc qu'il faut être créatif en la matière, en ne perdant pas de vue cet impératif de permettre un accès pour tous, mais l'accès pour tous. Cela ne veut pas dire que l'on doit rester bloqué et figé avec ce quota. Je pense que la suppression de ces quotas aurait du sens et, surtout, d'ouvrir uniquement sur le critère de la qualité et de l'accessibilité sans se focaliser. Pourquoi 50 % d'ailleurs ? Demain, on pourrait faire une réforme à 60 % voire à 40 %. Pourquoi 29 % pour le public et 21 % pour l'associatif ? Je pense qu'à un moment donné, ce sont des chiffres arbitraires qui ne correspondent plus à la réalité.

**QUESTION ORALE DE MME PÉCRIAUX À
M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX
PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION
SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR
« L'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE EN
WALLONIE »**

Mme la Présidente. - L'ordre du jour appelle la question orale de Mme Pécriaux à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « l'accueil des gens du voyage en Wallonie ».

La parole est à Mme Pécriaux pour poser sa question.

Mme Pécriaux (PS). - Monsieur le Ministre, on considère en Belgique que la proportion de personnes issues du groupe « des gens du voyage » et originaires de notre pays oscille entre 15 000 et 20 000 pour les trois Régions.

À ceux-ci viennent s'ajouter environ 3 000 à 5 000 personnes qui traversent le pays en provenance de pays voisins, en particulier, la France et les Pays-Bas.

Alors que les déplacements saisonniers des gens du voyage reprennent avec le retour de la belle saison, je souhaite vous interroger sur la politique d'accueil mise en place par la Wallonie.

Lors de la précédente législature, que ce soit au travers des expériences pilotes menées dans sept communes ou par la reconnaissance du centre de médiation comme interlocuteur régional, votre prédécesseur a voulu encourager un accueil décent des gens du voyage en parfaite harmonie avec les mandataires locaux et les riverains concernés.

Actuellement, la Wallonie compte deux aires d'accueil aménagées spécialement pour les gens du voyage à Bastogne et, depuis le mois dernier, à Namur. Namur vient ainsi de concrétiser l'un des sept projets-pilotes retenus en 2010 et confirmés en 2013, pour lesquels la Wallonie accorde un subside annuel de 10 000 euros et des points APE afin d'engager un référent communal chargé de faire le lien entre les autorités communales, policières, les riverains et les gens du voyage.

Comparativement à la Flandre, notre Région accuse un retard dans l'organisation de l'accueil de ces populations, puisque nos voisins comptent plus de 30 terrains communaux aménagés.

Alors qu'une aire vient d'être inaugurée à Namur, qu'en est-il, à ce jour, de l'état d'avancement des autres projets-pilotes retenus ? D'autres aires d'accueil seront-elles prochainement inaugurées ? Outre les communes sélectionnées, le Gouvernement a-t-il reçu de nouvelles demandes ?

Mme la Présidente. - La parole est à M. le Ministre Prévot.

M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine. - Madame la Députée, vous mentionnez le nombre de terrains spécialement dédiés à l'accueil des gens du voyage en Wallonie. Au-delà de ces terrains, rappelons que nous menons un accueil concerté à des gens du voyage, notamment avec le soutien du centre de médiation des gens du voyage et des Roms en Wallonie.

Le soutien aux communes pilotes s'est accru, puisque dix communes – Amay, Hotton, Namur, Mons, Ottignies, Sambreville, Verviers, mais aussi Ath, Bastogne et Wasseiges – bénéficient d'une convention signée avec le Gouvernement wallon. C'était une initiative de mon prédécesseur, vous l'avez rappelé.

Cette convention vise à coordonner l'octroi d'aides régionales aux communes pour assurer un accueil de qualité des gens du voyage sur leur territoire. Concrètement, un soutien financier du Gouvernement leur permet d'engager un agent communal de référence dont les missions permettent de créer des liens avec les services communaux, la police, avec le collège, les riverains, avec les gens du voyage eux-mêmes. Pour ce faire, elles bénéficient de points APE – plan Marshall, mesure 2.4 – ainsi que d'une subvention de fonctionnement de 10 000 euros par an.

La principale force du programme est incontestablement la qualité de l'organisation et de l'accueil. Les outils organisationnels et humains utilisés par les communes ont, en effet, permis de gérer efficacement le séjour temporaire des groupes de gens du voyage. Le monde d'organisation choisi semble être bénéfique pour les gens du voyage, la population et les autorités locales. Il ressort, en effet, de l'évaluation de cette expérience que lorsque le séjour des groupes est anticipé, planifié et géré par un cadre supracommunal via la convention de partenariat, une réduction considérable des difficultés liées à l'accueil est constatée et une amélioration générale du déroulement de l'accueil est alors assurée.

J'ai d'ailleurs pu m'impliquer dans ces dossiers, lorsque j'étais échevin de la cohésion sociale dans notre capitale ; c'est d'ailleurs moi qui avais lancé le fameux dossier qui vient d'être inauguré il y a un mois. C'est vrai que cela demande du courage, car politiquement, ce n'est quand même pas la politique la plus sexy localement. Vous vous souvenez toute votre vie après de la séance publique que vous avez organisée dans le village concerné, mais c'est un enjeu majeur, important. Il ne faut pas avoir de politique de l'autruche en la matière, car qu'on le veuille ou pas, ils sont présents. Le meilleur moyen de les accueillir dignement et en même temps, de les encadrer, c'est de pouvoir mettre des terrains à leur disposition.

J'ajouterai que même pour les communes qui n'ont pas encore de terrain disponible ou qui ne l'envisage pas, il est possible d'être créatif. Dans l'attente de la mise à disposition du terrain, j'ai fait voter par le Conseil communal de l'époque une réglementation spécifique sur les prises en charge, les forfaits, les contributions demandées. Il est possible que d'autres communes s'en inspirent dans l'attente même d'un terrain.

Ceci étant, pour répondre plus spécifiquement à votre question, toutes les communes wallonnes vont

recevoir une circulaire cosignée par mon collègue, le ministre Furlan, qui permettra de leur transmettre le guide de bonnes pratiques pour les séjours temporaires des gens du voyage puisque le printemps est souvent synonyme de nouvelles transhumances.

Vous mentionnez deux terrains que sont Bastogne et Namur. Je précise que les deux terrains en question sont bel et bien aménagés, mais que Namur est le premier site en Wallonie qui est également équipé – ce qui n'est pas la même chose – et qui offre donc les lieux appropriés pour pouvoir faire la vaisselle, prendre sa douche, avoir des toilettes, utiliser les eaux usées, faire tourner la machine à laver, et cetera.

Je pense que c'est un modèle qui n'est pas neuf à l'échelle européenne. On s'est inspiré de ce qui se pratique en France puisque, pour rappel, en France, la législation contraint toutes les communes de plus de 5 000 habitants à avoir un terrain sur leur territoire. Mon souhait n'est pas d'être aussi radical, mais très clairement, j'ai demandé à mon cabinet de travailler à la possibilité d'imposer une programmation territoriale d'un certain nombre de terrains par province, de manière à répartir aussi, sur notre territoire, la prise en charge de ces groupes de gens du voyage de manière plus équitable et plus appropriée, apportant ainsi une réponse judicieuse à cet enjeu.

Il y a déjà deux communes qui sont actuellement au taquet afin de concrétiser un terrain d'accueil, c'est Sambreville et Mons.

Gageons donc que les initiatives qui sont prises à l'impulsion communale, conjuguée peut-être à une démarche plus contraignante à l'échelle provinciale, sera de nature à résorber notre retard et à répondre de manière plus adéquate à ce défi.

Mme la Présidente. - La parole est à Mme Pécriaux.

Mme Pécriaux (PS). - Très brièvement, je remercie M. le Ministre pour sa réponse.

**QUESTION ORALE DE MME MORREALE À
M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX
PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION
SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR « LE RÔLE
DE LA WALLONIE DANS LA MISE EN ŒUVRE
DU PLAN D'ACTION NATIONAL 2015-2019 DE
LUTTE CONTRE LA VIOLENCE BASÉE SUR LE
GENRE »**

Mme la Présidente. - L'ordre du jour appelle la question orale de Mme Morreale à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « le rôle de la Wallonie dans la mise en œuvre du Plan d'action national 2015-2019 de lutte contre la violence basée sur le genre ».

La question est retirée.

(Mme Péciaux, doyenne d'âge, reprend place au fauteuil présidentiel)

**QUESTION ORALE DE MME BALTUS-MÖRES À
M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX
PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION
SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR
« L'ÉVALUATION DES POLITIQUES EN
MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET
LES HOMMES »**

Mme la Présidente. - L'ordre du jour appelle la question orale de Mme Baltus-Möres à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « l'évaluation des politiques en matière d'égalité entre les femmes et les hommes ».

La parole est à Mme Baltus-Möres pour poser sa question.

Mme Baltus-Möres (MR). - Monsieur le Ministre, en date du 24 février dernier, j'ai eu l'occasion de vous interroger sur la mise en œuvre de l'arrêté Gender Test. Ce nouvel outil qui, utilisé préalablement à tout dépôt de projet d'acte législatif et réglementaire, permettra de mesurer et d'évaluer l'impact en termes de genre de nos politiques. L'une de mes questions portait principalement sur la volonté du Gouvernement wallon de publier ou non les résultats de ces gender tests. Votre réponse n'était pas un « non » franc, mais on comprend que ce ne sera pas rapidement le cas puisque, et je vous cite : « Quant à la publication des résultats de ce *test gender*, le groupe interdépartemental de coordination (GIC) mis en place pour l'application du décret Gender Mainstreaming pourra utilement se pencher sur cette question ». Presque 2 mois et une présentation du plan Gender Mainstreaming wallon plus tard, pourriez-vous m'informer, Monsieur le Ministre, d'un quelconque retour du GIC sur le sujet ?

Dans un second temps, j'ai pu interroger récemment le Ministre-Président, Monsieur Paul Magnette, sur sa volonté d'améliorer et de développer au sein de l'IWEPS les statistiques sexuées et les indicateurs de genre.

J'ai également demandé au Ministre-Président s'il comptait faire appel à l'expertise de l'institut wallon de l'expertise, de la prospective et de l'évaluation pour évaluer les politiques publiques en matière d'égalité des chances entre les femmes et les hommes. Sa réplique fut celle-ci : « il n'est pas prévu de recourir à l'IWEPS pour mener l'évaluation des politiques publiques en matière d'égalité des chances entre les hommes et les femmes à ce stade. Il revient, en effet, au ministre compétent,

c'est-à-dire Monsieur le Ministre Prévot, de fixer les modalités éventuelles d'une telle évaluation ».

Cette question relevant donc de votre champ de compétence, en tant que Ministre en charge de l'Action sociale, je reviens donc vers vous avec cette interrogation : dans cette optique d'évaluation, comptez-vous recourir aux services de l'IWEPS – ou éventuellement d'un autre organe indépendant –, dont l'une des missions est d'exercer une fonction de conseil auprès du Gouvernement wallon afin que nous puissions mieux observer l'impact concret des politiques publiques mises œuvre en Région wallonne en matière d'égalité homme/femme ?

Mme la Présidente. - La parole est à M. le Ministre Prévot.

M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine. - Madame la Députée, comme je l'ai souligné précédemment, le « test genre » ne sera d'application que lorsque l'arrêté d'exécution le mettant en œuvre sera validé en troisième lecture au Gouvernement.

Comme je l'avais également relevé, effectuer une analyse de genre relative à l'impact d'un projet décretal ou réglementaire est une démarche neuve pour ce qui nous concerne. Pour rappel, la Belgique est le premier pays à appliquer ainsi les résolutions adoptées à Pékin, voici vingt ans, relatives à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques. Au niveau fédéral, le test genre n'est d'application que depuis le 1er janvier 2014 et le rapport d'évaluation de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes (IEFH) n'a pas encore été rendu public.

En Wallonie, la volonté est de former les membres des différents cabinets ministériels et les agents qui sont et seront amenés à travailler sur ces projets. L'idéal serait, dans l'absolu, de pouvoir former l'ensemble des fonctionnaires de l'administration et l'ensemble des membres des cabinets ministériels. Mais, il s'agit évidemment d'un travail de longue haleine.

Les formations généralistes ont déjà commencé, comme lors de la matinée d'études qui a précédé le plan Gender, le 6 mars dernier au Parlement wallon, mais le *gender mainstreaming* étant une matière complexe, nous entendons continuer à faire appel à l'Institut pour l'égalité entre les hommes et les femmes pour poursuivre la formation des agents qui répondront au test genre. Nous sommes également en train d'élaborer un guide d'utilisation du test genre à l'attention des cabinets et des administrations.

En ce qui concerne les résultats du test genre, je suis d'avis qu'il est nécessaire de privilégier la transparence. La mise en œuvre de cette mesure est toujours en cours de réflexion au sein de Groupe interdépartemental de coordination (GIC).

Concernant l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique, l'IWEPS, nous comptons recourir – et recourons d'ailleurs déjà – à ses services en la matière, comme les participants à la matinée d'études du 6 mars dernier ont pu le constater. L'arrêté du Gouvernement wallon du 8 janvier 2015 portant exécution de l'article 6 du décret du 11 avril 2014 mentionne, pour rappel, qu'un membre effectif et un membre suppléant de l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique font partie du GIC. Son rôle sera particulièrement important pour établir une sorte de « tableau de bord » des différences et inégalités entre les femmes et les hommes en Wallonie, qui pourrait ultérieurement nous permettre d'établir des objectifs chiffrés dans différents domaines. À l'heure actuelle, c'est en matière de lutte contre les violences que l'IWEPS effectue le plus gros travail de récolte et d'harmonisation des données. Il ne faut pas sous-estimer l'ampleur de la tâche, alors que les statistiques « genrées » sont largement inexistantes. Il s'agit réellement d'un des défis de la politique de *gender mainstreaming*, car comme vous le savez, « mesurer, c'est savoir ».

Mme la Présidente. - La parole est à Mme Baltus-Möres.

Mme Baltus-Möres (MR). - Je remercie Monsieur le Ministre pour cette réponse.

Vous aviez expliqué encore une fois comment le personnel des cabinets est formé. Je pense que c'est une bonne chose.

Concernant ma question de savoir si les résultats sont finalement publiés, je n'ai toujours pas reçu une réponse.

J'ai quand même l'espoir, et je crois aussi que vous êtes très concernés et sensibles à cette matière, et je pense que vous savez aussi que ces résultats sont nécessaires et qu'ils servent vraiment à quelque chose quand ils sont publiés, quand on joue à la transparence.

Quand cela reste seulement dans les cabinets, c'est intéressant de constater que là il y a un problème, mais on ne va pas vraiment avancer. Je pense que vous savez très bien qu'il faut une certaine transparence pour que ses résultats aient vraiment une certaine utilité et qu'ils servent à quelque chose.

J'espère pour cela que vous avancez aussi dans cette question de transparence pour finalement annoncer un jour que les résultats seront publiés d'une façon régulière. Merci.

**QUESTION ORALE DE MME DE BUE À
M. MAXIME PRÉVOT, MINISTRE DES
TRAVAUX PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE
L'ACTION SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR
« LA PROBLÉMATIQUE DE LA PRESSION DES
PNEUS »**

Mme la Présidente. - L'ordre du jour appelle la question orale de Mme De Bue à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « la problématique de la pression des pneus ».

La question est retirée.

**QUESTION ORALE DE MME GONZALEZ
MOYANO À M. PRÉVOT, MINISTRE DES
TRAVAUX PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE
L'ACTION SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR
« L'AUGMENTATION DU NOMBRE
D'ACCIDENTS IMPLIQUANT LES CAMIONS »**

Mme la Présidente. - L'ordre du jour appelle la question orale de Mme Gonzalez Moyano à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « l'augmentation du nombre d'accidents impliquant les camions ».

La question est retirée.

**QUESTION ORALE DE MME BONNI À
M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX
PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION
SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR « LES
ACCIDENTS DANS LES EMBOUTEILLAGES »**

Mme la Présidente. - L'ordre du jour appelle la question orale de Mme Bonni à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « les accidents dans les embouteillages ».

La question est retirée.

**QUESTION ORALE DE MME SALVI À
M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX
PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION
SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR « LA
POSSIBILITÉ TECHNIQUE D'ÉVITER LA
SUSPENSION DU THALYS WALLON »**

Mme la Présidente. - L'ordre du jour appelle la question orale de Mme Salvi à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « la possibilité technique d'éviter la suspension du Thalys wallon ».

La question est retirée.

**QUESTION ORALE DE M. DODRIMONT À
M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX
PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION
SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR « LE
BILAN DU PRINCIPE DE LA TIRETTE POUR
LES USAGERS DE LA ROUTE »**

Mme la Présidente. - L'ordre du jour appelle la question orale de M. Dodrimont à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « le bilan du principe de la tirette pour les usagers de la route ».

La question est retirée.

**QUESTION ORALE DE M. BELLOT À
M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX
PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION
SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR
« L'UTILISATION DES DONNÉES GPS POUR
AMÉLIORER LE TRAFIC ROUTIER »**

Mme la Présidente. - L'ordre du jour appelle la question orale de M. Bellot à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « l'utilisation des données GPS pour améliorer le trafic routier ».

La question est retirée.

**QUESTION ORALE DE MME DOCK À
M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX
PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION
SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR
« L'ÉCLAIRAGE DES AUTOROUTES EN
WALLONIE »**

Mme la Présidente. - L'ordre du jour appelle la question orale de Mme Dock à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « l'éclairage des autoroutes en Wallonie ».

La question est retirée.

**QUESTION ORALE DE MME DE BUE À
M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX
PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION
SOCIALE ET DU PATRIMOINE, SUR « LES
SUITES DE LA CAMPAGNE DE
SENSIBILISATION CONCERNANT LES
MOTARDS »**

Mme la Présidente. - L'ordre du jour appelle la question orale de Mme De Bue à M. Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, sur « les suites de la campagne de sensibilisation concernant les motards ».

La question est retirée.

Ceci clôt nos travaux de ce jour.

La séance est levée.

- La séance est levée à 19 heures 16 minutes.

LISTE DES INTERVENANTS

Mme Jenny Baltus-Möres, MR
M. Georges-Louis Bouchez, MR
M. Jean-Luc Crucke, MR
M. Matthieu Daele, Ecolo
Mme Virginie Defrang-Firket, MR
M. Olivier Destrebecq, MR
M. Benoit Drèze, cdH
M. Jean-Marc Dupont, PS
Mme Véronique Durenne, MR
M. Pierre-Yves Jeholet, MR
Mme Joëlle Kapompole, Présidente
M. Philippe Knaepen, MR
Mme Clotilde Leal Lopez, cdH
Mme Carine Lecomte, MR
M. Alain Onkelinx, PS
Mme Sophie Pécriaux, PS
M. Maxime Prévot, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine
M. Patrick Prévot, PS
Mme Véronique Salvi, cdH
Mme Marie-Martine Schyns, cdH
M. Edmund Stoffels, PS
Mme Christiane Vienne, PS

ABRÉVIATIONS COURANTES

ADEB	Association des Entrepreneurs Belges de Grands Travaux
ASBL	Association Sans But Lucratif
BAP	Budget d'assistance personnelle
BEWSD	Système belge d'Alerte précoce sur les Drogues
CHPLT	Centre hospitalier Peltzer-La Tourelle
CoDT	Code du Développement Territorial
CPAS	centre(s) public(s) d'action sociale
CRA	centre de réadaptation ambulatoire
CRF	Conseil régional de la Formation
CRIOC	Centre de Recherche et d'Information des Organisations de Consommateurs
CSPS	Conseil supérieur de la promotion de la santé
CWaPE	Commission wallonne pour l'énergie
CWATUPE	Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Énergie
DGO1	Direction générale opérationnelle des Routes et des Bâtiments
DGO5	Direction générale opérationnelle des Pouvoirs locaux, de l'Action sociale et de la Santé
DPR	Déclaration de politique régionale
FARES	Fonds des affections respiratoires
FEADER	Fonds européen agricole pour le développement rural
FEDER	Fonds européen de développement régional
FEDITO	Fédération Bruxelloise des Institutions pour Toxicomanes
FWB	Fédération Wallonie-Bruxelles
ERS	European Respiratory Society
GIC	Groupe interdépartemental de coordination
HBSC	Health Behaviour in School-aged Children
IBSR	Institut Belge pour la Sécurité Routière ASBL
ICN	Institut des comptes nationaux
IEFH	Institut pour l'égalité des femmes et des hommes
INAMI	Institut national d'assurance maladie-invalidité
IRM	imagerie par résonance magnétique
IWEPS	Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique
KUL	Katholieke Universiteit Leuven
MR	Maison de Repos
MRS	Maisons de Repos et de Soins
OMS	Organisation mondiale de la Santé
PIB	produit intérieur brut
P.M.E.	petite et moyenne entreprise
PPP	partenariat public-privé
PV	procès-verbal
RER	Réseau Express Régional
SNCB	Société nationale des Chemins de fer belges
SOFICO	Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures
SPF	service public fédéral
TPE	très petite entreprise
UCL	Université catholique de Louvain
VUB	Vrije Universiteit Brussel